

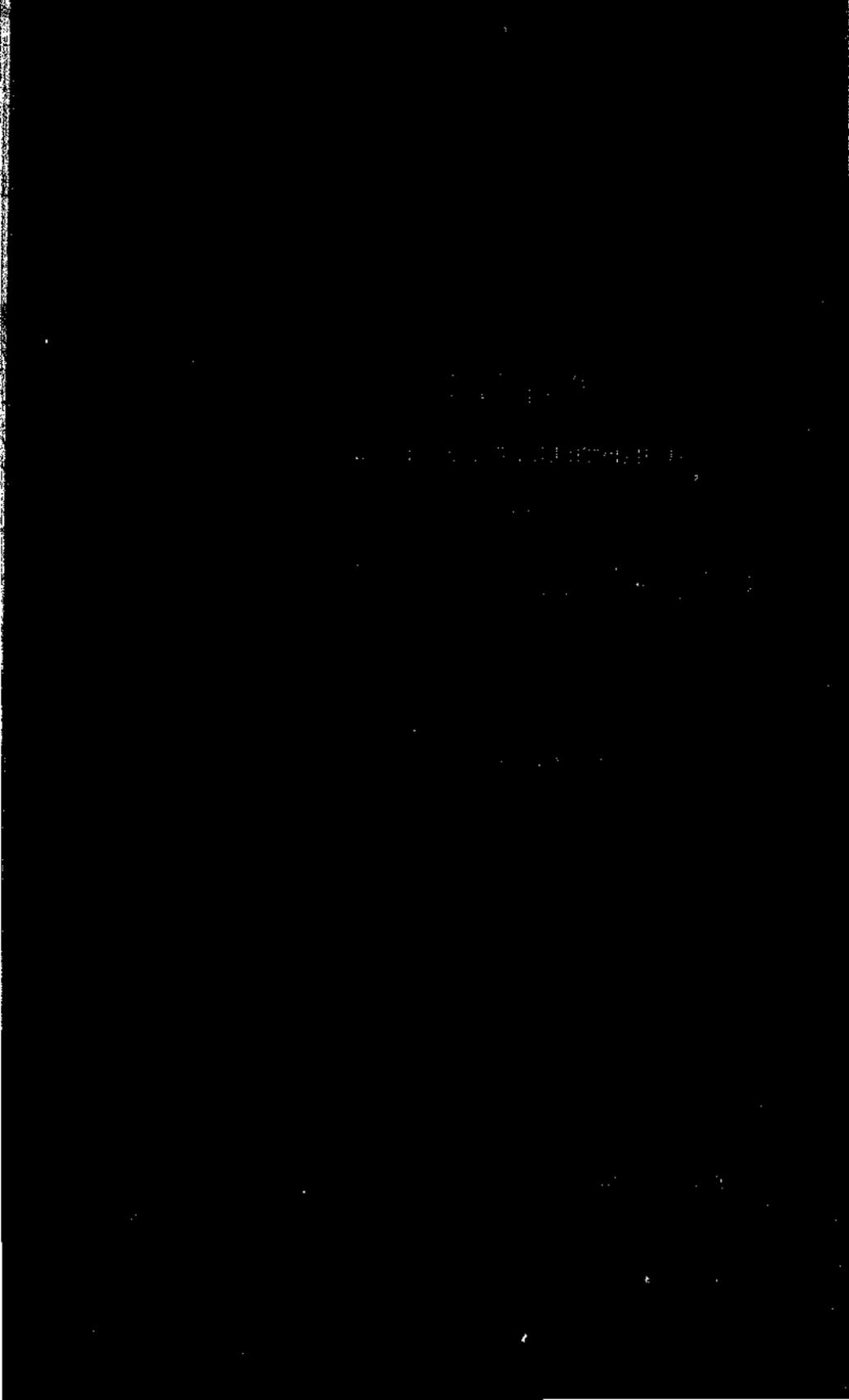
TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

PROCÈS-VERBAUX DE SÉNAT

SESSION DE 1868



BUREAU DU SÉNAT

PENDANT LA SESSION DE 1868.

PRÉSIDENT.

S. Ex. le premier président TROPLONG.

VICE-PRÉSIDENTS.

M. BOUDET, premier vice-président.

S. Ex. le maréchal comte BARAGUEY D'HILLIERS.

S. Ex. le maréchal comte REGNAUD DE SAINT-JEA
D'ANGÉLY.

M. le premier président DE ROYER.

M. le procureur général DELANGLE.

GRAND-RÉFÉRENDIAIRE.

M. FERDINAND BARROT.

SECRÉTAIRE.

M. CHAIX D'EST-ANGE.

SECRÉTAIRES ÉLUS.

M. DE MENTQUE.

M. HUBERT-DELISLE.

VICE-SECRÉTAIRES.

M. le général comte DE LA RUË.

M. SUIN.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

Chicago, Illinois

Dear Sir:

I have the pleasure to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. regarding the matter of the Chicago University Press. I am sorry that I cannot give you a more definite answer at this time, but I am sure that you will understand my position.

Sincerely yours,

Very truly yours,

Robert R. Wilson

Director, Enrico Fermi Institute
Chicago, Illinois

Enclosed for you are two copies of the report of the Committee on the Chicago University Press, which was appointed by the Board of Trustees in 1954.

TABLE.

NAPOLÉON III (Sa Majesté l'Empereur). — Discours de Sa Majesté à l'ouverture de la session de 1868, t. 1, p. 6.

— Réponse de Sa Majesté au Sénat à l'occasion de la réception du 1^{er} janvier 1868, t. 1, p. 318.

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — Assiste à la réception du Sénat au palais des Tuileries à l'occasion du 1^{er} janvier 1868, t. 1, p. 318.

A

Absinthe. — Pétition du sieur Colbrant, demandant que l'État s'attribue le monopole de la fabrication et de la vente de l'absinthe, et qu'il élève notablement le prix de cette liqueur. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 564. — Ordre du jour.

Acquits à caution. — Pétition de huit représentants de sociétés établies pour l'exploitation de hauts-fourneaux, dans le département du Nord, qui se plaignent du trafic des acquits à caution auquel donneraient abusivement lieu les facilités que le décret du 15 février 1862 accorde pour l'importation temporaire des métaux. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 2, p. 60. — Incident sur le retard apporté à la mise à l'ordre du jour de la discussion : MM. le baron de Butenval, le Président et Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 2, p. 200 à 202. — Discussion : MM. Lefebvre-Durullé, *président de la commission*, t. 2, p. 546; le baron de Heeckeren, p. 549, 585; Michel Chevalier, p. 554; le comte de La Ribaisière, p. 572, 656; S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, p. 577, 608, 625, 673, 705, 711; MM. le procureur général Delangle, p. 606, 609, 694; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 632; Boinvilliers,

p. 651 ; le baron de Butenval, *rapporteur*, p. 658 ; Dumas, p. 710. — Ordre du jour.

Actes de l'état civil (Pétitions relatives aux). — (*Voy.* État civil.)

Affaires étrangères. — Pétition du sieur Besson-Caillot, qui se plaint de n'avoir pu obtenir justice de l'ambassade française à Constantinople, dans une contestation qu'il a eue à l'occasion d'un bail. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 145. — Ordre du jour.

Affouage.

1. — Pétition du sieur Mercier contre l'interprétation donnée par l'administration à l'article 105 du Code forestier, au sujet de la répartition des bois d'affouage dans la commune de Grand-Sancey (Doubs). — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 505. — Ordre du jour.

2. — Pétition de six habitants de la section de Saint-Igny, commune de Villers-le-Sec (Haute-Saône), se plaignant de ne pas jouir des droits d'affouage, et demandant que la commune participe aux charges de la section. — Rapport par M. de Menthe, t. 3, p. 265. — Ordre du jour.

Agriculture.

1. — Pétition du sieur Crochet, demandant que le Gouvernement encourage le développement des prairies. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 502. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Gaignard, présentant divers moyens de remédier à la dépopulation des campagnes et au manque de crédit accordé à la propriété foncière, causes des souffrances de l'agriculture. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 147. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Gardiol, sollicitant la création d'un enseignement agricole dans les campagnes. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 169. — Ordre du jour.
— Pétition du sieur Doudoux-Ridou, demandant l'introduction de l'enseignement agricole dans les écoles primai-

res rurales. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 720. — Renvoi au ministre de l'instruction publique

4. — Pétition du sieur Richard (du Cantal), demandant dans le but de perfectionner l'élevage des bestiaux, l'introduction dans l'enseignement spécial de cours de zoologie appliquée à l'élevage. — Rapport par M. Bélic, t. 3, p. 762. — Ordre du jour.

5. — Pétition réclamant contre les colonies pénitentiaires qui se livrent à la culture de pépinières, de plantes potagères, etc., et demandant que ces colonies ne soient autorisées à entreprendre que la grande culture et les travaux de défrichement. — Rapport par M. le duc de Cambacères, t. 5, p. 708. — Ordre du jour.

6. — Pétition relative aux assurances agricoles. — (Voy. Assurances, n° 2.)

Algérie. — Lois portant ouverture au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, de crédits supplémentaires destinés à venir en aide aux populations de l'Algérie qui ont été le plus particulièrement éprouvées par le manque de récoltes. — (Voy. Crédits, nos 2 et 3).

Algérie.

1. — Pétition de trois habitants d'Oran, demandant que des mesures soient prises pour prévenir le retour de la famine en Algérie. — Rapport par M. le marquis de Gri-court, t. 3, p. 419. — Observations de S. Ex. le maréchal Niel, p. 421. — Ordre du jour.

2. — Pétition de soixante-trois habitants de Saint-Arnaud (Algérie), demandant que ce village soit érigé en commune et qu'un maire, choisi parmi les colons de la localité, soit mis à la tête de la nouvelle administration. Rapport par M. de Goulihot de Saint-Germain, t. 3, p. 730. — Renvoi au ministre de la guerre.

Aliénés.

1. — Pétition du docteur Turck, demandant : 1° certaines réformes à la législation sur les aliénés ; 2° la fondation de colonies agricoles pour les aliénés, établies sur le modèle de celle de Gheel en Belgique. — Rapport par

M. Suin, session de 1867, t. 4, p. 28. — Discussion incidente, 1867, t. 4, p. 397. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur, de la première partie; ordre du jour sur la seconde, 1868, t. 1, p. 303.

2. — Pétition de la demoiselle Lemaire présentant des considérations sur les abus que permet la loi de 1838 sur les aliénés, et en demandant la révision. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 303. — Discussion : S. Em. le cardinal Donnet, t. 1, p. 314, 315, 317; le Rapporteur, p. 314, 315, 316, 318. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Clair. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 36. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Jovart. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 54. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Breton. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 56. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Falloard. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 57. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Samson. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 208. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Cayrol. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 25. — Question préalable. = Pétition du vicomte de Lavilléon. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 25. — Discussion : MM. le vicomte de Barral, t. 3, p. 27, 28, 42, 44; le Rapporteur, p. 28, 30, 43. — Ordre du jour. = Pétition du sieur de Bérard de Montours. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 45. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Altairac. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 47. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Authié. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 49. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Rozier. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 50. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Espagne. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 72. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Desmartis. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 440. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Petit, réclamant certaines améliorations à la législation sur les aliénés. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 202. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur.

4. — Pétition du sieur Michaut, réclamant certaines modifications à la législation sur les aliénés. — Rapport

par M. Suin, t. 2, p. 213. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur d'une partie de la pétition; ordre du jour sur l'autre partie.

Alignements. — Pétition du sieur Serres, demandant l'exécution d'un arrêté d'alignement pris par le maire de Cahors. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 634. — Ordre du jour.

ALLARD (M. le général), *président de section au Conseil d'État.* — Est entendu sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 567.

ALLONVILLE (M. le général vicomte d'). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 20.

Animaux.

1. — Pétition du sieur Roche, relative à la protection à accorder aux animaux. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 164. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition relative aux expériences pratiquées sur les animaux vivants. — (*Voy. Vivisection.*)

Appel du contingent.

1. — Loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1867, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 3, p. 344. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 3, p. 527. — Discussion : MM. Larabit, t. 3, p. 530; de Mentque, p. 545; le baron Ernest Leroy, p. 555, 566; S. Ex. le maréchal Niel, *ministre de la guerre*, p. 557, M. le général Allard, *président de section au Conseil d'État*, p. 567. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 569.

2. — Loi relative à un appel de 100 000 hommes à faire en 1869, sur la classe de 1868, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 6, p. 370. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 6, p. 562. — Discussion : M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 566. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 569.

Appel (Délai d'). — (Voy. Code d'instruction criminelle, n° 1.)

Appel (Jurisdiction d'). — Pétition du sieur Véry, demandant : 1° la suppression des cours impériales qui seraient remplacées comme juridiction d'appel par le tribunal de chef-lieu; 2° qu'il soit possible de porter une affaire immédiatement devant la juridiction d'appel. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 388. — Ordre du jour.

Armée et garde nationale mobile. — Loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 94. — Rapport par M. Dumas, t. 2, p. 229. — Texte de la loi du 21 mars 1832 avec les modifications apportées par la nouvelle loi, t. 2, p. 254. — Incident sur la mise à l'ordre du jour de la discussion : MM. Rouland, le baron Dupin et le Président, t. 2, p. 292 à 294. — Discussion : MM. le baron Brenier, t. 2, p. 303, 391; le général comte de La Ruë, p. 319; Rouland, p. 343; le vice-amiral comte Bouët-Willamez, p. 384; Michel Chevalier, p. 403; S. Ex. le maréchal Niel, *ministre de la guerre*, p. 420; le comte Monier de La Sizeranne, p. 450. — Incident sur la clôture : MM. de Mentque, le Président et Larabit, p. 460. — Clôture, p. 462. — Le Sénat, par 125 voix contre 4, ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 464; liste des votants, p. 462.

Assistance judiciaire. — Pétition de la dame Cizeron de Bourdon, réclamant le secours de l'assistance judiciaire. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 506. — Ordre du jour.

Assistance publique.

1. — Pétition du sieur Desmarts, demandant que les bureaux de bienfaisance soient tenus de délivrer des médicaments aux malades qu'ils assistent, même sur la présentation de l'ordonnance d'un médecin étranger à l'administration de l'assistance publique. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 267. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Maret, demandant qu'on restitue à la famille des pensionnaires de l'assistance publique, décédés, les objets qui auraient été apportés par eux dans l'é-

tablissement où ils ont été recueillis. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 288 — Ordre du jour. — (*Voy. aussi Hospices.*)

Assurances. — Loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels. — (*Voy. Caisses d'assurance.*)

Assurances.

1. — Pétition du sieur de L'Étoile, demandant que tous les citoyens soient obligés de faire assurer leurs biens à une caisse qui serait fondée par l'État. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 155. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Bornier, proposant un moyen de développer les assurances mutuelles pour l'agriculture. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 562. — Ordre du jour.

Athéisme. — Pétition du sieur Grosser, demandant : 1^o que des pénalités soient édictées contre ceux qui professent les doctrines de l'athéisme; 2^o que tout individu soit astreint au culte d'une religion quelconque. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 148. — Ordre du jour.

AUDIFFRET (M. le marquis d'). — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 26; de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 7, p. 294. — Dépose les rapports sur le règlement définitif du budget du Sénat pour l'exercice 1867, et sur le budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1869, t. 4, p. 162. — Fait des rapports : sur les lois de finances, t. 7, p. 310; — sur la loi relative à un emprunt de 429 millions, t. 7, p. 431.

Avocats. — Pétition du sieur Larguier, demandant qu'il soit interdit à un avocat de plaider devant un juge auquel l'unissent des liens de parenté. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 574. — Ordre du jour.

Avoués. — Pétition signalant le tort que ferait à ces officiers ministériels l'adoption du projet de loi sur les ventes judiciaires d'immeubles. — Rapport par M. de Marnas, t. 5, p. 611. — Dépôt au bureau des renseignements.

B

Banque de France.

1. — Pétition du sieur Fabry, demandant l'application à la Banque de la loi de 1807, sur le taux de l'intérêt. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 3, p. 7. — Ordre du jour.

2. — Discussion sur le numéraire disponible à la Banque. — (Voy. les discours de M. Rouland sur la loi de l'armée et sur les lois de finances.)

BARBIER (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi sur les douanes, t. 6, p. 329.

BAROCHE (S. Ex. M.), garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes. — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat, pendant le cours de la session, t. 4, p. 26.

BARRAL (M. le vicomte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — vice-président du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 588; t. 4, p. 349; t. 6, p. 469, 594, 662; t. 7, p. 93, 296; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167; — de la commission chargée d'examiner une loi relative à une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Grenoble, t. 6, p. 259. — Fait un rapport sur cinq lois d'intérêt local, t. 6, p. 717. — Est entendu sur une pétition réclamant l'ouverture de négociations diplomatiques pour obtenir la destruction du monument commémoratif de Waterloo, t. 4, p. 243. — Réclame contre la vente sur la voie publique d'une brochure

ayant pour titre : *Loi militaire*, alors que cette loi n'a pas encore été votée par le Sénat, t. 2, p. 297. — Est entendu : sur une pétition relative à la législation sur les aliénés, t. 3, p. 27, 28, 42, 44; — sur une pétition relative au diplôme des vétérinaires, t. 3, p. 162; — sur une pétition relative aux expériences chirurgicales faites sur des animaux vivants, t. 4, p. 565, 568, 571; — sur une pétition réclamant l'autorisation de la chasse au chamois dès le mois de juin, t. 6, p. 24; — sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1868, t. 6, p. 566.

BARROT (M. ADOLPHE). — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 668; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières de conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et des Charentes, t. 6, p. 92.

BARROT (M. FERDINAND), *l'un des grands dignitaires du Sénat, grand-référendaire*. — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25; — de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit de 400 000 fr. au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 1, p. 691; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 115; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 95; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame du Martray, t. 6, p. 2; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 121. — Fait un rapport sur la loi portant ouverture d'un crédit

supplémentaire de 400 000 fr., au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868; t. 2, p. 13. — Est entendu sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 262.

BATAILLE (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 2, p. 2, 543; t. 3, p. 749; t. 6, p. 362, 717; t. 7, p. 245, 302; — de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 197; t. 4, p. 542; t. 5, p. 6.

BAYLE-MOULLARD (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 6, p. 3.

BAZAINE (S. Ex. le maréchal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 73.

BÉARN (M. le comte de). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 24. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 4, p. 191; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 588, 749. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 491; t. 3, p. 7, 771; t. 4, p. 54, 651.

BÉNIC (M.). — Est nommé : président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — secrétaire du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114; — de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 413; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — de la commission chargée d'examiner la loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Onest, t. 3, p. 666; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 258; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le

ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitry à Fougères, t. 6, p. 661; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 7, p. 294. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 736. — Fait un rapport sur la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 662. — Est entendu sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 491.

BELBEUF (M. le premier président marquis DE). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 114; — de la commission chargée d'examiner la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 295; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'aliénation, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, d'une certaine quantité de rentes, dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 295.

BERTHIER (M. DU), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à une cession de terrains faite par l'État à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 524; — de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 197; t. 4, p. 542; t. 5, p. 6; — de lois d'intérêt local, t. 6, p. 108, 311, 717; t. 7, p. 245.

BESSON (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 544; t. 5, p. 606.

Bestiaux.

1. — Pétition du sieur Désiré Poisson, et de six marchands de bœufs du Calvados, demandant l'abrogation des arrêts du parlement de Paris, en vertu desquels les marchands vendant sur les marchés de Sceaux et de Poissy sont garants, pendant neuf jours, de la mort des bœufs vendus par eux, quelle que soit la maladie qui l'ait occa-

sionnée. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 285. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Valserrès, demandant la réunion d'une conférence appelée à statuer sur les moyens de prévenir la peste bovine, et à poser les bases d'une convention internationale sur la police du bétail. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 528. — Discussion : MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 1, p. 530; Le Verrier, p. 537, 545; le Rapporteur, p. 540. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. — Pétition relative à l'amélioration des bestiaux. — (*Voy. Agriculture, n° 4.*)

Bibliothèque populaire. — Pétition de propriétaires, à Oullins (Rhône), réclamant contre la composition de la bibliothèque populaire d'Oullins. — Rapport par M. Nisard, t. 5, p. 632. — Discussion : MM. Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 643, 662; le Rapporteur, p. 660. — Ordre du jour.

Biens communaux.

1. — Pétition du sieur Bernardin se plaignant du préjudice que cause à sa propriété le voisinage d'une haie vive et d'un fossé établis par l'administration forestière sur la lisière d'un bois communal. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 253. — Ordre du jour.

2. — Pétition du maire et de trente habitants d'Ennery (Moselle) demandant l'abrogation d'un édit de 1769, réglant le mode de jouissance des biens communaux dans la commune d'Ennery. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 553. — Ordre du jour.

3. — Pétitions d'habitants de Noyelles-sur-Mer (Somme) exposant qu'un conflit existe entre les communes de Noyelles-sur-Mer et de Ponthoile, au sujet de la propriété d'un marais, et demandant qu'il soit procédé à une enquête pour faire constater les droits des parties. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 4, p. 141. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Vaissières (2^e partie), dem andan qu'il ne puisse être procédé ni à la vente, ni au partage, ni à la soumission au régime forestier des biens communaux, sans qu'une enquête n'ait été préalablement faite parmi les populations intéressées. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 626. — Ordre du jour.

5. — Pétition d'habitants d'Astugue (Hautes-Pyrénées), réclamant le partage d'une lande communale. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 5, p. 608. — Ordre du jour.

6. — Pétitions réclamant pour les communes la liberté de choisir le mode d'exploitation de leurs bois. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 152. — Ordre du jour.

BLONDEL (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 691 ; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 115 ; t. 6, p. 661 ; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 7, p. 294.

BOINVILLIERS (M.). — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747 ; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166. — Est nommé membre : de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 94 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 667 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 92 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'émission, par la compagnie du canal maritime de Suez, de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 168 ; — de la commission chargée d'examiner la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 295. — Fait un rapport sur la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 395. — Est entendu : sur une pétition relative au trafic des ac-

quits à caution pour les fers, t. 2, p. 651; — sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 350.

Boissons. — Pétitions relatives à l'impôt sur les boissons. — (*Voy. Vins.*)

BOITTELLE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 73. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation d'une convention portant cession réciproque de terrains entre l'Etat et la société immobilière de Paris, t. 5, p. 519.

BONAPARTE (S. A. le prince **LOUIS-LUCIEN**). — Assiste à la séance d'ouverture de la session, t. 1, p. 6.

BONJEAN (M. le président). — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191; — de la commission chargée d'examiner la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 3, p. 667. — Est entendu sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 306. — Réclame contre l'invocation faite du témoignage de deux docteurs à l'appui d'un fait cité par S. Em. le cardinal de Bonnechose, dans la discussion sur l'enseignement supérieur, t. 5, p. 416.

BONNECHOSE (S. Em. le cardinal comte de). — Est nommé président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24. — Est entendu : sur une interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 107, 138, 139; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 146, 253, 312.

Bordeaux. — Loi portant acceptation de l'offre faite par la chambre de commerce de Bordeaux d'avancer à l'Etat, jusqu'à concurrence de 10 millions de fr., les sommes nécessaires pour la construction d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux. — (*Voy. Ports.*)

BOSREDON (M. de), *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1868, budget extraordinaire, d'un crédit de 3 millions pour subventions aux travaux d'utilité communale et pour

secours exceptionnels à distribuer par les institutions de bienfaisance, t. 2, p. 9; — de la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 6, p. 198; — de la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 384; — de lois d'intérêt local, t. 7, p. 245.

BOUDET (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, premier vice-président*. — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24; — président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — vice-président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — président du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166; — président du 1^{er} bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 596; t. 6, p. 3; — de la commission chargée d'examiner la loi qui ouvre un crédit au ministre de l'intérieur pour subventions et secours, t. 1, p. 690; — de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 91; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 258; — de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, t. 6, p. 660; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173; — de la commission chargée d'examiner la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 294. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 365; t. 3, p. 61, 633, 644, 704; t. 7, p. 79. — Fait un rapport sur la loi relative à la prorogation de la surtaxe sur les alcools établie à la commune de Mayenne (Mayenne), t. 2, p. 2. — Est entendu : comme rapporteur, sur le projet de loi relatif à la surtaxe à l'octroi de Mayenne (Mayenne), t. 2, p. 9; — sur la mise à l'ordre du jour de pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 330; — comme rapporteur, sur une pétition relative à l'ou-

verture des cabarets, t. 3, p. 643 ; — sur des pétitions réclamant contre le trop grand nombre de cabarets dans les campagnes, t. 4, p. 600, 605.

BOUËT-WILLAUMEZ (M. le vice-amiral comte). — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747 ; — secrétaire du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94 ; — secrétaire du 4^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 23 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 370, 596 ; t. 3, p. 749 ; t. 4, p. 609 ; t. 5, p. 668 ; t. 6, p. 259 ; t. 7, p. 93, 174, 416 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes, sur la classe de 1867, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 3, p. 414 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 584 ; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières de conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et des Charentes, t. 6, p. 92 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 168 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, pour la création d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 382 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et

des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitry à Fougères, t. 6, p. 661. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 1, p. 446; t. 3, p. 749; t. 5, p. 491; t. 6, p. 3; t. 7, p. 246, 302. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 500, 546; t. 3, p. 81, 93, 408, 573; t. 5, p. 691. — Fait un rapport sur la loi relative au service postal de Panama à Valparaiso, t. 7, p. 9. — Est entendu : sur la loi relative au recrutement de l'armée et à la garde nationale mobile, t. 2, p. 384; — sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 567.

BOULAY DE LA MEURTHE (M. le comte). — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — secrétaire du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 748; — secrétaire du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 472. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 26; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 1, p. 596; — de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 414; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 70; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 350; t. 5, p. 549; t. 7, p. 92; — de la commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 584; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 667; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières de conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et des Charentes, t. 6, p. 92; — de la

commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 5, p. 258; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur le contingent de 1868, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 6, p. 382; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession à la ville de Montiers (Savoie) de la saline de Montiers pour être convertie en établissement thermal, t. 7, p. 173; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'aliénation, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, d'une certaine quantité de rentes, dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 293. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée d'examiner la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 4, p. 329. — Fait un rapport au nom de cette commission, *ibid.* — Fait des rapports : sur la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 609; — sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 226; — sur la loi relative à l'aliénation de rentes par la Légion d'honneur, t. 7, p. 417. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 4, p. 704; — sur une pétition relative au diplôme des vétérinaires, t. 3, p. 163.

Bourbonne-les-Bains. — Loi autorisant la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 431. — Rapport par M. de Mentque, t. 5, p. 677. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 680.

BOUREUILLE (M. DE), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire, t. 5, p. 2; — de la loi autorisant la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 677; — de la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'ac-

cidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 6, p. 294, 493.

Bourses et Chambres de commerce. — Pétition du sieur Brunel, demandant que les taxes spéciales pour les bourses et chambres de commerce frappent tous les commerçants ou seulement ceux dont les intérêts nécessitent la création de bourses. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 121. — Ordre du jour.

Braconnage. — Pétitions relatives à la répression du braconnage. — (Foy. Chasse, n° 4).

BRENIER (M. le baron). — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24; — secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 244; — secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 223; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — secrétaire du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166; — vice-président du 3^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 229; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 70; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 257; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 609; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 94; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 168; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, pour la création d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 382; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 293,

313; t. 5, p. 628.—*Fait des rapports* : sur la loi relative au service postal dans la mer des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 281; — sur la loi relative à l'emprunt de la commission européenne du Danube, t. 7, p. 402. — Est entendu : dans un incident sur l'inobservation du règlement en ce qui concerne le dépôt de la demande d'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 38; — sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 463; — sur la loi relative au recrutement de l'armée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 303, 391; — dans un incident sur l'ordre des inscriptions *pour* ou *contre* dans la discussion sur la loi de l'armée, t. 2, p. 467; — sur la mise à l'ordre du jour de pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 323, 332; — sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 287; — sur la loi relative aux caisses d'assurances, t. 6, p. 493, 499, 510, 513.

Budget général de l'État.

1. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 2. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 4, p. 609. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 4, p. 616.

— 2. Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 6, p. 597. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1868, t. 7, p. 270. — Loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1869, t. 7, p. 275. — Loi sur le budget extraordinaire du même exercice, t. 7, p. 287. — Rapport par M. le marquis d'Audiffret, t. 7, p. 310. — Discussion : M. Rouland, t. 7, p. 369. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 395.

Budget intérieur du Sénat.

1. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la commission de comptabilité sur le règlement du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1867, t. 4, p. 162. — Formation en comité secret pour la délibération sur ce rapport, t. 4, p. 616. — Adoption de l'arrêté de la commission, t. 4, p. 617.

2. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport

de la commission de comptabilité sur le projet de budget intérieur du Sénat pour l'exercice 1869, t. 4, p. 170. — Formation en comité secret pour la délibération sur ce rapport, t. 4, p. 616. — Adoption de l'arrêté de la commission, t. 4, p. 617.

Bureau du Sénat. — Formation du bureau provisoire, t. 1, p. 13. — Élection des secrétaires et vice-secrétaires pour l'année 1868, t. 1, p. 15 et 16.

Bureaux du Sénat. — Leur formation, par la voie du tirage au sort, le 19 février, t. 1, p. 14. — 1^{re} organisation des bureaux, t. 1, p. 24; — 1^{er} renouvellement des bureaux, t. 1, p. 372. — 2^e organisation, t. 1, p. 444. — 2^e renouvellement, t. 2, p. 14. — 3^e organisation, t. 2, p. 227. — 3^e renouvellement, t. 3, p. 137. — 4^e organisation, t. 3, p. 190. — 4^e renouvellement, t. 3, p. 526. — 5^e organisation, t. 3, p. 586. — 5^e renouvellement, t. 3, p. 690. — 6^e organisation, t. 3, p. 747. — 6^e renouvellement, t. 5, p. 2. — 7^e organisation, t. 5, p. 93. — 7^e renouvellement, t. 6, p. 104. — 8^e organisation, t. 6, p. 166. — 8^e renouvellement, t. 7, p. 98. — 9^e organisation, t. 7, p. 172.

BURENVAL (M. le baron DE). — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 27. — Fait un rapport au nom de cette commission, *ibid.* — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 219; t. 2, p. 60. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 237; — de la 3^e commission des pétitions, t. 6, p. 167; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 258. — Réclame contre le retard apporté à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 200. — Est entendu : sur cette même pétition, t. 2, p. 658; — sur le procès-verbal de son discours sur les

acquits à caution, t. 3, p. 1 ; — sur une pétition relative à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, t. 3, p. 203, 249, 232, 262 ; — sur une pétition relative aux traités de commerce, t. 6, p. 226 ; — sur la loi relative aux douanes, t. 6, p. 420 ; — sur le procès-verbal de la discussion relative aux douanes, t. 6, p. 486 ; — sur une pétition relative au régime d'importation des vins d'Espagne, t. 6, p. 644.

C

Cadastre.

1. — Pétition du sieur Gillon, proposant un moyen d'arriver à fixer l'assiette de la propriété rurale. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 4, p. 618. — Observations de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, t. 4, p. 622. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition du sieur Moreau, demandant la révision du cadastre. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 6, p. 417. — Ordre du jour.

Cafés et Cabarets.

1. — Pétition du sieur Tisserant, se plaignant que l'administration lui ait refusé l'autorisation d'ouvrir un café dans sa maison, et réclamant pour ce genre de commerce la liberté d'exploitation. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 3, p. 638. — Discussion : S. Em. le cardinal Donnet, p. 642 ; M. le Rapporteur, p. 643. — Ordre du jour.

2. — Pétition du baron de Vauxonne, qui se plaint du trop grand nombre d'autorisations données pour l'ouverture des cabarets et débits de boissons dans les campagnes. = Pétition du sieur Meyer, demandant qu'on restreigne le nombre des cafés et des cabarets, dans la limite des besoins stricts de la population. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 4, p. 572, 575. — Discussion : S. Em. le

cardinal Donnet, t. 4, p. 576; MM. Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 579; le Rapporteur, p. 595; le premier vice-président Boudet, p. 600, 603; Le Verrier, p. 605. — Ordre du jour.

Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. — Lecture, par M. Rouland, sénateur, président de la commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, du rapport de cette commission sur la situation des caisses au 31 décembre 1867, t. 6, p. 183.

Caisses d'assurance. — Loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 588. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 6, p. 295. — Discussion : M. le baron Brenier, t. 6, p. 493, 499, 510, 515; S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, p. 498; M. le Rapporteur, p. 505, 510. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 520.

Caisse des retraites.

1. — Pétition du sieur Magrez, réclamant contre le système de retenues opérées sur les salaires par certaines administrations publiques qui verseraient les fonds provenant de ces retenues à la caisse des retraites. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 123. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Pousset, demandant des modifications aux lois et règlements sur la caisse des retraites pour la vieillesse. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 5, p. 628. — Ordre du jour.

CAMBACÈRES (M. le duc de). — Est nommé : vice-président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 445; — vice-président du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à une cession de terrains à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 445; — de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles

d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 608; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation d'une convention portant cession réciproque de terrains entre l'État et la société immobilière de Paris, t. 3, p. 519; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 2; t. 7, p. 93; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 168; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères, t. 1, p. 661; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession à la ville de Moutiers (Savoie) de la saline de Moutiers, pour être convertie en établissement thermal, t. 7, p. 173. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 569; t. 4, p. 63, 554; t. 5, p. 708; t. 7, p. 160.

CAMOU (M. le général). — M. le Président annonce son décès, t. 3, p. 4.

Canal Cavour. — Pétitions de porteurs d'actions et d'obligations de la compagnie du canal Cavour demandant que le Gouvernement français intervienne auprès du gouvernement italien, pour sauvegarder leurs intérêts. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, 1867, t. 5, p. 485. — Pétition du sieur Bodart ayant le même objet. — Rapport par M. le baron Brenier, 1868, t. 3, p. 321. — Incident sur la mise à l'ordre du jour de la discussion: MM. le vicomte de La Guéronnière, t. 3, p. 322, 327, 333; le baron Brenier, p. 323, 332; le baron de Ladoucette, p. 326; de Mentque, p. 327; le premier vice-président Boudet, p. 330; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 333. — Discussion: MM. le marquis de La Grange, t. 3, p. 461; le vicomte de La Guéronnière, p. 468, 470, 490;

- Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 468, 472 ; S. Em. le cardinal Mathieu, p. 469. — *Ordre du jour.*
- Canal de Suez.** — Loi tendant à autoriser la compagnie du canal maritime de Suez à faire une émission de titres remboursables avec lots par la voie du sort. — (*Voy. Suez.*)
- Canaux du Midi** (Discussion relative aux). — (*Voy. Chemins de fer, n° 5.*)
- CANROBERT (S. Ex. le maréchal). — Est nommé président du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 748. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114.
- CARRELET (M. le général comte). — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau Sénateur, t. 4, p. 529. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 472.
- CASARIANCA (M. le procureur général comte DE). — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166. — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 257. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 516 ; t. 7, p. 253. — Fait un rapport sur la loi relative aux douanes, t. 6, p. 329. — Est entendu : dans la discussion sur ladite loi, t. 6, p. 481 ; — sur le procès verbal de cette discussion, t. 6, p. 488.
- CASILLE (M. le vice-amiral comte). — Est nommé : vice-président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444 ; — président du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747 ; — vice-président du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94 ; — président du 1^{er} bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166 ; — vice-président du 2^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114 ; — de la

commission chargée d'examiner la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 414; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les douanes, t. 4, p. 257; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 168; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1868, t. 6, p. 382; — de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, t. 6, p. 660.

Céréales. — Pétition du sieur Martin Vigneron, demandant qu'on prenne des mesures pour prévenir les manœuvres à l'aide desquelles les marchands de grains maintiennent le prix des céréales à un taux élevé. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 313. — Ordre du jour.

Cessions.

1. — Loi relative à une cession de terrains faite par l'État à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 370. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 524. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 526.

2. — Loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 109. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 2, p. 194. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 197.

3. — Loi portant cession réciproque de terrains entre l'État et la société immobilière de Paris, t. 5, p. 430. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 5, p. 603. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 606.

4. — Loi concernant une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Grenoble (Isère), t. 6, p. 179. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 6,

p. 368. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 370.

5. — Loi relative à la cession par l'État, au sieur Antonioz, de parcelles de la forêt domaniale de Bellevaux (Savoie), t. 6, p. 596. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 35. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 37.

CHABANNES (M. le vice-amiral vicomte DE). — Nommé Sénateur par décret du 18 novembre 1867. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 28. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 73. — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est nommé membre : de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 585 ; t. 6, p. 383 ; t. 7, p. 296 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 6, p. 661. — Fait un rapport sur quatre lois d'intérêt local, t. 5, p. 688. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 246.

CHABRIER (M. DE). — Est entendu sur le procès-verbal de la discussion des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 186.

CHAIX D'EST-ANGE (M.), l'un des grands dignitaires du Sénat, secrétaire. — Est nommé : vice-président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190 ; — vice-président du 5^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 587. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 520 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 660. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 14, 651. — Est entendu : sur une pétition relative à l'usurpation du titre de vétérinaire par des personnes non pourvues de diplômes, t. 3, p. 154 ; — comme rapporteur, sur une demande tendant à la mise à l'ordre du jour du rapport sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 349, 355 ; — sur lesdites pétitions, t. 5,

p. 144, 386; — sur la position de la question pour le vote sur ces mêmes pétitions, t. 5, p. 398; — sur une pétition relative à la création d'une médaille commémorative des campagnes d'Afrique, t. 4, p. 137. — Donne lecture du compte rendu du service des pétitions pendant la session de 1868, t. 7, p. 438.

CHAMBLAIN (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1868, t. 1, p. 14. — Assiste à la délibération de la loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 400 000 fr., au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 2, p. 13. — Est entendu sur une pétition relative aux capitaines et sergents de ports de commerce, t. 1, p. 353.

CHANTÉRAC (M. le comte DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 749; t. 7, p. 247.

CHAPUYS-MONTLAVILLE (M. le baron DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 73. — M. le Président annonce son décès, t. 3, p. 4.

CHARON (M. le général baron). — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — président du 4^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172.

CHASSAIGNE-GOYON (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi sur les réunions publiques, t. 5, p. 451, 520; — de la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 395.

Chasse.

1. — Pétition du sieur Chalon, demandant l'interdiction absolue d'une sorte de chasse usitée particulièrement dans le département de Vaucluse, et connue sous le nom de *chasse au poste*. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 67. — Ordre du jour.

2. — Pétition d'oiseleurs du département de Tarn-et-Garonne, réclamant contre un arrêté préfectoral régle-

mentant la chasse des deux catégories d'afoutettes. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 68. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Violland, demandant la conservation des broussailles dans les forêts, afin d'arrêter la destruction du gibier. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 1, p. 232. — Observations : S. Ém. le cardinal Donnet, p. 263 ; M. le Rapporteur, p. 268. — Ordre du jour.

4. — Pétitions proposant diverses mesures dans le but de réprimer plus efficacement le braconnage. — Rapport par M. le général Thiry, t. 2, p. 130. — Ordre du jour. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 717. — Ordre du jour.

5. — Pétitions relatives à des modifications à apporter à la loi sur la chasse. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 716, 717. — Ordre du jour.

6. — Pétition demandant qu'on autorise, dès le 10 juin, la chasse au chamois. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 6, p. 23. — Observations de M. le vicomte de Barral, p. 24. — Ordre du jour.

CHASSELOUP-LAUBAT (M. le marquis DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 443 ; t. 4, p. 161. — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 25 ; — président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228 ; — vice-président du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747 ; — président du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414 ; — d'une commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières de conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et des Charentes, t. 6, p. 92 ; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173.

CHASSIRON (M. le baron DE). — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois

d'intérêt local, t. 1, p. 370; t. 2, p. 472; t. 3, p. 415; t. 6, p. 383; t. 7, p. 93, 174, 296; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 113; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les douanes, t. 4, p. 237.

Chemins de fer.

1. — Loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 5, p. 596. — Rapport par M. Le Verrier, t. 6, p. 208. — Observation de M. Michel Chevalier, t. 6, p. 221. — Ajournement, *ibid.* — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 329.

2. — Loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer des Charentes, t. 6, p. 65. — Loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, t. 6, p. 74. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 6, p. 521, 540. — Discussion : MM. Michel Chevalier, t. 6, p. 607, 630, 638; Heurtier, *commissaire du Gouvernement*, p. 623, 636. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 639.

3. — Loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 169. — Rapport par M. Béhic, t. 6, p. 662. — Discussion : M. Le Verrier (*Sottevast à Coutances*), p. 713. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 716.

4. — Loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 172. — Rapport par M. Le Verrier, t. 6, p. 558. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 562.

5. — Loi approuvant les stipulations financières con-

tenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, t. 6, p. 260. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 7, p. 98. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, t. 7, p. 175, 303, 223 ; de Mentque, p. 195 ; Le Verrier, p. 196 ; Lefebvre-Durassé, p. 198 ; Cornudet, *président de section au Conseil d'État*, p. 203, 224. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 226.

6. — Loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 271. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 7, p. 25. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 31.

7. — Loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères, t. 6, p. 601. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 7, p. 120. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 127.

Chemins de fer.

1. — Pétition du sieur Bonneront, demandant que tout fonctionnaire civil ait droit de voyager à prix réduit sur les chemins de fer pour les besoins du service. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 1, p. 291. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Baux, demandant que les marins retraités puissent voyager sur les chemins de fer en ne payant que la moitié des prix indiqués au tarif. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 354. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Hiriart, demandant que les médecins militaires en retraite requis pour le service soient admis au transport à prix réduit sur les chemins de fer. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 753. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Dulac, demandant que la caisse

des chemins vicinaux soit autorisée à prêter aux départements comme aux communes les sommes nécessaires pour la construction de chemins de fer d'intérêt local. — Rapport par M. de Mentgne, t. 3, p. 370. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Ducasse, demandant que, pour rendre les accidents moins dangereux, des wagons de marchandises soient placés entre les wagons de voyageurs et la locomotive. — Rapport par M. Béhic, t. 3, p. 788. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Monge, demandant que la compagnie du chemin de fer de Paris à Marseille soit mise en demeure d'assainir les fossés qui bordent la ligne aux environs de Tarascon. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 149. — Ordre du jour.

7. — Pétition d'habitants de l'arrondissement de Privas (Ardèche), sollicitant le prompt achèvement du chemin de fer d'Alais au Pouzin. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 6, p. 137. — Ordre du jour.

Chemins de fer espagnols.

1. — Pétitions demandant que la France intervienne auprès du gouvernement espagnol pour sauvegarder les intérêts des actionnaires et obligataires français du chemin de fer de Séville-Xérès-Cadix. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 134. — Ordre du jour. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 54. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Limayrac, sollicitant l'intervention du Gouvernement français pour faire régulariser la position des porteurs d'obligations de la compagnie du chemin de fer du Nord-Ouest de l'Espagne. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 134. — Ordre du jour.

Chemins vicinaux. — Loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 70. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 6, p. 383. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 406.

Chemins vicinaux.

1. — Pétition du sieur Berthon, demandant que les propriétaires ou exploitants d'entreprises industrielles usant des chemins vicinaux pour leur exploitation, soient obligés de contribuer non-seulement à l'entretien, mais encore à la confection ou à la réparation de ces chemins. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 130. — Ordre du jour.

2. — Pétitions relatives à la répartition des prestations entre les chemins vicinaux et les chemins ruraux. — Rapports par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 171, 502. — du jour. = Rapports par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 179, 358. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Allais sur le même sujet. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 4, p. 76. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition du sieur Dulac, demandant que la caisse des chemins vicinaux soit autorisée à prêter aux départements comme aux communes les sommes nécessaires pour l'établissement des chemins vicinaux. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 370. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'intérieur.

4. — Pétition du sieur du Pac-Marsoulies, présentant divers moyens propres à faciliter le développement des chemins vicinaux. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 3, p. 517. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Gary, demandant qu'une circulaire ministérielle tranche définitivement la question de savoir si les communes peuvent prélever sur les ressources spéciales créées par la loi du 21 mai 1836, le prix des terrains acquis pour la construction des chemins vicinaux. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 733. — Ordre du jour.

CHEVALIER (M. MICHEL). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques auto-

risées par l'administration dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 608; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'émission, par la compagnie du canal maritime de Suez, de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 168; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 258; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières contenues dans deux conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et: 1° la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne; 2° la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 328. — Fait un rapport sur la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 98. — Est entendu: sur la loi relative au recrutement de l'armée et et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 403; — sur une pétition relative à la conservation du palais de l'Exposition universelle, t. 2, p. 477; — sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 554; — sur une pétition relative au dessèchement de l'étang de Capestang (Hérault), t. 3, p. 95, 109; — sur une pétition relative à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, t. 3, p. 225; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 273. — Demande la remise de la discussion sur la loi relative aux chemins de fer de l'Ouest, t. 6, p. 221. — Est entendu: sur une pétition réclamant la dénonciation des traités de commerce, t. 6, p. 239; — sur la loi relative aux douanes, t. 6, p. 408; — sur le procès-verbal de la discussion sur les douanes, t. 6, p. 489; — sur les lois relatives aux chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et des Charentes, t. 6, p. 607, 630, 638.

CHEVREAU (M. HENRI). — Est appelé au bureau pour siéger, en qualité de secrétaire provisoire, à la séance du 19 novembre 1867, t. 1, p. 13. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 25.

Cimetières.

1. — Pétition de MM. Charles et Alphonse Baudin réclamant contre l'exécution projetée d'un boulevard à travers le cimetière Montmartre, à Paris. — Rapport par M. Dariste, t. 1, p. 601. — Incident sur la remise de la discus-

sion : MM. Chaix d'Est-Ange et le baron Haussmann, p. 613, 614. — Discussion : MM. le baron Haussmann, p. 613, 731 ; le baron Dupin, p. 646 ; le Rapporteur, p. 661, 749 ; Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 666, 750 ; Hubert-Delisle, p. 692 ; le comte Boulay de la Meurthe, p. 704 ; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 715 ; le premier président de Royer, p. 738 ; Dumas, p. 754. — Vote au scrutin sur l'ordre du jour : adoption par 51 voix contre 38, p. 755 ; liste des votants, p. 756.

2. — Pétition de cent-dix propriétaires, à Bordeaux, réclamant contre l'agrandissement projeté d'un cimetière protestant situé dans l'intérieur de la ville de Bordeaux et demandant la stricte application du décret du 23 prairial an XII sur l'établissement des cimetières. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 77. — Discussion : MM. le marquis de La Grange, t. 3, p. 87, 93 ; le Rapporteur, p. 88. — Ordre du jour.

Circonscriptions territoriales (Changements de).

1. — Loi relative à la distraction de la section de Fageolles de la commune de Drugeac (Cantal) et à sa réunion à la commune de Salins (même département), t. 1, p. 599. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 32. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 35.

2. — Loi relative à la division en deux cantons du canton de Montcenis (Saône-et-Loire), t. 3, p. 336. — Loi ayant pour objet de réunir la commune de Rignat (Ain) au canton de Ceyzériat, *ibid.* — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 452. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 458.

3. — Loi tendant à distraire des portions de territoires des communes de Saint-Pardoux-les-Cardes et de Saint-Martial-le-Mont (Creuse) pour en former une nouvelle commune sous le nom de Lavaveix-les-Mines, t. 3, p. 689. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, t. 3, p. 749. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 752.

4. — Loi tendant à ériger en commune distincte la sec-

tion de Marcenod, qui serait distraite des communes de Saint-Christo-en-Jarret (Loire) et de Larajasse (Rhône), t. 5, p. 448. — Loi tendant à ériger en commune distincte, sous le nom de Saint-Clément-de-Vers, des sections distraites des communes de Saint-Igny-de-Vers (Rhône) et de Saint-Germain-la-Montagne (Loire), t. 5, p. 449. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 5, p. 606. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 607.

5. — Loi ayant pour objet de modifier les circonscriptions des cantons d'Offranville et de Dieppe, t. 5, p. 581. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 5, p. 688. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 691.

6. — Loi portant création, dans l'arrondissement d'Alais (Gard), d'un nouveau canton dont le chef-lieu serait à Bessèges, t. 5, p. 587. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 6, p. 9. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 10.

7. — Loi ayant pour objet de réunir à la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) des portions de territoire distraites des communes de Blanzay et de Sanvignes (même département), t. 5, p. 671. — Rapport par M. de Mentque, t. 6, p. 108. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 112.

8. — Loi portant création, dans l'arrondissement de Trévoux (Ain), d'un nouveau canton dont le chef-lieu est fixé à Villars, t. 6, p. 576. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 717, 721. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 724.

9. — Loi ayant pour objet de fixer les nouvelles limites des communes de Chatou et de Montesson (Seine-et-Oise), t. 7, p. 290. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 7, p. 422, 429. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 430.

Circonscriptions territoriales.

1. — Pétition de onze communes du canton de Chéroy (Yonne), demandant la translation du chef-lieu de canton

à Saint-Valérien. — Rapport par M. de Maupas, t. 2, p. 472.
— Ordre du jour.

2. — Pétition de cinq cent huit propriétaires et habitants du Creuzot (Saône-et-Loire), demandant que le canton de Montcenis soit partagé en deux cantons, ayant pour chefs-lieux, l'un Montcenis, l'autre le Creuzot. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 269. — Ordre du jour. — (*Voy. ci-dessus*, loi n° 2.)

3. — Pétition d'habitants des sections de la Bourine, de la Bouilladisse, des Boyers et des Georgettes, commune d'Auriol (Bouches-du-Rhône), demandant que ces sections soient érigées en commune distincte. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 399. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Rigaut demandant une nouvelle délimitation de toutes les communes de France. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 4, p. 146. — Ordre du jour.

CLARY (M. le comte FRANÇOIS). — Est nommé : vice-secrétaire du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — secrétaire du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — secrétaire du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94; — secrétaire du 3^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 609; t. 7, p. 194; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 6, p. 661; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173.

Coalitions. — Pétition du sieur Digard, demandant qu'on institue un tribunal de conciliation pour les différends pouvant amener des grèves ou des coalitions entre les patrons et les ouvriers. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 4, p. 128. — Dépôt au bureau des renseignements.

Code de commerce.

1. — Pétition du sieur Coulbault, demandant la modification de l'article 549 du Code de commerce, sur le salaire acquis aux ouvriers employés directement par le failli,

pendant le mois qui aura précédé la déclaration de faillite. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 166. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Lambin, demandant qu'en matière de faillite l'affirmation de la créance, prescrite par l'article 497 du Code de commerce, puisse être faite aussi bien par écrit qu'entre les mains du juge commissaire. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 178. — Ordre du jour.

Code d'instruction criminelle.

1. — Pétition du sieur Chambonnau, demandant l'abrogation : 1^o de l'article 205 du Code d'instruction criminelle, sur le délai de l'appel en matière correctionnelle; 2^o de l'article 421 sur le pourvoi en cassation. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 171. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Capelle, demandant que les citations devant les tribunaux de simple police soient accompagnées de la copie du procès-verbal constatant la contravention. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 510. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Turcat, demandant la modification de l'article 175 du Code d'instruction criminelle en ce sens que les cours statuant sur les appels en matière correctionnelle seraient obligées d'entendre la déposition des nouveaux témoins à décharge que le condamné demanderait à faire comparaître. — Rapport par M. de Marnas, t. 6, p. 33. — Ordre du jour.

Code forestier. — Pétition de l'adjoint au maire de Ernstein (Bas-Rhin), demandant l'abrogation de l'article 136 du Code forestier réglant la réquisition et la délivrance des bois ou oseraies nécessaires aux travaux d'endiguage ou de fascinage sur le Rhin. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 363. — Ordre du jour. — (*Voy. aussi* Affouage et Forêts, n^o 4.)

Code Napoléon. — Loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 289. — Rapport par M. Boinvilliers, t. 7, p. 395. — Le Sénat, par 66 voix contre 3, ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 401.

Code Napoléon.

1. — Pétition du sieur Biarnais, demandant la modification de l'article 915, relatif à la réserve accordée aux ascendants. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 573. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Texède relative à l'application des articles 915 et 916 concernant la réserve des ascendants, et des articles 746, 750 et 753 relatifs à l'ordre de succession. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 518. — Ordre du jour.

3. — Pétition d'habitants d'Eyguières (Bouches-du-Rhône), demandant que l'article 674 du Code Napoléon soit modifié, et qu'on augmente la distance à laquelle il sera dorénavant permis de planter des arbres de haute tige en deçà de la ligne séparative des héritages. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 163. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Haudidier, demandant qu'on fixe le jour à partir duquel l'officier de l'état civil pourra délivrer valablement le certificat prescrit par l'article 69 du Code Napoléon, constatant qu'il n'y a point d'opposition au mariage. — Rapport par M. le marquis de Gricourt, t. 3, p. 270. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Grosser, demandant la modification de la loi qui régit les mariages. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 148. — Ordre du jour.

Code pénal.

1. — Pétition du sieur Miot, demandant la modification de l'article 23 du Code pénal, en ce sens qu'on ferait compter pour les accusés la durée des peines temporaires à partir du jour du jugement de première instance. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 508. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Du Boys, demandant qu'une addition à l'article 334 du Code pénal fasse tomber sous le coup de la loi ceux qui entraînent dans la débauche leurs apprentis, ouvriers ou élèves des deux sexes. — Rapport par

M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 54. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

3. — Pétition du sieur Lefèvre contre l'article 434 du Code pénal qui classe comme crime tous les incendies et demandant que, dans certains cas, ils soient considérés comme délits. — Rapport par M. Lacaze, t. 6, p. 42. — Ordre du jour.

Code rural.

1. — Pétition du sieur Breton, sollicitant le prompt achèvement du Code rural, et demandant la publication des parties déjà terminées, ainsi que celle des coutumes et usages de chaque département. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 275. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition du sieur Tachon, réclamant contre les retards apportés à la confection du Code rural. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 281. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Comité secret. — Formation du Sénat en comité secret pour la délibération sur son budget intérieur, t. 4, p. 616.

Commissaires de police. — Pétition du sieur Bellie, demandant la création d'une caisse de retraites pour les commissaires et agents de police. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 3, p. 575. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre des finances.

Commissions.

Commissions nommées pendant la session de 1868.

Première commission des pétitions, t. 1, p. 25.

Deuxième commission des pétitions, t. 1, p. 445.

Troisième commission des pétitions, t. 2, p. 228.

Quatrième commission des pétitions, t. 3, p. 191.

Cinquième commission des pétitions, t. 3, p. 587.

Sixième commission des pétitions, t. 3, p. 748.

Septième commission des pétitions, t. 5, p. 94.

Huitième commission des pétitions t. 6, p. 167.

Neuvième commission des pétitions, t. 7, p. 173.

1. — Commission de comptabilité, t. 1, p. 26.

2. — Commission chargée d'examiner la loi relative à une surtaxe sur les alcools à l'octroi de la commune de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère), t. 1, p. 370.

3. — Commission chargée d'examiner la loi relative à une cession de terrains faite par l'État à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 445.

4. — Commission chargée d'examiner la loi tendant à proroger la surtaxe sur les alcools établie à l'octroi de la commune de Mayenné (Mayenne), t. 1, p. 596.

5. — Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1868, budget extraordinaire, d'un crédit de 3 millions pour subventions aux travaux d'utilité communale et pour secours exceptionnels à distribuer par les institutions de bienfaisance, t. 1, p. 690.

6. — Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 400 000 fr. au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 1, p. 691.

7. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à la distraction de la commune de Fageolles de la commune de Drugeac (Cantal) et à sa réunion à la commune de Salins (même département); 2° à un emprunt par la ville de Tourcoing (Nord), t. 1, p. 691.

8. — Commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile; t. 2, p. 144.

9. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 144.

10. — Commission chargée d'examiner la loi autorisant un échange d'immeubles entre l'État et la ville des Sables-d'Olonne (Vendée), t. 2, p. 415.

11. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un échange de terrains entre l'État et le sieur Rivillon (Nièvre), t. 2, p. 471.

12. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Taninges (Haute-Savoie), t. 2, p. 472.

13. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 413.

14. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes, sur la classe de 1867, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 3, p. 414.

15. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives : 1° à la réunion de la commune de Rignat (Ain) au canton de Ceyzériat (même département); 2° à la division en deux cantons du canton de Montcenis (Saône-et-Loire); 3° à des prorogations de surtaxes aux octrois des communes de Plabennec (Finistère) et de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), t. 3, p. 414.

16. — Commission chargée d'examiner trois lois ayant pour objet: 1° d'autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt et à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition extraordinaire précédemment autorisée; 2° d'autoriser l'établissement de surtaxes aux octrois des communes de Poullan (Finistère), et de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), t. 3, p. 587.

17. — Commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688.

18. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à la création d'une nouvelle commune dans le département de la Creuse, sous le nom de Lavaveix-les-Mines; 2° à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plouvien (Finistère), t. 3, p. 748.

19. — Commission chargée d'examiner la loi portant

règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 70.

20. — Commission chargée d'examiner trois lois portant acceptation de l'offre faite, par les villes de Gravelines et de Dunkerque et par la chambre de commerce de Bordeaux, d'avancer à l'Etat les sommes nécessaires pour travaux d'amélioration des ports de Gravelines et de Dunkerque et pour la construction d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux, t. 4, p. 161.

21. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux douanes, t. 4, p. 257.

22. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires par les villes de Lille et de Roubaix (Nord), t. 4, p. 349.

23. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un échange de terrains entre l'Etat et le sieur Thuillier, t. 4, p. 350.

24. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 608.

25. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un échange d'immeubles entre l'Etat et les époux Le Beux, t. 4, p. 608.

26. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : 1° à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département de l'Ain; 2° à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville de Tours (Indre-et-Loire); 3° à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Pouldergat (Finistère), t. 4, p. 609.

27. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation d'une convention portant cession réciproque de terrains entre l'Etat et la société immobilière de Paris pour le percement du boulevard Saint-Germain et de la rue Solferino, t. 5, p. 519.

28. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 519.

29. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à la création de deux nouvelles communes dans le département du Rhône et à des impositions par le département de l'Aisne, t. 5, p. 519.

30. — Commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 584.

31. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives à un changement de circonscriptions territoriales dans le département de la Seine-Inférieure et à des prorogations de surtaxes dans le département du Finistère, t. 5, p. 585.

32. — Commission chargée d'examiner la loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 5, p. 666.

33. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 667.

34. — Commission chargée d'examiner la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 5, p. 667.

35. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à des emprunts et à des impositions par les villes de Brest (Finistère) et de Niort (Deux-Sèvres), et à la création, dans l'arrondissement d'Alais (Gard), d'un canton dont le chef-lieu est fixé à Bessèges, t. 5, p. 667.

36. — Commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame du Martray, t. 6, p. 2.

37. — Commission chargée d'examiner six lois relatives : 1° à l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Dieppe (Seine-Inférieure) ; 2° à des prorogations de surtaxes sur les vins et les alcools aux octrois des communes de Douarnenez et de Lampaul (Finistère), de la Roche et de Sallanches (Haute-Savoie) ; 3° à la réunion à la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) de portions de territoire distraites des communes de Blanzay et de Saunvignes (même département), t. 6, p. 2.

38. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 91.

39. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à l'approbation des stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée ; 2° à l'approbation des stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer des Charantes, t. 6, p. 92.

40. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 168.

41. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'émission par la compagnie du canal maritime de Suez, de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 168.

42. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à des emprunts et à des impositions par le département de l'Eure et par la ville de Grenoble (Isère), et à la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Port-Launay (Finistère), t. 6, p. 168.

43. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 258.

44. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 258.

45. — Commission chargée d'examiner la loi relative à une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Grenoble (Isère), t. 6, p. 259.

46. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à la prorogation et à l'établissement de surtaxes aux octrois des communes de Concarneau et de Plougastel-Daoulas (Finistère), et de Laon (Aisne), t. 6, p. 259.

47. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières contenues dans deux conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et : 1^o la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne; 2^o la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 328.

48. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur le contingent de 1868, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 6, p. 382.

49. — Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique pour la création d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 382.

50. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à un emprunt et à une imposition par la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées), et à l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la même ville, t. 6, p. 382.

51. — Commission chargée d'examiner cinq lois relatives à un emprunt et à une imposition par la ville d'Armentières (Nord); à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Hauhourdin (Nord); à des prorogations de surtaxes aux octrois des communes d'Irvillac et de Rumengol (Fi-

nistère), et à la création d'un nouveau canton dans le département de l'Ain, t. 6, p. 594.

52. — Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, t. 6, p. 660.

53. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 660.

54. — Commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères, t. 6, p. 660.

55. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1^o à la concession par l'État au sieur Antonioz de parcelles de la forêt domaniale de Bellevaux (Savoie); 2^o à un échange de terrains entre l'État et le sieur Lechauff, t. 6, p. 661.

56. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1^o à un emprunt et à une imposition par la ville de Bordeaux; 2^o à la prorogation, par la ville de Mulhouse (Haut-Rhin), de l'amortissement de sommes restant à réaliser sur deux emprunts antérieurement approuvés, t. 6, p. 661.

57. — Commission chargée d'examiner les lois relatives : 1^o aux suppléments de crédits de l'exercice 1867; 2^o au budget rectificatif de l'exercice 1868; 3^o au budget ordinaire de l'exercice de 1869; 4^o au budget extraordinaire du même exercice, t. 7, p. 294.

58. — Commission chargée d'examiner la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 294.

59. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 295.

60. — Commission chargée d'examiner la loi relative à

l'aliénation, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, d'une certaine quantité de rentes, dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 295.

61. — Commission chargée d'examiner six lois relatives : 1° à un emprunt et à des impositions par le département de la Meurthe et par les villes du Mans (Sarthe), de Saint-Quentin (Aisne) et de Troyes (Aube) ; 2° à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Fresnoy-le-Grand (Aisne) ; 3° à la fixation des nouvelles limites des communes de Chatou et de Montesson (Seine-et-Oise), t. 7, p. 296.

62. — Commission chargée d'examiner la loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt, t. 7, p. 416.

63. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un échange d'immeubles entre l'État et le département de la Vienne, t. 7, p. 416.

Communes. — Pétition d'habitants de la commune d'Évenos (Var), demandant que les archives et le siège de l'administration municipale soient rétablis dans leur local primitif. — Rapport par M. de Goulihot de Saint-Germain, t. 1, p. 66. — Ordre du jour.

Communes (Dettes de).

1. — Pétition de six habitants de Seppois-le-Bas (Haut-Rhin), demandant l'exécution d'un arrêt qui condamne la commune à leur payer une indemnité pour dévastations commises à leurs propriétés, en 1848. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 371. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition de la dame veuve Quinard, demandant l'exécution d'un arrêt qui condamne diverses communes à payer à son mari une indemnité pour dommages causés pendant la disette de 1847. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénélon, t. 4, p. 100. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur.

Conducteurs des ponts et chaussées. — Pétition demandant

l'assimilation, pour la limite d'âge, des instituteurs aux anciens militaires, en ce qui concerne l'admission au concours pour l'emploi de conducteur. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 244. — Ordre du jour.

Congrégations religieuses. — Pétitions relatives aux dons et legs faits aux congrégations. — (*Voy. Legs.*)

Congrès. — Pétition demandant l'institution d'un congrès universel chargé de résoudre les différends qui se produiraient entre nations. — Rapport par M. Nisard, t. 3, p. 284. — Observations de M. le comte de Grossolles-Flamarens, t. 3, p. 288. — Question préalable.

CONNEAU (M.). — Nommé Sénateur par décret du 18 novembre 1867. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 28. — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228 ; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190 ; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747. — Est nommé : membre de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 229 ; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 387. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 298, 302 ; t. 6, p. 158.

Conseil d'État (Recours au contentieux devant le). — Pétition du sieur Monmayou, demandant l'annulation ou tout au moins l'abrogation de l'article 1^{er} du décret du 2 novembre 1864 relatif à la procédure au contentieux devant le Conseil d'État. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 2, p. 493. — Observations de MM. le Président et le Rapporteur, p. 507, 508. — Ordre du jour.

Conseils de préfectures.

1. — Pétition de cinq habitants d'Aix-en-Othe (Aube), demandant qu'une disposition de loi fixe un délai dans les limites duquel les conseils de préfectures seraient obligés de statuer sur les recours pour annulation d'adjudication. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 3, p. 39. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Grelat relative aux délais des pourvois devant les conseils de préfectures et le Conseil d'État en matière d'élections municipales. — Rapport par

M. Quentin Bauchart, t. 4, p. 89. — Ordre du jour sur certaines parties; renvoi au ministre de l'intérieur sur d'autres.

Conseils généraux. — Pétition du marquis de Hauteville, demandant que tout habitant d'un département ait le droit de demander communication, sans déplacement, et de prendre copie des délibérations du conseil général. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 271. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Conseils municipaux.

1. — Pétition du sieur Valla, demandant que, pour les élections des conseils municipaux, les communes de plus de 15 000 âmes soient obligatoirement divisées en sections. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 1, p. 290. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mengnonnet, demandant que le maire de Granville soit rappelé à l'exécution de la loi pour les réunions de son conseil municipal. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 4, p. 109. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Vaissières, demandant que, dans toutes les affaires soumises aux délibérations d'un conseil municipal, ses membres ne puissent prendre part aux délibérations desquelles ressortirait pour eux collectivement un intérêt direct. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 626. — Ordre du jour.

Consistoires israélites.

1. — Pétition du sieur Lunel, relative à l'administration financière des consistoires israélites, et aux réformes à opérer dans le mode d'élection des membres qui les composent. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 3, p. 14. — Ordre du jour.

2. — Pétition de vingt israélites qui se plaignent de la nomination, par le consistoire de Strasbourg, du commissaire administrateur de la synagogue de Reichshoffen. — Rapport par M. de Maupas, t. 3, p. 191. — Ordre du jour.

- Constitution.* — Pétitions demandant des modifications à la Constitution. — Résultat de leur examen dans les bureaux, t. 2, p. 194.
- Consulats.* — Pétition du sieur Ducoudray, signalant diverses réformes à introduire dans l'institution des consulats.
— Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 526.
— Ordre du jour.
- CORNUDET (M.), *président de section au Conseil d'État.* — Est entendu sur la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 203, 224.
- CORTA (M.). — Est nommé : vice-secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 23 ; — vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 227 ; — vice-secrétaire du 5^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 587. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748 ; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à l'échange d'immeubles, t. 4, p. 608 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 3, 169 ; — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 180 ; t. 6, p. 316.
- Cour de cassation.* — Pétition du sieur Miot, demandant que la Cour de cassation soit obligée de statuer dans les délais légaux sur les pourvois formés devant elle. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 508. — Ordre du jour.
- Cours impériales.* — Pétition du sieur Véry, demandant la suppression des Cours impériales qui seraient remplacées, comme juridiction d'appel, par le tribunal du chef-lieu. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 588. — Ordre du jour.
- Courtiers de marchandises.* — Pétition de courtiers à Nîmes, qui se plaignent de l'élévation du droit de patente mis sur leur profession. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willanmez, t. 3, p. 576. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Crédits.

1. — Loi portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1868, budget extraordinaire, d'un crédit de 3 millions pour subventions aux travaux d'utilité communale et pour secours exceptionnels à distribuer par les institutions de bienfaisance, t. 1, p. 597. — Rapport par M. de Goullhot de Saint-Germain, t. 2, p. 9. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 13.

2. — Loi portant ouverture au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, d'un crédit supplémentaire de 400 000 fr., destiné à venir en aide aux populations de l'Algérie qui ont été le plus particulièrement éprouvées par le manque de récoltes, t. 1, p. 597. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 2, p. 13. — Discussion : MM. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 18 ; le baron Dupin, p. 24. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 32. — (*Voy. ci-dessous, n° 3*).

3. — Loi tendant à ouvrir au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses extraordinaires du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1868, un crédit de 2 millions, destiné à venir en aide aux populations de l'Algérie les plus éprouvées par le manque de récoltes. — Transmission le 24 mars, t. 3, p. 588. — Proposition de S. Em. le cardinal Donnet tendant à mettre la loi immédiatement en délibération, *ibid.* — Adoption de la proposition, p. 589. — Texte de la loi, *ibid.* — Discussion : S. Ex. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, t. 3, p. 590 ; S. Em. le cardinal Donnet, p. 619. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 622. — (*Voy. ci-dessus, n° 2*).

4. — Loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 579. — Rapport par M. Le Verrier, t. 5, p. 680. — Observations de MM. Élie de Beaumont et le Rapporteur, p. 686, 687. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 688.

5. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice

1867, t. 6, p. 597. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1868, t. 7, p. 270. — (Voy. le rapport au mot : Budget, n° 2).

6. — Loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 604. — Rapport par M. Le Verrier, t. 7, p. 31. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 34.

Cultes.

1. — Pétition du sieur Glaentzer, demandant qu'on érige un temple protestant dans le quartier de l'École militaire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 490. — Ordre du jour.

2. — Pétition de l'abbé Lucotte, demandant que les communes dont les églises sont érigées en chapelles simples soient tenues de donner aux prêtres qui les desservent par *binage*, une indemnité s'élevant au moins à 300 fr., ainsi que la jouissance du presbytère vacant. — Rapport par M. le duc de Cambacérés, t. 7, p. 160. — Ordre du jour.

D

Danube. — Loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 231. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 7, p. 402. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 410.

DARBOY (S. G. Mgr). — Est nommé président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190. — Est entendu : sur une interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 167; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 366.

DARISTE (M.). — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 443; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles,

t. 2, p. 115; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 660; — de la commission chargée d'examiner la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 601; t. 3, p. 57. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 661, 749; — sur la position de la question pour le vote sur les pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 391.

DAUMAS (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14.

DÉGÈS DE SÉNATEURS SURVENUS depuis la dernière session. — (Voy. ALLONVILLE [le général vicomte D']; CAMOU [le général]; CHAPUYS-MONTLAVILLE [le baron DE]; FOULU [ACHILLE]; GENEAU [le général]; HUSSON [le général]; LA BÉDOYÈRE [le comte DE]; LA RIBOISIÈRE [le comte DE]; LEVASSEUR [le général]; LYAUTÉY [le général]; THAYER [AMÉDÉE]).

Décorations étrangères. — Pétition du sieur Marchand, de mandant qu'il soit interdit de porter en France le ruban des décorations étrangères sans y joindre ostensiblement les insignes de l'ordre. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 7, p. 136. — Ordre du jour.

Décrets de l'Empereur.

1. — Décret portant convocation du Sénat et du Corps législatif, pour le 18 novembre 1867, t. 1, p. 13.

2. — Décret portant désignation des commissaires du Gouvernement chargés de prendre part à la discussion des pétitions, t. 1, p. 14.

3. — Décrets chargeant, par délégation spéciale, MM. Baroche, ministre de la justice et des cultes, et de Forcade La Roquette, ministre de l'agriculture, du com-

merce et des travaux publics, de représenter le Gouvernement devant le Sénat, pendant la session de 1868, t. 1, p. 26.

4. — Décrets portant nomination de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 26, 522; t. 3, p. 432; t. 4, p. 528.

5. — Décret chargeant, par délégation spéciale, M. le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères, de représenter le Gouvernement devant le Sénat, pour la discussion de l'interpellation relative aux affaires de Rome, t. 1, p. 74.

6. — Décrets désignant M. Charles Robert, conseiller d'État, et M. Duruy, ministre de l'instruction publique, pour prendre part à la discussion de pétitions sur l'enseignement supérieur, t. 2, p. 194; t. 3, p. 1.

7. — Décret chargeant, par délégation spéciale, M. Pinard, ministre de l'intérieur, de prendre part à la discussion : de la loi sur la presse, t. 3, p. 344; de la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 631.

8. — Décret désignant, par délégation spéciale, MM. le maréchal Niel, ministre de la guerre, et l'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine, pour prendre part à la discussion de la loi relative à l'appel du contingent, t. 3, p. 346.

9. — Décret désignant, par délégation spéciale, MM. Magne, ministre des finances, et Pinard, ministre de l'intérieur, pour soutenir la discussion de la loi relative aux chemins vicinaux, t. 6, p. 74.

10. — Décrets chargeant, par délégation spéciale, MM. Magne, ministre des finances; Duruy, ministre de l'instruction publique; le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères; le maréchal Niel, ministre de la guerre; l'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine et des colonies, et Pinard, ministre de l'intérieur, de soutenir, devant le Sénat, le ministre des finances dans son ensemble, et les autres chacun en ce qui concerne son département, la discussion des lois de finances, t. 7, p. 288.

11. — Décret de clôture de la session, t. 7, p. 442.

DELANGLE (M. le procureur général), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président*. — Est nommé : vice-président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24; — vice-président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 227; — président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — vice-président du 1^{er} bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 386; — président du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — président du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94; — vice-président du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'émission, par la compagnie du canal maritime de Suez, de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 168. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 150. — Est entendu sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 606, 609, 691.

Dentiste. — Pétitions demandant que nul ne puisse exercer la profession de dentiste, sans être muni du diplôme de docteur en médecine, ou du titre d'officier de santé. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 69. — Dépôt au bureau des renseignements. = Rapport par M. Conneau, t. 3, p. 300. — Observation de M. Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 304. — Renvoi au ministre de l'instruction publique et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

DESFRÈZ (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : des lois de finances, t. 7, p. 310; — de la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la compagnie européenne du Danube, t. 7, p. 402.

DEVIENNE (M. le premier président). — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 229; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 413; — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 383; t. 4, p. 618; t. 6, p. 117. — Fait un rapport sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 18.

Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session de 1867, t. 1, p. 6.

Donation — Pétition du sieur Thévenet, demandant la révocation d'une donation faite par lui à la ville de la Tour-du-Pin (Isère). — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 575. — Ordre du jour.

DONNET (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 369. — Est nommé : président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24; — président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 3, p. 586; — président du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner trois lois relatives aux ports de Dunkerque, de Gravelines et de Bordeaux, t. 4, p. 162. — Est entendu : sur une interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 126; — sur des pétitions relatives aux successions de personnes entrant dans les établissements religieux; à la chasse; à la gendarmerie; aux foires et marchés, t. 1, p. 261, 289; — sur une pétition relative à la modification de la législation sur les aliénés, t. 1, p. 314, 315, 317. — Propose de mettre en délibération, sans renvoi à l'examen des bureaux, la loi qui ouvre un crédit de 2 millions pour venir en aide aux populations de l'Algérie les plus éprouvées par le manque de récoltes, t. 3, p. 588. — Est entendu : sur cette loi, t. 3, p. 619; — sur une pétition relative à l'ouverture des cabarets, t. 3, p. 642; — sur la fixation du jour de la discussion sur une pétition relative à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 683; — sur une pétition réclamant la création d'une médaille commémorative des campagnes d'Afrique, t. 4, p. 135; — sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 482, 518; — sur deux pétitions réclamant contre le trop grand nombre des cabarets dans les campagnes, t. 4, p. 576; — sur une pétition réclamant une récompense pour les héritiers du sieur Raclet, inventeur de la destruction de la pyrale, t. 4, p. 638; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 61, 84, 95, 284.

Dotation. — Pétition du sieur Bazelle, demandant à être remis en possession d'une dotation indûment attribuée à une

autre personne. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 1, p. 219. — Ordre du jour.

DOUANES (Loi sur les), t. 4, p. 175. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 6, p. 329. — Ajournement, t. 6, p. 338. — Discussion : MM. le général marquis de Laplace, t. 6, p. 407; Michel Chevalier, p. 408; le baron de Butenval, p. 420; S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, p. 453; MM. Dumas, p. 477; le Rapporteur, p. 481. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 482. — Observations sur le procès-verbal de cette discussion (*Voy. Procès-verbaux*, n° 11).

DROUYN DE LHUYS (M.). — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — président du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586. — Est nommé membre de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 228.

Duel. — Pétition du sieur Gagne, proposant de prononcer : 1^o la privation de la qualité de Français contre ceux qui auront tenté de se battre en duel; 2^o la peine de mort contre les auteurs et les témoins de tout duel. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 181. — Ordre du jour.

DUMAS (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 6, p. 659. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114; — de la commission chargée d'examiner la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 5, p. 667. — Fait des rapports : sur la loi relative au recrutement de l'armée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 229; — sur la loi relative à la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 6, p. 198. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 4, p. 754; — sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 710; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 172; — sur la loi relative aux douanes, t. 6, p. 477.

Dunkerque. — Loi portant acceptation de l'offre faite par la ville de Dunkerque d'avancer à l'État une somme de 12 millions de fr., pour travaux d'amélioration du port, et autorisant ladite ville à contracter un emprunt de pareille somme. — (*Voy. Ports.*)

DUFIN (M. le baron). — Est nommé : vice-président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 23; — vice-président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — vice-président du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166. — Dépose une demande d'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 22. — Est entendu dans un incident relatif à l'inobservation du règlement dans la manière de déposer la demande d'interpellation, t. 1, p. 33. — Développe l'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 74. — Est entendu : dans un incident sur le procès-verbal, à l'occasion de la clôture de la discussion sur l'interpellation, t. 1, p. 216; — sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 646; — sur la loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 400 000 fr., au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 2, p. 24; — sur une pétition relative au rétablissement de l'empire romain sous le sceptre du roi d'Italie, t. 2, p. 143; — sur la mise à l'ordre du jour de la discussion de la loi relative à l'armée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 294; — sur une pétition relative à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, t. 3, p. 234; — sur une demande tendant à la mise à l'ordre du jour du rapport sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 331; — sur lesdites pétitions, t. 5, p. 8, 143; — sur la position de la question pour le vote sur ces mêmes pétitions, t. 5, p. 393; — contre la clôture de la discussion sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 482; — sur une pétition réclamant contre l'intervention des sénateurs dans les entreprises industrielles, t. 6, p. 62; — sur une pétition demandant la dénonciation des traités de commerce, t. 6, p. 229; — sur la loi relative à l'émission, par la compagnie du canal de Suez, de titres remboursables avec lots, t. 6, p. 354.

DUPUY DE LÔME (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité

de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 7, p. 340.

DUAU (S. Ex. M.), *ministre de l'instruction publique*. — Est chargé, par délégation spéciale, de prendre part à la discussion : de pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 1 ; — des lois de finances, t. 7, p. 288. — Est entendu : dans la discussion sur les pétitions relatives à l'enseignement supérieur, t. 3, p. 21, 118, 155, 330 ; — sur la position de la question pour le vote desdites pétitions, t. 3, p. 398.

E

Échanges d'immeubles du domaine de la Couronne.

— Projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame Bonneau du Martray. — Lecture, par M. le vicomte de Rougé, *conseiller d'État*, de l'exposé des motifs et du texte du projet de sénatus-consulte, t. 3, p. 673. — Rapport par M. Suin, t. 6, p. 104. — Adoption, t. 6, p. 108.

Échanges d'immeubles du domaine de l'État.

1. — Loi autorisant un échange d'immeubles entre l'État et la ville des Sables-d'Olonne (Vendée), t. 2, p. 110. — Rapport, par M. de Menthe, t. 2, p. 197. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 199.

2. — Loi ayant pour objet d'approuver un échange de terrains entre l'État et le sieur Rivaillon (Nièvre), t. 2, p. 383. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 542. — Le Sénat ne s'oppose pas la promulgation, t. 2, p. 543.

3. — Loi ayant pour objet d'approuver un échange de terrains entre l'État et le sieur Thuillier, t. 4, p. 261. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 4, p. 542. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 4, p. 544.

4. — Loi relative à un échange d'immeubles entre l'État

- et les époux Le Beux, t. 4, p. 351. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 5, p. 6. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 8.
5. — Loi ayant pour objet d'approuver un échange de terrains entre l'État et le sieur Lechanff (Vosges), t. 6, p. 596. — Rapport par M. de Mentque, t. 7, p. 33. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 37.
6. — Loi concernant un échange de terrains entre l'État et le sieur Lingart-Hennequin, t. 7, p. 8. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 7, p. 226. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 228.
7. — Loi portant approbation d'un échange d'immeubles entre l'État et le département de la Vienne, t. 7, p. 300. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 7, p. 436. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 438.
- Écoles Polytechnique et de Saint-Cyr.* — Pétition du sieur Vachin, demandant la suppression de l'École Polytechnique et de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, afin de laisser le libre accès de l'avancement aux sous-officiers. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 4, p. 361. — Ordre du jour.
- Effets de commerce.* — Pétition du sieur Delpech, demandant qu'une loi oblige le dernier porteur d'un effet à aviser immédiatement le bénéficiaire, aussitôt qu'un non payement nécessitant un protêt viendra à se produire. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 126. — Ordre du jour.
- Élections.* — Pétitions demandant que tout candidat à la députation, convaincu d'avoir tenté de se faire élire par des moyens illicites, soit privé de ses droits civils et politiques. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 3, p. 61. — Ordre du jour. = Rapport par M. Amédée Thierry, t. 6, p. 321. — Ordre du jour.
- Élections municipales.* — Pétition du sieur Grelat relative au contentieux des élections municipales. — (Voy. Conseils de préfectures, n° 2.)
- ÉLIE DE BEAUMONT (M.). — Est nommé membre : de la

3^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 385; — de la commission chargée d'examiner la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 5, p. 667; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'aliénation, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, d'une certaine quantité de rentes, dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 295; t. 4, p. 642; t. 6, p. 162. — Est entendu sur la loi relative à la mission scientifique de Saïgon, t. 5, p. 686, 687.

Emprunt de 429 millions (Loi relative à un), t. 7, p. 297. — Rapport par M. le marquis d'Audiffret, t. 7, p. 431. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation; t. 7, p. 434.

Emprunt par la commission européenne du Danube. — (*Voy. Danube.*)

Emprunts et impositions extraordinaires.

A. — *Liste, par ordre alphabétique, des départements, au nombre de six, autorisés, pendant la session de 1868, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

Ain, t. 4, p. 550.

Aisne, t. 5, p. 450.

Ardèche, t. 3, p. 524.

Eure, t. 6, p. 100.

Meurthe, t. 7, p. 238.

Seine, t. 7, p. 4.

B. — *Liste, par ordre alphabétique, des villes, au nombre de dix-huit, autorisées, pendant la session de 1868, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

Angers (Maine-et-Loire), t. 7, p. 5.

Armentières (Nord), t. 6, p. 373.

Bayonne (Basses-Pyrénées), t. 6, p. 377.

Bordeaux (Gironde), t. 6, p. 604.

- Brest (Finistère), t. 5, p. 586.
 Castres (Tarn), t. 7, p. 7.
 Grenoble (Isère), t. 6, p. 102.
 Lille (Nord), t. 4, p. 258.
 Mans [le] (Sarthe), t. 7, p. 239.
 Mulhouse (Bas-Rhin), t. 6, p. 605.
 Nantes (Loire-Inférieure), t. 7, p. 299.
 Niort (Deux-Sèvres), t. 5, p. 587.
 Poitiers (Vienne), t. 7, p. 95.
 Roubaix (Nord), t. 4, p. 259.
 Saint-Quentin (Aisne), t. 7, p. 289.
 Tourcoing (Nord), t. 4, p. 598.
 Tours (Indre-et-Loire), t. 4, p. 553.
 Troyes (Aube), t. 7, p. 241.

1. — Loi tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord), à contracter un emprunt, t. 4, p. 598. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 32. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 35.

2. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt et à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition extraordinaire précédemment autorisée, t. 3, p. 524. — Rapport par M. le baron Ernest Leroy, t. 3, p. 632. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 634.

3. — Loi tendant à autoriser la ville de Lille (Nord), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 258. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Roubaix (Nord), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 259. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 4, p. 544. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 4, p. 549.

4. — Loi tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 550. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Tours (Indre-et-Loire), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 553. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willlaumez, t. 5, p. 191, 193. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 196.

5. — Loi tendant à autoriser le département de l'Aisne

à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 430. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 5, p. 606. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 607.

6. — Loi tendant à autoriser la ville de Brest à contracter un emprunt, t. 5, p. 586. — Loi tendant à autoriser la ville de Niort à contracter un emprunt, t. 5, p. 587. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 6, p. 3. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 10.

7. — Loi tendant à autoriser le département de l'Eure à contracter deux emprunts, à s'imposer extraordinairement et à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition précédemment approuvée, t. 6, p. 100. — Loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 6, p. 102. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 6, p. 311. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 315.

8. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées), 1° à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, et 2° à annuler les dispositions législatives relatives à un emprunt et à une imposition précédemment approuvés, t. 6, p. 377. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 570. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 573.

9. — Loi tendant à autoriser la ville d'Armentières (Nord), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 6, p. 573. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 717. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 724.

10. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Bordeaux (Gironde), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 6, p. 604. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Mulhouse à proroger jusqu'au 31 décembre 1883, l'amortissement de sommes restant à réaliser sur deux emprunts antérieurement approuvés, t. 6, p. 605. — Rapport par M. Reveil, t. 7, p. 37. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 41.

11. — Loi autorisant le département de la Seine à proroger une imposition extraordinaire et à effectuer un prélèvement sur une imposition précédemment approuvée, t. 7, p. 4. — Loi tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 7, p. 5. — Loi tendant à autoriser la ville de Castres (Tarn), à contracter un emprunt, t. 7, p. 7. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 7, p. 246. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 252.

12. — Loi tendant à autoriser la ville de Poitiers (Vienne), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 7, p. 95. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 7, p. 302. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 304.

13. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Meurthe à contracter un emprunt, t. 7, p. 238. — Loi tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 7, p. 239. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Troyes (Aube), à contracter un emprunt, t. 7, p. 241. — Loi tendant à autoriser la ville de Saint-Quentin (Aisne), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 7, p. 289. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 7, p. 422. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 430.

14. — Loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure), à contracter un emprunt, t. 7, p. 299. — Rapport par M. de Menthe, t. 7, p. 434. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 436.

Enfants.

1. — Pétition du sieur Philippot, demandant qu'il soit créé des inspecteurs chargés de veiller à l'exécution de la loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants dans les manufactures. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 281. — Observations de M. Gauvin, *commissaire du Gouvernement*, t. 1, p. 282. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. — (*Voy. ci-dessous*, n° 2).

2. — Pétition du sieur Piet, demandant : 1° la création d'une inspection générale, chargée spécialement de surveiller le travail des enfants dans les manufactures; 2° la publication du règlement d'administration publique, ordonnée par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 198. — Discussion : MM. le baron de Butenval, t. 3, p. 203, 249, 252; Michel Chevalier, p. 228; le baron Dupin, p. 234; le Rapporteur, p. 246; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 234. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. — (*Voy. ci-dessus*, n° 1).

3. — Pétition du sieur Pierre Lelong, demandant, pour remédier au décroissement de la population : 1° qu'on donne des récompenses aux parents ayant un certain nombre d'enfants; 2° qu'on force les célibataires à payer un impôt spécial; 3° qu'une surveillance active soit établie sur les nourrices chargées d'élever les enfants pauvres. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 377. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Montagne, réclamant l'application à son profit du décret de 1805, disposant que tout père de famille ayant sept enfants mâles vivants, en pourra faire élever un aux frais de l'État. — Rapport par M. de Menthe, t. 4, p. 558. — Ordre du jour.

Enfants assistés. — Pétitions d'administrateurs d'hospices dans plusieurs départements, critiquant les dispositions du projet de loi sur la répartition des dépenses intérieures des enfants assistés. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 4, p. 623. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Enregistrement. — Pétition demandant que l'exemption du demi-décime accordée par la loi de finances de 1866, soit étendue aux droits de greffe et d'hypothèque. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 3, p. 635. — Ordre du jour.

Enseignement agricole (Pétitions demandant la création d'un). — (*Voy. Agriculture*, n° 3.)

Enseignement supérieur. — Pétitions du sieur Léopold Giraud et d'un grand nombre d'habitants de divers départements,

signalant les tendances matérialistes de la Faculté de médecine de Paris, et demandant que, pour y apporter un remède, la liberté de l'enseignement supérieur soit reconnue. — Incident sur le retard apporté à la lecture du rapport de ces pétitions : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, Chaix d'Est-Ange, le baron Dupin et le Président, t. 3, p. 347 à 358. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 3, p. 671. — Observations de M. le comte de Ségur-d'Aguesseau sur la convenance qu'il y aurait à désigner M. le ministre de l'instruction publique pour soutenir la discussion de ces pétitions, t. 3, p. 691. — Discussion : M. le baron Dupin, t. 3, p. 8, 143; S. Ex. M. Duruy, *ministre de l'instruction publique*, p. 21, 118, 155, 330; M. Sainte-Beuve, p. 53; S. Em. le cardinal Donnet, p. 61, 84, 95, 284; MM. Quentin Bauchart, p. 108; Chaix d'Est-Ange, *rapporteur*, p. 144, 386; S. Em. le cardinal de Bonnechose, p. 146, 255, 312; MM. Dumas, p. 172; Charles Robert, *commissaire du Gouvernement*, p. 196, 380; S. Em. le cardinal Mathieu, p. 253, 565; MM. le baron de Vincent, p. 256, Michel Chevalier, p. 273; S. G. Mgr Darboy, p. 366. — Incident sur la clôture : M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 389. — Incident sur la position de la question : MM. Dariste, le Président, le baron Dupin, Lacaze, le Ministre de l'instruction publique, le Rapporteur et le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 391 à 401. — Adoption, par 84 voix contre 31, de l'ordre du jour sur la question de la liberté de l'enseignement supérieur, p. 401; liste des votants, *ibid.* — Adoption, par 80 voix contre 43, de l'ordre du jour sur la partie relative aux faits spéciaux, p. 403; liste des votants, *ibid.* — (*Voy.* Procès-verbaux, n^{os} 7 et 8).

Étang de Capestang. — Pétition de cent trente-cinq habitants de Capestang (Hérault), se plaignant de l'inexécution des travaux de dessèchement de l'étang de Capestang, et demandant la déchéance de la compagnie concessionnaire. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willau-*mez*, t. 3, p. 93. — Discussion : MM. Michel Chevalier, t. 3, p. 93, 109; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 101. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

État civil.

1. — Pétition du sieur Huguet, demandant, pour assurer l'uniformité des actes de l'état civil, que ces actes soient inscrits sur trois registres, l'un pour les naissances, l'autre pour les mariages et le troisième pour les décès, et que les formules en soient imprimées. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 581. — Ordre du jour.

2. — Pétitions proposant des modifications à la tenue des actes de l'état civil. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 446. — Ordre du jour. = Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 3, p. 316. — Ordre du jour.

Excuses.

Liste de MM. les Sénateurs qui se sont excusés de ne pouvoir assister aux séances.

Pour le service de l'Empereur :

MM.

BAZAINE (le maréchal), t. 1, p. 73.

CHABANNES (le vice-amiral vicomte DE), t. 1, p. 73.

DAUMAS (le général), t. 1, p. 14.

FAILLY (le général DE), t. 4, p. 170.

GOYON (le général comte DE), t. 1, p. 14.

LADMIRAULT (le général DE), t. 1, p. 24.

Pour causes justifiées :

MM.

BÉARN (le comte DE), t. 1, p. 24.

BLONDEL, t. 1, p. 14.

BOITTELLE, t. 1, p. 73.

CHAPUYS-MONTLAVILLE (le baron DE), t. 1, p. 73.

CHASSELOUP-LAURAT (le marquis DE), t. 1, p. 443;
t. 4, p. 161.

DONNET (le cardinal), t. 1, p. 369.

DUMAS, t. 6, p. 639.

FOREY (le maréchal), t. 1, p. 14.

GEMEAU (le général), t. 1, p. 24.

GODELLE, t. 1, p. 522.

MM.

- GRANGE (le marquis DE LA), t. 1, p. 14.
 GRIVEL (le vice-amiral baron), t. 1, p. 14.
 GROS (le baron), t. 1, p. 14.
 HUBERT-DELSLE, t. 1, p. 522; t. 3, p. 4.
 HUSSON (le général), t. 1, p. 14; t. 3, p. 4.
 LABABIT, t. 7, p. 3.
 LYAUTEY (le général), t. 1, p. 14.
 MATHIEU (le cardinal), t. 1, p. 218; t. 3, p. 583.
 MARTIMPREY (le général vicomte DE), t. 1, p. 14, 443;
 t. 2, p. 193; t. 3, p. 263, 583.
 MÉRIMÉE, t. 1, p. 73.
 MIMEREL DE ROUBAIX (le comte), t. 5, p. 584.
 MONTRÉAL (le général DE); t. 1, p. 14.
 MORTEMART (le général duc DE), t. 1, p. 14.
 MONTEBELLO (le duc DE), t. 1, p. 369.
 PONIATOWSKI (le prince), t. 6, p. 381.
 ROULAND, t. 5, p. 513.
 ROYER (le premier président DE), t. 3, p. 189.
 SAINTE-BEUVE, t. 1, p. 14.
 SALIGNAC-FÉNELON (le comte DE), t. 3, p. 4, 71.
 SÉGUR-D'AGUESSEAU (le comte DE), t. 3, p. 626.
 SUIN, t. 1, p. 443.
 SULEAU (le vicomte DE), t. 1, p. 24.
 TASCHE LA PAGERIE (le duc DE), t. 5, p. 584; t. 6,
 p. 166.
 THAYER (ANÉDÉE), t. 1, p. 24.
 TOURANGIN, t. 1, p. 73.
 VINCENT (le baron DE), t. 3, p. 71.

Expositions publiques. — Loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 581. — Rapport par M. Suin, t. 5, p. 2. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 6.

Exposition universelle de 1867 (Palais de l'). — Pétition de cinq habitants du quartier du Champ de Mars, à Paris, demandant que l'édifice consacré à l'Exposition universelle de 1867 soit transformé en dock ou en entrepôt. — Rap-

Expropriation.

port par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 476. — Discussion : M. Michel Chevalier, p. 477; S. Ex. le maréchal Niel, p. 487. — Ordre du jour.

1. — Pétitions demandant la simplification des formalités auxquelles sont assujettis les propriétaires expropriés, pour toucher à la caisse des dépôts et consignations le montant de leurs indemnités. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 494. — Ordre du jour. = Rapport par M. Corta, t. 6, p. 316. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Olivier-Jeantet, proposant diverses modifications à la loi du 3 mai 1841. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 499. — Ordre du jour.

F

Faillis. — Pétition demandant que les faillis concordataires conservent le droit d'écrire dans les journaux et la qualité d'électeur. = Pétition demandant qu'on accorde les droits d'électeur au failli déclaré excusable. — Rapports par M. de Marnas, t. 4, p. 636, 638. — Ordre du jour.

Faillites. — Pétitions relatives à des modifications à la loi des faillites. — (Voy. Code de commerce.)

FALLY (M. le général DE). — Nommé Sénateur par décret du 12 mars 1868. — Prête serment et est admis, t. 3, p. 439. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 4, p. 170.

Farine. — Pétition relative à la falsification des farines et du pain. — (Voy. Pain.)

Fers. — Pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers. — (Voy. Acquits à caution.)

FLAHAULT (M. le général comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 451. — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190.

FLANDIN (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de

commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 32; t. 7, p. 434.

Foires et marchés. — Pétition du sieur de Saint-Victor, demandant la suppression de la plupart des foires. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 1, p. 287. — Observations de S. Ém. le cardinal Donnet, t. 1, p. 289. — Ordre du jour.

FORCADE LA ROQUETTE (M. DE), *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.* — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat pendant le cours de la session, t. 1, p. 26. — Est entendu : sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 577, 608, 625, 673, 705, 711; — sur la loi relative aux douanes, t. 6, p. 453; — sur le procès-verbal de la discussion sur les douanes, t. 6, p. 491; — sur la loi relative aux caisses d'assurance, t. 6, p. 498.

Forêts.

1. — Pétition du sieur Anceaux, demandant qu'il soit permis de recueillir des herbes et de mener paître les troupeaux dans les bois ayant un certain nombre d'années, et qu'on y opère des coupes plus fréquentes. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 284. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Doudoux-Ridou, demandant qu'au moyen d'aliénations ou d'échanges, on rectifie l'alignement des forêts, qui seraient ensuite bordées de haies vives et d'un chemin de 4 mètres de largeur. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 357. — Ordre du jour.

3. — Pétition de deux cent vingt-deux habitants de Lucéran (Alpes-Maritimes), réclamant l'adoucissement du régime forestier auquel se trouve soumis, depuis l'annexion, l'ancien comté de Nice, par suite de l'application du Code forestier français. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 511. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Chancerel, demandant l'abrogation de l'article 249 du Code forestier, défendant aux par-

ticuliers d'arracher ou de défricher des bois sans avoir accompli certaines formalités. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 363. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Castillon-Duperron, demandant, pour assurer la prospérité et le développement des forêts, la création d'une section de sylviculture dans les concours régionaux agricoles. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 293. — Dépôt au bureau des renseignements.

FOREY (S. Ex. le maréchal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14.

FOULD (M. Achille). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 17.

FRANQUEVILLE (M. DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : des lois relatives aux ports de Bordeaux, Dunkerque et Gravelines, t. 4, p. 330; — des lois relatives aux conventions avec les compagnies de chemins de fer, t. 6, p. 521, 607, 662; t. 7, p. 25, 98, 174.

Fûts.

1. — Pétition de la société d'agriculture et de trois mille cent quatre-vingt-cinq habitants de l'arrondissement de Pont-l'Évêque, et de la société d'émulation de l'arrondissement de Lisieux, demandant qu'un règlement d'administration publique rende obligatoires, avant la livraison, le jaugeage des fûts et la marque de leur contenance. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 39. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, p. 43; Larabit, p. 45, 61; le général marquis de Laplace, p. 47; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 49, 63; le Rapporteur, p. 57; S. Ém. le cardinal Mathieu; p. 62. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Guérard, demandant que les fûts aient une capacité en harmonie avec le système métrique, et que des vérificateurs s'assurent de leur contenance. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 6, p. 577. — Discussion : MM. le général marquis de Laplace, p. 579; le Rapporteur, p. 588; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 590. — Ordre du jour.

G

Garde nationale mobile. — Loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile. — (Voy. Armée.)

Garde nationale mobile.

1. — Pétition du sieur Rousselot, demandant l'autorisation de verser la somme fixée pour l'exonération de la classe de 1864, afin d'exempter de la garde mobile son fils, libéré de cette classe. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 274. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur André, demandant la substitution du nom de jeune garde à celui de garde nationale mobile pour l'institution créée par la loi du 1^{er} février 1868. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 7, p. 147. — Question préalable.

GAUDIN (M.), *conseiller d'État.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1868, t. 1, p. 14. — Est entendu : sur une pétition réclamant le jaugeage et la marque obligatoires des fûts destinés au commerce des liquides, t. 1, p. 49, 63; — sur une pétition réclamant la création d'inspecteurs pour le travail des enfants dans les manufactures, t. 1, p. 282; — sur une pétition relative aux moyens de prévenir la peste bovine, t. 1, p. 530; — sur la mise à l'ordre du jour de la discussion sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 201; — sur une pétition relative au dessèchement de l'étang de Capestang, t. 3, p. 101; sur une pétition relative à l'usurpation du titre de vétérinaires par des personnes non pourvues de diplômes, t. 3, p. 144, 156; — sur une pétition relative à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, t. 3, p. 254, 264; — sur la mise à l'ordre du jour de pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 333; — sur lesdites pétitions, t. 3, p. 468, 472; — sur une pétition proposant divers moyens de prévenir les inondations de la Loire, t. 3, p. 699; —

sur une pétition relative aux expériences chirurgicales faites sur les animaux vivants, t. 4, p. 568; — sur une pétition relative aux ventes publiques de marchandises neuves, t. 5, p. 625; — sur une pétition relative aux traités de commerce, t. 6, p. 228; — sur une pétition relative à l'uniformité métrique des fûts, t. 6, p. 590; — sur une pétition relative au régime d'importation en France des vins d'Espagne, t. 6, p. 642. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi autorisant la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 677; — de la loi relative aux chemins de fer de l'Ouest, t. 6, p. 208, 328; — de la loi relative aux douanes, t. 6, p. 329, 406; — de la loi relative aux caisses d'assurance, t. 6, p. 493; — des lois relatives aux chemins de fer des Charentes et de Paris-Lyon-Méditerranée, t. 6, p. 524, 607; — de la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 662; — de la loi relative au chemin de fer d'Orléans, t. 7, p. 25.

GAUTIER (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : des lois de finances, t. 7, p. 310; — de la loi autorisant le grand chancelier de la Légion d'honneur à aliéner une certaine quantité de rentes appartenant à l'Ordre, t. 7, p. 417.

GEMEAU (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 24. — M. le Président annonce son décès, t. 2, p. 298.

Gendarmerie. — Pétition du sieur de Saint-Victor, demandant la réduction de l'effectif du corps de la gendarmerie. — Rapport par M. le général comte de La Rue, t. 1, p. 287. — Observations de S. Ém. le cardinal Donnet, p. 289. — Ordre du jour.

GENTEUR (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1868, t. 1, p. 14. — Assiste à la délibération de lois d'intérêt local, t. 4, p. 544; t. 6, p. 108; t. 7, p. 245, 422. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 666, 750; —

sur des pétitions relatives à l'exercice de l'art dentaire, t. 3, p. 301; — sur des pétitions réclamant contre le trop grand nombre des cabarets dans les campagnes, t. 4, p. 579; — sur une pétition relative à la composition de la bibliothèque populaire d'Oullins (Rhône), t. 5, p. 643, 662.

GODELLE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 3 janvier, t. 1, p. 522. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 94; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 585; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 7, p. 294.

GOMEL (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 32.

GOUIN (M.). — Nommé Sénateur par décret du 18 novembre 1867. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 28. — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445; — de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 112, t. 5, p. 715.

GOULHOT DE SAINT-GERMAIN (M. DE). — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445; — de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit de 3 millions au ministère de l'intérieur, pour subventions et secours, t. 1, p. 690; — de la commission chargée d'examiner la loi sur l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 471; t. 4, p. 350; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 415; — de la commission chargée d'examiner la loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 5, p. 666;

— de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 92; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 258. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 64; t. 3, p. 127, 179, 338, 730; t. 4, p. 76; t. 5, p. 608; t. 6, p. 122. — Fait des rapports : sur la loi portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1868, budget extraordinaire, d'un crédit de 3 millions pour subventions aux travaux d'utilité communale et pour secours exceptionnels à distribuer par les institutions de bienfaisance, t. 2, p. 9; — sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 542; — sur la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse pour leur exécution, t. 6, p. 383. — Est entendu sur une pétition relative à l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 372.

GOUPIL (M.), *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération; de la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'Etat et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 194; — de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 341; — de lois d'intérêt local, t. 6, p. 717.

GOUSSARD (M.), *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 3, p. 432; t. 7, p. 302; — de la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 231; — de la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, pour la création d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 7, p. 9; — des lois de finances, t. 7, p. 310.

GOYON (M. le général comte de). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14.

- GRANDPERRET (M.), conseiller d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi sur la presse, t. 4, p. 178, 262, 350, 427.
- GRANGE (M. le marquis DE LA).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14. — Est nommé membre : de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748; — d'une commission chargée d'examiner trois lois relatives aux ports de Dunkerque, de Gravelines et de Bordeaux, t. 4, p. 162; — d'une commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières de conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et des Charentes, t. 6, p. 92. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 13; t. 6, p. 577, 639, 647. — Fait un rapport sur deux lois relatives aux chemins de fer des Charentes et de Paris-Lyon-Méditerranée, t. 6, p. 521. — Est entendu : sur une pétition relative à l'agrandissement du cimetière protestant de Bordeaux, t. 3, p. 87, 93; — sur des pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 461; — sur une pétition réclamant l'érection de Trouville en chef-lieu de canton, t. 6, p. 30; — comme rapporteur, sur une pétition relative à l'uniformité métrique des fûts, t. 6, p. 588; — comme rapporteur, sur une pétition relative au régime d'importation des vins d'Espagne, t. 6, p. 645; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant la réduction de moitié des droits sur les vins à l'entrée de Paris, t. 6, p. 725, 780.
- Gravelines.** — Loi portant acceptation de l'offre faite par la ville de Gravelines d'avancer à l'État une somme de 788 000 fr., pour travaux d'amélioration du port. — (Voy. Ports.)
- GRICOURT (M. le marquis DE).** — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 228; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 608. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 270, 419; t. 5, p. 695.
- GRIVEL (M. le vice-amiral baron).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14.

GROS (M. le baron). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14.

GROSSOLLES-FLAMARENS (M. le comte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444 ; — secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190 ; — secrétaire du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586 ; — secrétaire du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747 ; — secrétaire du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 93 ; — secrétaire du 2^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 26 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 370, 691 ; t. 2, p. 442 ; t. 6, p. 169 ; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 350 ; t. 7, p. 416 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame du Martray, t. 6, p. 2 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, pour la création d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 382 ; — d'une commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, t. 6, p. 660 ; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173. — Demande la question préalable : sur une pétition relative au rétablissement de l'empire romain sous le sceptre du roi d'Italie, t. 2, p. 141 ; — sur deux pétitions relatives à la formation d'un congrès universel, qui serait chargé de régler les différends entre nations, t. 3, p. 288. — Rectifie une observation de M. Larabit concernant le blâme adressé par l'Empereur à un officier général qui s'était placé à la tête d'affaires industrielles douteuses, t. 6, p. 90.

GUDIN (M. le général comte). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée d'examiner la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 4, p. 259. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 93. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25 ; — d'une

commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 662; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 92. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 323, 349, 384, 387; t. 2, p. 163, 523; t. 3, p. 175, 579; t. 4, p. 134, 139, t. 7, p. 134. — Est entendu, comme rapporteur : sur une pétition relative à l'exemption du recrutement accordée aux fils d'étrangers nés et résidant en France, t. 1, p. 348; — sur une pétition relative à l'exemption du service militaire accordée au frère d'un soldat sous les drapeaux, t. 1, p. 386; — sur une pétition relative à la création d'une médaille commémorative des campagnes d'Afrique, t. 4, p. 136.

GUILLEMOT (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 6, p. 294, 493.

H

Haiti. — Pétition de cent quatre-vingt-seize habitants de plusieurs départements, demandant l'exécution de divers traités conclus entre la France et le gouvernement d'Haiti, concernant les sommes stipulées comme indemnité d'expropriation des propriétaires de Saint-Domingue. — (*Voy. Saint-Domingue.*)

Hannetons. — Pétition du sieur Morlet, demandant qu'une loi rende obligatoire la destruction des hannetons. — Rapport par M. le duc de Tascher La Pagerie, t. 6, p. 14. — Ordre du jour.

Haubans (Peine des). — Pétition demandant la suppression de cette peine. — (*Voy. Marine.*)

HAUSSMANN (M. le baron). — Fait : un rapport collectif sur quatre-vingt-six pétitions, t. 1, p. 221; — d'autres rapports de pétitions, t. 1, p. 269. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition relative aux successions des

personnes entrant dans les établissements religieux, t. 1, p. 267; — comme rapporteur, sur une pétition relative à la chasse, t. 1, p. 268; — sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 615, 731.

HECKEREN (M. le baron DE). — Est appelé au bureau, pour siéger en qualité de secrétaire provisoire à la séance du 19 novembre 1867, t. 1, p. 13. — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril, t. 3, p. 687. — Est entendu sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 549, 585.

HEURTIER (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire, t. 5, p. 2; — de la loi relative aux chemins de fer de l'Ouest, t. 6, p. 208; — de la loi relative aux chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, t. 6, p. 521, 607; — de la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer, t. 6, p. 662; — de la loi relative au chemin de fer d'Orléans, t. 7, p. 25; — de loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 98. — Est entendu sur le projet de loi relatif aux chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, t. 6, p. 623, 663.

Hospices et hôpitaux.

1. — Pétition du sieur Louis, demandant qu'on facilite les sorties des pensionnaires des hospices pour la vieillesse au dehors de l'hôpital. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 295. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Latailhède, demandant l'abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 31 octobre 1824, disposant que les aumôniers des hospices civils sont nommés par les évêques sur la présentation de trois candidats par la commission administrative. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 406. — Ordre du jour.

3. — Pétition du docteur Simon, demandant l'admission dans les hôpitaux des malades indigents habitant les communes rurales. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 629. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

4. — Pétition d'administrateurs d'hospices, relative à la répartition entre les hospices des dépenses des enfants assistés. — (Voy. Enfants assistés.)

5. — Pétition demandant la restitution aux familles des objets laissés par les personnes décédées dans les maisons appartenant à l'assistance publique. — (Voy. Assistance publique.)

HUBERT-DELSLE (M.), *l'un des secrétaires élus*. — Est élu secrétaire pour la session de 1868, t. 1, p. 15. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances: du 3 janvier, t. 1, p. 522; du 11 février, t. 3, p. 4. — Est nommé: secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — secrétaire du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est nommé membre: de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 1, p. 596; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — d'une commission chargée d'examiner trois lois relatives aux ports de Dunkerque, de Gravelines et de Bordeaux, t. 4, p. 162; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 667; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 386, 571; t. 6, p. 54, 63. — Fait un rapport sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 290. — Est entendu: sur une pétition réclamant le jaugeage et la marque obligatoires des fûts destinés au commerce des cidres, t. 1, p. 43; — sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 692; — sur la loi relative à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Mayenne (Mayenne), t. 2, p. 3; — sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 213;

— sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 490, 517; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre l'intervention des sénateurs dans les affaires industrielles, t. 6, p. 60; — sur une pétition réclamant la réduction de moitié des droits sur les vins à l'entrée de Paris, t. 6, p. 747; — sur une pétition réclamant l'abrogation de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt, t. 7, p. 87; — sur la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 173, 203, 223.

Huissiers. — Pétition des sieurs Duperron, demandant que les effets de commerce, chèques, billets à ordre et traites *sans frais*, ne soient pas présentés au paiement par les huissiers; et que le recouvrement des effets *avec frais* ne soit confié aux huissiers qu'après la présentation préalable des porteurs. — Rapport par M. de Marnas, t. 6, p. 656. — Ordre du jour.

Husson (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14; t. 3, p. 4. — M. le Président annonce son décès, t. 3, p. 745.

I

Impôts.

1. — Pétition de seize employés du chemin du Nord, demandant si, demeurant en hôtel meublé, ils peuvent être soumis à la contribution mobilière. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénélon, t. 4, p. 576. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant la création d'un impôt sur les célibataires. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénélon, t. 4, p. 577. — Ordre du jour. = Rapport par M. le duc de Tascher La Pagerie, t. 6, p. 15. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Peyronnet, demandant que les réclamations en matière d'impôts puissent, dans les communes autres que les chefs-lieux d'arrondissement, être remises directement au maire, lequel les transmettrait avec

avis au préfet du département. — Rapport par M. Corta, t. 2, p. 181. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Courrégés, ayant pour but de changer les bases sur lesquelles est établi actuellement l'impôt frappant la fortune mobilière. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 112. — Ordre du jour.

5. — Pétition du docteur Magniaux, sollicitant l'adoption de diverses mesures destinées à assurer dans les communes le contrôle des contribuables sur la répartition des impôts. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 118. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Brunel, demandant que les taxes spéciales pour les bourses et chambres de commerce frappent tous les commerçants ou seulement ceux dont les intérêts nécessitent la création de bourses. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 121. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Vaudoré, demandant : 1° que le taux de la contribution mobilière soit fixé d'après la valeur des meubles du contribuable et non d'après le taux d'évaluation de son loyer; 2° que les travaux des répartiteurs soient portés par voie d'affiches à la connaissance du public, afin que les intéressés puissent faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 123. — Ordre du jour.

8. — Pétition du sieur Fauroux, se plaignant d'avoir été indûment imposé à la contribution personnelle mobilière et à la taxe des prestations pour les chemins vicinaux, et demandant la restitution des sommes qu'il a payées au Trésor. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 374. — Ordre du jour.

9. — Pétition du baron de Claye, réclamant une nouvelle répartition de l'impôt entre la partie agricole et la partie forestière du département des Landes. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 4, p. 111. — Ordre du jour.

10. — Pétition du sieur Jacquier-Chatrier, demandant que la contribution foncière ne devienne obligatoire qu'à partir de l'expiration du premier semestre de l'année, et

par douzièmes, comme précédemment. — Rapport par M. Gouin, t. 5, p. 718. — Ordre du jour.

11. — Pétition du sieur Latapie, demandant qu'on change le mode d'expertise adopté en matière de réclamations contre la contribution foncière. — Rapport par M. de Marnas, t. 6, p. 654. — Ordre du jour.

Incendies. — Pétition du sieur Dufour, demandant qu'il soit pris certaines mesures de police, de nature à prévenir les incendies. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 428. — Ordre du jour. — (*Voy. aussi Code pénal, n° 3.*)

Incompatibilité. — Pétition demandant que la dignité de sénateur soit incompatible avec toute fonction salariée dans des affaires industrielles. — (*Voy. Sénateurs.*)

Indemnités.

1. — Pétition du sieur Leroy, demandant une indemnité pour ne pas avoir obtenu la restitution de plans et dessins transmis à l'Empereur, ce qui l'a empêché de prendre un brevet d'invention dont la vente lui était assurée. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 741. — Question préalable.

2. — Du sieur Metzger, demandant le paiement d'une indemnité qui lui a été allouée par le gouvernement Chilien comme dédommagement de pertes subies au Chili. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 6, p. 232. — Ordre du jour.

3. — Pétitions réclamant le paiement d'indemnités dues par des communes, par suite de jugements. — (*Voy. Communes.*)

4. — Pétition relative à l'indemnité de Saint-Domingue. — (*Voy. Saint-Domingue.*)

Inondations. — Pétition du sieur Manière, proposant divers moyens de prévenir les inondations de la Loire. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 3, p. 692. — Observations de M. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 3, p. 699. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Instituteurs.

1. — Pétitions appelant l'intérêt du Sénat sur les instituteurs en retraite. — Rapport par M. le général Thiry, t. 1, p. 493. — Ordre du jour. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 503. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Maignon, réclamant la franchise postale pour la correspondance échangée entre les instituteurs libres et les inspecteurs primaires. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 152. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Dauzié, demandant l'augmentation du traitement des instituteurs primaires. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 163. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Pheulpin, se plaignant de ce que les instituteurs chargés de l'enseignement dans les écoles gratuites, subissent la suppression de l'allocation supplémentaire accordée en vertu de l'article 5 du décret du 31 décembre 1853. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 3, p. 11. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Fromet, demandant que les instituteurs publics puissent être admis à jouir du bénéfice de la retraite après trente ans de service, sans condition d'âge. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 56. — Ordre du jour.

6. — Pétitions du sieur Kentzel et du sieur Garros, signalant divers moyens d'améliorer la position des instituteurs. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 640, 641. — Ordre du jour.

Instruction publique.

1. — Pétition de quarante-deux habitants de Pujaut (Gard), qui se plaignent de l'opposition faite par M. le préfet du Gard à l'ouverture dans leur commune d'une école libre dirigée par des frères. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 161. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Debruyser, demandant que les instituteurs primaires libres, tenant une pension dans une ville ayant un lycée ou un collège, soient autorisés à faire suivre à leurs élèves les cours de ces établissements. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 193. — Ordre du jour.

Instruction religieuse. — Pétition du maire, du conseil municipal et de cinq habitants de Malling (Moselle), alléguant que le curé de Malling refuse de faire usage de la langue française pour l'instruction religieuse des enfants de la commune, et qu'il ne veut pas admettre à la première communion ceux qui ne peuvent s'exprimer qu'en français; ils demandent qu'on fasse cesser ces exigences illégales. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 7, p. 149. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'instruction publique.

Intérêt de l'argent.

1. — Pétition du sieur Fabry, demandant l'application à la Banque de France de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 3, p. 7. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant l'abrogation de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 7, p. 79. — Observations de M. Hubert-Delisle, t. 7, p. 87. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au ministre de la justice.

Interpellations. — Interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie. — Dépôt de la demande par M. le baron Dupin, t. 1, p. 22. — Autorisation, t. 1, p. 28. — Lecture de la demande, t. 1, p. 29. — Incident à l'occasion de l'inobservation du règlement pour le dépôt de l'interpellation, son objet ayant été indiqué en séance générale avant l'autorisation des bureaux: MM. Larabit, le baron Dupin, le vicomte de La Guéronnière, le Président, Le Verrier et le baron Brenier, t. 1, p. 30 à 33. — Discussion: M. le baron Dupin, t. 1, p. 74; S. Ém. le cardinal de Bonnechose, p. 107, 138, 139; S. Ém. le cardinal Donnet,

p. 126; M. Rouland, p. 136; S. G. Mgr Darboy, p. 167; S. Ex. le marquis de Moustier, *ministre des affaires étrangères*, p. 184; M. le vicomte de La Guéronnière, p. 205. — Ordre du jour. — Incident relatif : 1° à l'inexécution du règlement en ce qui concerne le mode employé pour le vote sur l'interpellation; 2° à la clôture prématurée de la discussion (*Voy. Procès-verbaux*, n° 1).

Inventions. — Loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire. — (*Voy. Expositions publiques.*)

Italie. — Interpellation sur les affaires d'Italie et la nouvelle expédition de Rome. — (*Voy. Interpellations.*)

J

JAHAN (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative aux chemins de fer des Charentes, t. 6, p. 524, 607; — de la loi autorisant le grand chancelier de la Légion d'honneur à aliéner une certaine portion de rentes appartenant à l'Ordre, t. 7, p. 417.

JOLIBOIS (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi sur la presse, t. 4, p. 178, 262, 350, 427; — de la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 680.

Juridiction d'appel. — Pétition relative à des modifications à apporter à cette juridiction. — (*Voy. Appel.*)

Jury. — Pétition du sieur Hervé, demandant certaines modifications à l'institution du jury. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 639. — Ordre du jour.

L

LA BÉDOYÈRE (M. le comte DE). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 16.

LABORDE (M. le marquis DE). — Nommé Sénateur, par décret du 2 mai 1868. — Prête serment et est admis, t. 4, p. 330.

LACAZE (M.). — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25 ; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688 ; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières contenues dans deux conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et : 1^o la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne ; 2^o la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 328 ; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173 — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 588 ; t. 2, p. 166, 508 ; t. 6, p. 42. — Est entendu : sur la position de la question pour le vote des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 395 ; — sur une pétition réclamant contre l'intervention des sénateurs dans les entreprises industrielles, t. 6, p. 62.

LADMIRAULT (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 25.

LADOUCKETTE (M. le baron DE). — Est nommé secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 39, 271, 284, 302, 328, 353 ; t. 2, p. 147 ; t. 3, p. 143, 164, 494, 715 ; t. 4, p. 141, 372, 575, 623 ; t. 6, p. 126. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant le jaugeage et la marque obligatoires des fûts destinés au commerce des cidres, t. 1, p. 57 ; — sur une pétition relative à l'exemp-

tion du recrutement accordée aux fils d'étrangers nés et résidant en France, t. 1, p. 344; — comme rapporteur, sur une pétition relative aux moyens de prévenir la peste bovine, t. 1, p. 340; — comme rapporteur, sur une pétition relative à l'usurpation du titre de vétérinaire par des personnes non pourvues de diplômes, t. 3, p. 159, 163; — sur la mise à l'ordre du jour de pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 326; — comme rapporteur, sur des pétitions réclamant contre le trop grand nombre des cabarets dans les campagnes, t. 4, p. 595.

LA GUÉRONNIÈRE (M. le vicomte DE). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, t. 6, p. 660. — Fait un rapport de pétition, t. 2, p. 60. — Est entendu : dans un incident sur l'inobservation du règlement en ce qui concerne le dépôt de la demande d'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 35, 36; — contre la clôture de la discussion sur ladite interpellation, t. 1, p. 205; — sur le procès-verbal de l'incident relatif à la clôture de la discussion sur l'interpellation, t. 1, p. 214; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 465; — sur la mise à l'ordre du jour de pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 322, 327, 333; — sur lesdites pétitions, t. 3, p. 468, 470, 490; — sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 367.

LA HIRTE (M. le général vicomte DE). — Est nommé : vice-président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-président du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — vice-président du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — président du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 7, p. 94. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner une loi relative à une cession de terrains à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 445; — de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit de 400 000 fr. au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 1, p. 691. — Est entendu sur une pétition relative à la création d'une médaille commémorative des campagnes d'Afrique, t. 4, p. 136.

Landes (Département des). — Pétition réclamant une nouvelle répartition de l'impôt entre la partie agricole et la partie forestière de ce département. — (*Voy.* Impôts, n° 9.)

LAPLACE (M. le général marquis DE). — Est nommé : président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — président du 5^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 587; — vice-président du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 26; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des cessions de terrains, t. 1, p. 445, t. 6, p. 259; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 472; t. 4, p. 608; t. 5, p. 519; t. 7, p. 416; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414; — de la 7^e commission des pétitions, t. 3, p. 95; — de la commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 3, p. 584; — de la commission chargée d'examiner la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 5, p. 667; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 168; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitry à Fougères, t. 6, p. 661; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'aliénation, par le grand chancelier de la Légion d'honneur, d'une certaine quantité de rentes, dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 353; t. 3, p. 438; t. 6, p. 34; t. 7, p. 147. — Fait des rap-

ports : sur des lois relatives à des cessions de terrains, t. 1, p. 524 ; t. 5, p. 603 ; t. 6, p. 368 ; — sur des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 5, p. 6 ; t. 7, p. 436 ; — sur la loi relative au chemin de fer de Vitry à Fougères, t. 7, p. 120. — Est entendu : sur une pétition réclamant le jaugeage et la marque obligatoires des fûts destinés au commerce des cidres, t. 1, p. 47 ; — sur une pétition relative à l'exemption du service militaire accordée au frère d'un militaire sous les drapeaux, t. 1, p. 586. — Donne des explications sur le retard apporté au rapport d'une pétition relative aux tarifs de l'octroi de mer à la Guadeloupe, t. 6, p. 407. — Est entendu sur une pétition relative à l'uniformité métrique des fûts, t. 6, p. 579.

LARABIT (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 7, p. 3. — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190 ; — vice-président du 5^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 3, p. 452. — Fait un rapport au nom de cette commission, t. 3, p. 438. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3 p. 414 ; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 95. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 374, 427, 737, 753 ; t. 5, p. 697. — Soulève un incident à l'occasion de l'inobservation du règlement en ce qui concerne le dépôt de la demande d'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 30, 35. — Est entendu : sur une pétition réclamant le jaugeage et la marque obligatoires des fûts destinés au commerce des cidres, t. 1, p. 45, 61 ; — dans un incident sur le procès-verbal, à l'occasion de la clôture de la discussion sur les affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 215 ; — sur des pétitions relatives à la loi sur l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 302 ; — sur la clôture de la discussion sur la loi de l'armée, t. 2, p. 462 ; — sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 530 ; — comme rapporteur, sur une pétition relative aux secours alloués aux anciens militaires,

t. 5, p. 707; — sur une pétition réclamant contre l'intervention des sénateurs dans les affaires industrielles, t. 6, p. 59, 61.

LA RIBOISIÈRE (M. le comte DE). — Est entendu : sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 452; — sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 572, 656. — M. le Président annonce son décès, t. 3, p. 584.

LA RUË (M. le général comte DE), *l'un des vice-secrétaires*. — Est élu vice-secrétaire pour la session de 1868, t. 1, p. 15. — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — président du 5^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 112. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit de 400 000 fr. au budget extraordinaire de l'Algérie, t. 1, p. 691; — de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 114; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 414; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 588; t. 4, p. 349; t. 5, p. 585, 667; t. 6, p. 259, 593; t. 7, p. 93, 174; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 70; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'échange d'immeubles, t. 4, p. 608; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 94; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame du Martray, t. 6, p. 2; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1868, t. 6, p. 382; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Vitry à Fougères, t. 6, p. 661; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7,

p. 173 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 295. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 286; t. 6, p. 22. — Fait des rapports : sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 327 ; — sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1868, t. 6, p. 362. — Est entendu : sur une pétition relative à l'exemption du recrutement accordée aux fils d'étrangers nés et résidant en France, t. 1, p. 327 ; — sur la loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 400 000 fr., au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 2, p. 18 ; — sur la loi relative au recrutement de l'armée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 319.

LAVAILLETTE (M. le marquis DE). — Est entendu sur une pétition relative aux secours accordés aux anciens militaires, t. 5, p. 705.

LEBRUN (M.). — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 27. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 584 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame du Martray, t. 6, p. 2 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 662.

LEFEBVRE-DURUFLÉ (M.). — Est nommé membre de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 115 ; t. 3, p. 692 ; t. 7, p. 305. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 453 ; — sur une pétition relative au rétablissement de l'empire romain sous le sceptre du roi d'Italie, t. 2, p. 142 ; — sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 546.

— Demande l'impression du rapport et l'ajournement de la discussion sur une pétition réclamant contre les traités de commerce, t. 5, p. 723. — Est entendu : sur la pétition relative aux traités de commerce, t. 6, p. 221 ; — sur la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 498.

Légion d'honneur. — Loi autorisant le grand chancelier de la Légion d'honneur à aliéner une certaine quantité de rentes, dont le produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 237. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 7, p. 417. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 421.

Légion d'honneur.

1. — Pétition de six tambours ou trompettes de la garde nationale de Paris, décorés en 1848, demandant à jouir du traitement affecté à la croix de la Légion d'honneur. — Rapport par M. le général comte de La Rue, t. 1, p. 287. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Pasquini, demandant que les décrets de nomination dans la Légion d'honneur d'un fonctionnaire civil, spécifient l'objet et la nature des services qu'il a rendus à l'Etat. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 633. — Question préalable.

Legs. — Pétition de l'abbé Viguier, demandant de nouveau la réduction des formalités que doivent subir les congrégations religieuses pour être autorisées à accepter les libéralités qui leur sont faites par testament ou par donation. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 294. — Ordre du jour.

LE PLAY (M.) — Nommé Sénateur par décret du 29 décembre 1867. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 527.

LEROY (M. le baron ERNEST). — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 445. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit au ministre de l'intérieur pour subventions et secours, t. 1, p. 690 ; — de commissions chargées d'exa-

miner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 588; t. 7, p. 416.
 — Fait un rapport sur trois lois d'intérêt local, t. 3, p. 632. — Est entendu sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 555, 566.

LE ROY DE SAINT-ARNAUD (M.). — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 25; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — secrétaire du 5^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 1, p. 596; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques autorisées par l'administration dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 608; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 667; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières contenues dans deux conventions passées entre le ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics et : 1^o la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne; 2^o la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 328; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 7, p. 294; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 417. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 183, 218, 476, 490; t. 3, p. 53, 65, 182, 288, 361, 423, 741; t. 4, p. 626; t. 6, p. 157. — Fait des rapports : sur la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, t. 6, p. 295; — sur la loi relative au chemin de fer d'Orléans, t. 7, p. 25. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 458, 463; — sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 715; — sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 632; — sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 427; —

sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 520; — sur la loi relative aux caisses d'assurance, t. 6, p. 505, 510.

LESSEPS (M. le comte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24; — vice-secrétaire du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 748. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 519; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167.

LESTIBOUDOIS (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois relatives aux ports de Bordeaux, Dunkerque et Gravelines, t. 4, p. 530; — de la loi autorisant la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 677; — de la loi sur les douanes, t. 6, p. 406; — d'une loi relative à une cession d'immeubles, t. 7, p. 35; — de la loi relative à la concession à la ville de Moutiers (Savoie) de la saline de Moutiers pour être convertie en établissement thermal, t. 7, p. 243.

LEVASSEUR (M. le général). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 20.

LE VERRIER (M.). — Est nommé : secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 25; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation d'une convention portant cession réciproque de terrains entre l'État et la société immobilière de Paris, t. 5, p. 519; — de la commission chargée d'examiner la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50000 fr. applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 584; — de la commission chargée d'examiner la loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 5, p. 666; — de la com-

mission chargée d'examiner la loi relative à l'émission par la compagnie du canal maritime de Suez, de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 468; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 258; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 660; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie de l'emprunt à contracter par la commission européenne du Danube, t. 7, p. 295. — Fait des rapports : sur la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 680; — sur la loi relative aux chemins de fer de l'Ouest, t. 6, p. 208; — sur la loi relative à l'émission par la compagnie du canal de Suez de titres remboursables avec lots, t. 6, p. 339; — sur la loi relative aux chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 538; — sur la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 7, p. 31. — Est entendu : dans un incident sur l'inobservation du règlement, en ce qui concerne le dépôt de la demande d'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 4, p. 37; — sur une pétition relative aux moyens de prévenir la peste bovine, t. 4, p. 537, 545; — sur des pétitions réclamant contre le trop grand nombre des cabarets dans les campagnes, t. 4, p. 605. — Déclare, comme membre de la commission, ne pas avoir adhéré aux conclusions d'ordre du jour proposées sur les pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 190. — Est entendu : sur la loi qui ouvre un crédit pour une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 687; — sur la loi relative à l'exécution de plusieurs chemins de fer (*Sothevast à Contances*), t. 6, p. 713; — sur une pétition réclamant la réduction de moitié des droits sur les vins à l'entrée de Paris, t. 6, p. 650, 726, 786; —

sur la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 196.

L'HÔPITAL (M.), conseiller d'État. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1868, t. 1, p. 14. — Assiste à la délibération : de lois relatives à des cessions de terrains ou à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 524; t. 5, p. 603; t. 6, p. 367; t. 7, p. 35, 226; — de lois d'intérêt local, t. 3, p. 632; t. 6, p. 311, 570; — de la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 281; — de la loi tendant à autoriser la compagnie du canal maritime de Suez à faire une émission de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 338; — de la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique pour l'exploitation d'un service postal entre Panama et Valparaiso, t. 7, p. 9. — Est entendu : sur des pétitions relatives au régime des sels, t. 3, p. 650; — sur une pétition proposant un moyen de fixer l'assiette de la propriété rurale, t. 4, p. 622; — sur une pétition réclamant la réduction de moitié des droits sur les vins à l'octroi de Paris, t. 6, p. 758; t. 7, p. 2.

Liqueurs. — Pétition du sieur Rayne, reprochant à l'administration de percevoir d'une manière différente et inégale l'impôt sur les liqueurs suivant qu'elles sont fabriquées à Paris ou en province. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 415. — Ordre du jour.

Livrets d'ouvriers. — Pétition relative à la non-exécution par la fabrique d'Elbeuf de la loi de 1850 qui enjoint d'inscrire les conventions entre patrons et ouvriers, en matière de tissage, sur un livret appartenant à l'ouvrier et qui doit rester entre ses mains. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 125. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Locataires. — Pétition du sieur Nogier, demandant la simplification des formes de procédure employées pour expulser les locataires qui ne payent pas leurs loyers. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 65. — Ordre du jour.

Loyers (Cherté des). — Pétition du sieur Lamothe, présentant diverses considérations sur la cherté des loyers, et demandant, pour obvier à cet inconvénient, qu'on impose les locaux non loués. — Rapport par M. Dariste, t. 3, p. 57. — Ordre du jour.

LYAUTEY (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14. — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 523.

M

MAC-MAHON, duc de MAGENTA (S. Ex. le maréchal DE). — Est entendu sur la loi qui ouvre un crédit de 2 millions au budget de l'Algérie, pour secours aux populations les plus éprouvées par la manque de récoltes, t. 3, p. 590.

Magistrature. — Pétition du sieur Deiche, demandant que le décret du 1^{er} mars 1832, sur la retraite des magistrats, soit rapporté. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 195. — Ordre du jour.

MAGNE (S. Ex. M.), ministre des finances. — Est chargé, par délégation spéciale, de prendre part à la discussion : de la loi sur les chemins vicinaux, t. 6, p. 74 ; — des lois de finances, t. 7, p. 288.

Maires.

1. — Pétition des conseillers municipaux de Bitche (Moselle), demandant la révocation du maire qui aurait fait entrer, en violation de la loi, des soldats dans la salle des délibérations du conseil. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 503. — Ordre du jour.

2. — Pétition de quatre habitants de Monein (Basses-

Pyrénées), réclamant contre la nomination aux fonctions de maire, de l'instituteur de la commune. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 560. — Ordre du jour.

3. — Pétition de trois habitants de la Barthe de Neste (Hautes-Pyrénées), demandant l'annulation du décret qui nomme le maire de leur commune, à raison de son degré de parenté avec plusieurs membres du conseil municipal. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 565. — Ordre du jour.

4. — Pétition d'habitants de Sainte-Marie-Ficaniella (Corse), demandant l'ouverture d'une enquête sur la gestion du maire de leur commune. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 3, p. 138. — Ordre du jour.

5. — Pétitions de conseillers municipaux de Roquecourbe (Tarn), critiquant la gestion du maire de leur commune. — Rapport par M. de Maupas, t. 3, p. 192. — Question préalable. — Rapport par M. de Marnas, t. 6, p. 31. — Question préalable.

6. — Pétition du sieur Flory, demandant que les décrets de révocation des maires soient motivés comme les décisions judiciaires. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 434. — Ordre du jour.

Maîtres de poste.

1. — Pétition du sieur Viennois, réclamant une indemnité en faveur des maîtres de poste pour les dédommager des pertes que leur a causées l'établissement des chemins de fer. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 579. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Baud, sollicitant la suppression du paiement de l'indemnité due actuellement par les entrepreneurs de voitures publiques aux maîtres de poste dont ils n'emploient pas les chevaux. — Rapport par M. Gouin, t. 5, p. 716. — Observation de M. Suin, p. 717. — Question préalable.

MALLET (M. le comte). -- Est nommé : président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-président du

4^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — président du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — vice-président du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 93; — président du 3^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 418; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 585; — de la commission chargée d'examiner la loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 5, p. 666; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'émission, par la compagnie du canal maritime de Suez, de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 168; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 258.

MANCEAUX (M.), conseiller d'État. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions, pendant la session de 1868, t. 1, p. 14. — Est entendu : sur une pétition relative à l'exemption du recrutement accordé aux fils d'étrangers nés et résidant en France, t. 1, p. 331; — sur des pétitions demandant qu'il ne soit pas donné suite au projet de loi sur la réorganisation de l'armée, t. 1, p. 494; — sur une pétition relative à l'exemption d'un jeune soldat compris à tort dans le contingent, t. 3, p. 309; — sur une pétition relative à la création d'une médaille commémorative des campagnes d'Afrique, t. 4, p. 137; — sur une pétition relative au cumul des secours alloués aux anciens militaires, t. 5, p. 707. — Assiste à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 3, p. 432; t. 6, p. 3; — de la loi relative à l'emprunt de la commission européenne du Danube, t. 7, p. 402.

Mandataires. — Pétition du sieur Faure, demandant le changement des articles de nos codes relatifs à la position légale des mandataires. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 400. — Ordre du jour.

Manufactures. — Pétitions relatives au travail des enfants dans les manufactures. — (*Voy.* Enfants.)

Marchés de Paris. — Pétition de marchands forains qui se plaignent de n'avoir pas été admis dans les nouveaux marchés de Paris. — Rapport par M. le duc de Cambacérès, t. 4, p. 354. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Mariage. — Pétition demandant des modifications à la législation sur le mariage. — (*Voy.* Code Napoléon, nos 4 et 5.)

Marine.

1. — Pétition du sieur Glorieux, réclamant la suppression de la peine disciplinaire des *haubans*. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 64. — Ordre du jour.

2. — Pétition de capitaines et armateurs de navires marchands, demandant : 1° l'adoption dans tous les pays maritimes d'une formule unique de jaugeage; 2° la faculté, pour une certaine catégorie de navires, de ne pas se servir de pilote; 3° la création de *coqueries* gratuites; 4° le remplacement d'un certain nombre de capitaines et de sergents de ports, trop âgés pour faire un bon service. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 1, p. 346. — Observations de M. Chamblain, *commissaire du Gouvernement*, p. 553. — Ordre du jour sur les trois premières parties; renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de la quatrième.

3. — Pétition du sieur Jobredot, demandant l'autorisation de poursuivre M. le ministre de la marine en règlement de compte d'une pension qui doit lui être servie par délégation sur le traitement de son fils, garde du génie à la Guyane. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-laumez, t. 3, p. 408. — Question préalable.

MARNAS (M. DE). — Nommé Sénateur, par décret du 18 novembre 1867. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 371.

— Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — vice-secrétaire du 1^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'Etat et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 114; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 229; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 608; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 94; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 5, p. 667; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, pour l'exploitation d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 382. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 141, 198, 309, 415; t. 4, p. 636; t. 5, p. 614; t. 6, p. 23, 38, 651. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition relative à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, t. 3, p. 246.

MARTINPREY (M. le général vicomte de). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14, 443; t. 2, p. 193; t. 3, p. 263, 583.

Matérialisme.

1. — Pétitions relatives à l'enseignement du matérialisme à la Faculté de médecine de Paris. — (*Voy. Enseignement supérieur.*)

2. — Pétitions réclamant l'interdiction de professer le matérialisme, et la promulgation d'un sénatus-consulte qui interdirait de discuter les principes fondamentaux de la

morale publique. — Rapports par M. Mérimée, t. 6, p. 18, 20. — Ordre du jour.

MATHIEU (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 218; t. 3, p. 583. — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24. — Est entendu : sur une pétition réclamant le jaugeage et la marque obligatoire des fûts destinés au commerce du cidre, t. 1, p. 62; — sur des pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 469; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 253, 365.

MAUPAS (M. DE). — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 227; — secrétaire du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586; — secrétaire du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 2, p. 472; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 519. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 472; t. 3, p. 491. — Fait un rapport sur une loi d'intérêt local, t. 2, p. 543. — Est entendu : sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 178; — sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 452, 511.

Maximilien, empereur du Mexique. — Pétitions demandant que le Gouvernement français poursuive la réparation de la mort de S. M. l'empereur Maximilien. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 490. — Ordre du jour.

Médaille d'Afrique. — Pétition du sieur Chaulet, demandant qu'il soit créé une médaille commémorative des campagnes d'Afrique. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 4, p. 134. — Discussion : S. Ém. le cardinal Donnet, p. 135; MM. le Rapporteur, p. 136; le général vicomte de La Hitte, *ibid*; Chaix d'Est-Ange,

p. 137; Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, *ibid.* —
Ordre du jour.

Médecine.

1. — Pétitions relatives à l'exercice de la médecine.
— Rapport par M. Conneau, t. 3, p. 302. — Renvoi au
ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux pu-
blics, et au ministre de l'instruction publique.

2. — Pétition de trois médecins de Bastia (Corse), ré-
clamant contre l'inexécution, en Corse, de la loi sur l'exer-
cice de la médecine. — Rapport par M. Conneau, t. 3,
p. 305. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Toussaint, demandant qu'on
fasse examiner un procédé qu'il a découvert pour la gué-
rison de la fièvre. — Rapport par M. le comte de Béarn,
t. 4, p. 59.

Médecins. — Pétition du sieur Delaunay, demandant que les
médecins soient tenus d'écrire lisiblement leurs ordon-
nances. — Rapport par M. le général comte de La Ruë,
t. 1, p. 286. — Ordre du jour.

MELLINET (M. le général). — Est nommé : vice-secrétaire du
1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-président
du 5^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé
membre : de la commission chargée d'examiner la loi ou-
vrant un crédit de 400 000 fr. au budget extraordinaire de
l'Algérie, exercice 1868, t. 1, p. 691; — de la commission
chargée d'examiner la loi relative à une cession réciproque
de terrains entre l'État et la ville de Grenoble, t. 6, p. 259;
— de la commission chargée d'examiner la loi relative à
un appel de 100 000 hommes sur le contingent de 1868,
pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 6,
p. 382; — d'une commission chargée d'examiner une loi
relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 92; — de la
commission chargée d'examiner la loi relative à la con-
cession à la ville de Moutiers (Savoie) de la saline de Mou-
tiers, pour être convertie en établissement thermal, t. 7,
p. 173; — de la commission chargée d'examiner la loi
relative à l'aliénation, par le grand chancelier de la Lé-
gion d'honneur, d'une certaine quantité de rentes, dont le

produit sera affecté à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtiments, t. 7, p. 295.

MENTQUE (M. DE), *l'un des secrétaires élus*. — Est élu secrétaire pour la session de 1868, t. 1, p. 15. — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24 ; — secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444 ; — secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190 ; — secrétaire du 3^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 587 ; — secrétaire du 2^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 1, p. 522. — Fait un rapport au nom de cette commission, t. 1, p. 527. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 115 ; t. 6, p. 661 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 228 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 749 ; t. 5, p. 668 ; t. 6, p. 3 ; t. 7, p. 416 ; — d'une commission chargée d'examiner trois lois relatives aux ports de Dunkerque, de Gravelines et de Bordeaux, t. 4, p. 162 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 519 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 92 ; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 265, 363, 505 ; t. 4, p. 558. — Fait des rapports : sur trois lois relatives aux ports de Bordeaux, Dunkerque et Gravelines, t. 4, p. 530 ; — sur la loi relative à l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains, t. 5, p. 677 ; — sur des lois d'intérêt local, t. 6, p. 108, t. 7, p. 434 ; — sur des lois relatives à une cession et à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 197 ; t. 7, p. 35. — Est entre : du : sur une pétition relative à l'exemption du recrutement pour les fils d'étrangers nés et résidant en France, t. 1, p. 346 ; — sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 448 ; — sur une pétition relative à l'exemption du service militaire accordée au frère

d'un soldat sous les drapeaux, t. 1, p. 585; — contre la clôture de la discussion sur la loi militaire, t. 2, p. 460, 461; — sur la mise à l'ordre du jour de pétitions relatives au canal Cavour, t. 3, p. 327; — sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 545; — sur la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 493.

MÉRIMÉE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 73. — Est nommé membre : de la 7^e commission des pétitions, t. 3, p. 94; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 395. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 18. — Proteste contre une allusion relative à l'attitude que pourrait prendre M. le professeur Robin dans les examens des étudiants en médecine, t. 5, p. 183.

MERRIAU (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 5, p. 606.

MISONAN (M. DE). — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 370; t. 6, p. 239, 393; t. 7, p. 416. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 4, p. 522.

Mexique. — Pétition du sieur Tajan, réclamant une intervention officielle auprès du gouvernement mexicain pour obtenir la réparation d'un préjudice que lui aurait causé, en 1843, la douane de Tampico. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 144. — Ordre du jour. — (*Voy. aussi Maximilien et Obligations mexicaines.*)

MIGNERET (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1868, budget extraordinaire, d'un crédit de 3 millions pour subventions aux travaux d'utilité communale et pour secours exceptionnels à distribuer par les institutions de bienfaisance, t. 2, p. 9; — de la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse

spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 383; — de lois d'intérêt local, t. 6, p. 717; t. 7, p. 422.

MIMEREL DE ROUBAIX (M. le comte). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 9 juin, t. 5, p. 584. — Est nommé : président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 25; — président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190; — président du 4^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94; — vice-président du 1^{er} bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 1, p. 522. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit au ministre de l'intérieur pour subventions et secours, t. 1, p. 690; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 349; t. 7, p. 174; — de la 7^e commission des pétitions, t. 5, p. 95.

Mines. — Pétition de cultivateurs de Noyelles-Godeault, demandant que les occupations de terrains et autres travaux pour l'exploitation des mines soient régies par la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation. — Rapport par M. Corta, t. 6, p. 317. — Ordre du jour.

MOLLARD (M. le général). — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94. — Est nommé membre de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587.

MONIER DE LA SIZERANNE (M. le comte). — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688; — de la commission chargée d'examiner la loi portant fixation de la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 1, p. 667; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'achèvement des chemins vicinaux et à la création d'une caisse spéciale pour leur exécution, t. 6, p. 92; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Grenoble, t. 6, p. 259. — Réclame contre le mode suivi par plusieurs Sénateurs, qui, s'étant inscrits pour parler *contre* la loi militaire, ont parlé et conclu *pour*, t. 2, p. 381, 470. — Est entendu sur la loi relative au recrutement de l'ar-

mée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 450.

Monnaie. — Pétition du président du tribunal de commerce et de soixante-treize habitants de Meaux (Seine-et-Marne), demandant qu'on arrête l'émission de la monnaie de billon, et qu'on crée à la Monnaie un bureau de change gratuit. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 3, p. 139. — Ordre du jour.

MONTABELLO (M. le duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 369. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 23; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 2, p. 472. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 133, 144, 326.

MONTREAL (M. le général DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 3, p. 452. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 320.

MORTEMART (M. le général duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14.

Mort violente. — Pétition du sieur Turbin, demandant qu'on prenne des mesures pour détruire l'erreur de ceux qui croient qu'il est interdit de porter secours aux personnes victimes de mort violente, avant l'arrivée des autorités judiciaires. — Rapport par M. le duc de Cambacérès, t. 4, p. 63. — Dépôt au bureau des renseignements.

MOUSTIER (M. le marquis DE), ministre des affaires étrangères. — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement pour la discussion de l'interpellation relative aux affaires de Rome, t. 1, p. 74. — Est entendu sur l'interpellation, t. 1, p. 184. — Est chargé, par délégation spéciale, de prendre part à la discussion des lois de finances t. 7, p. 238.

Moutiers (Saline de). — Loi portant concession à la ville

de Moutiers (Savoie) de la saline de Moutiers et de la source qui l'alimente, pour être convertie en établissement thermal, t. 7, p. 94. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 7, p. 243. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 245.

MURAT (S. A. le prince LUCIEN). — Assiste à la séance d'ouverture de la session de 1868, t. 1, p. 6.

Musiques militaires. — Pétition du sieur Mathieu, réclamant contre la suppression des musiques dans les régiments de cavalerie, et en sollicitant le rétablissement. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 1, p. 349. — Observations : M. le général Mellinet et S. Ex. le maréchal Niel, t. 1, p. 353. — Ordre du jour.

Mutations foncières.

1. — Pétition du sieur Bassouls, demandant qu'en attendant le renouvellement du cadastre, on nomme, pour chaque canton, un auxiliaire chargé de dresser, sous sa propre responsabilité, l'état des mutations foncières. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 1, p. 293. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Roux, demandant la diminution des droits de mutation d'immeubles. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 495. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Théry, tendant à la modification des principes qui régissent les droits sur les mutations d'immeubles. — Même rapporteur, t. 3, p. 497. — Mêmes conclusions.

N

NAPOLÉON III (S. M. l'Empereur). — (*Voy.* en tête de la table.)

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — (*Voy.* en tête de la table.)

Napoléon IV. — (*Voy.* Prince Impérial.)

- NIEL** (S. Ex. le maréchal), *ministre de la guerre*. — Est entendu : sur une pétition relative à l'exemption du recrutement accordée aux fils d'étrangers nés et résidant en France, t. 1, p. 347; — sur la loi relative au recrutement de l'armée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 420; — sur une pétition relative à la conservation du palais de l'Exposition universelle, t. 2, p. 487; — sur une pétition relative aux souffrances de l'Algérie, par suite de la mauvaise récolte, t. 3, p. 421; — sur la loi relative à l'appel du contingent de la classe de 1867, t. 3, p. 587.
- NEUWERKERKE** (M. le comte de). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 259.
- NISARD** (M.). — Nommé Sénateur, par décret du 18 novembre 1867. — Prête serment et est admis, t. 1, p. 28. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 113. — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94; — vice-secrétaire du 5^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 2^e commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 415; — de la 8^e commission des pétitions, t. 5, p. 167. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 286; t. 5, p. 632. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition relative à la composition de la bibliothèque populaire d'Oullins (Rhône), t. 5, p. 660.
- Notaires*. — Pétition du greffier et de deux huissiers du canton de la Chartre (Sarthe), demandant qu'il soit interdit aux notaires, lorsqu'ils dressent un inventaire mobilier, de remplir à la fois les fonctions de notaire rédacteur de l'inventaire, et l'office d'expert. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 141. — Ordre du jour.
- Nourrices*. — Pétition demandant que les nourrices soient activement surveillées. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 168. — Renvoi au ministre de l'intérieur. — (*Voy. aussi Enfants*, n^o 3).

O

Obligations mexicaines. — Pétitions de porteurs d'obligations mexicaines appelant le bienveillant intérêt du Gouvernement sur leur situation. — Rapport par M. Lefebvre-Duruffé, t. 7, p. 305. — Ordre du jour.

Octrois (Surtaxes d').

1. — Loi concernant une surtaxe sur les alcools à l'octroi de la commune de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère), t. 1, p. 300. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 1, p. 446. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 448.

2. — Loi tendant à proroger la surtaxe sur les alcools établie à l'octroi de la commune de Mayenne (Mayenne), t. 1, p. 523. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 2, p. 2. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, p. 3 ; le Rapporteur, p. 7. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 9.

3. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Taninges (Haute-Savoie), t. 2, p. 383. — Rapport par M. de Maupas, t. 2, p. 543. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 545.

4. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe sur l'alcool actuellement perçue à l'octroi de la commune de Plabennec (Finistère), t. 3, p. 337. — Loi portant prorogation des surtaxes établies sur les vins et alcools à l'octroi de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), *ibid.* — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 452, 455. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 458.

5. — Loi autorisant l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), t. 3, p. 525. — Loi ayant pour objet d'autoriser une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Poullan (Finistère), *ibid.* — Rapport par

M. le baron Ernest Leroy, t. 3, p. 632. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 634.

6. — Loi tendant à proroger une surtaxe établie sur l'alcool à l'octroi de la commune de Plouvien (Finistère), t. 3, p. 689. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 3, p. 749. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 752.

7. — Loi portant prorogation de la surtaxe établie sur les alcools à l'octroi de la commune de Pouldergat (Finistère), t. 4, p. 550. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 5, p. 191, 195. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 196.

8. — Loi portant prorogation d'une surtaxe sur les alcools perçue à l'octroi de la commune de Daoulas (Finistère), t. 5, p. 579. — Loi portant prorogation d'une surtaxe sur les alcools établie à l'octroi de la commune de Dirinon (Finistère), t. 5, p. 580. — Loi portant prorogation d'une surtaxe sur les alcools établie à l'octroi de la commune de Hanvec (Finistère), *ibid.* — Rapport par M. le vice amiral vicomte de Chabannes, t. 5, p. 688. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 5, p. 691.

9. — Loi autorisant l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Dieppe (Seine-Inférieure), t. 5, p. 668. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Douarnenez (Finistère), t. 5, p. 669. — Loi portant prorogation de la surtaxe établie sur les alcools à l'octroi de la commune de Lampaul (Finistère), *ibid.* — Loi tendant à proroger une surtaxe établie sur les vins à l'octroi de la commune de la Roche (Haute-Savoie), t. 5, p. 670. — Loi autorisant la prorogation de surtaxes établies à l'octroi de la commune de Sallanches (Haute-Savoie), *ibid.* — Rapport par M. de Mentque, t. 6, p. 108. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 112.

10. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Port-Lauray (Finistère), t. 6, p. 103. — Rapport par M. le général Vinoy,

t. 6, p. 311. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 315.

11. — Loi tendant à autoriser, à l'octroi de la commune de Concarneau (Finistère), l'élévation de la surtaxe sur les alcools et l'établissement d'une surtaxe sur les cidres, t. 6, p. 179. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Plougastel-Daoulas (Finistère), t. 6, p. 180. — Loi relative à la prorogation de surtaxes à l'octroi de la commune de Laon (Aisne), t. 6, p. 181. — Rapport par M. Suin, t. 6, p. 362. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 367.

12. — Loi tendant à approuver l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Bayonne (Basses-Pyrénées), t. 6, p. 379. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 570, 571. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 573.

13. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune d'Irvillac (Finistère), t. 6, p. 575. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Rumen-gol (Finistère), *ibid.* — Loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Haubourdin (Nord), t. 6, p. 576. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 6, p. 717. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 724.

14. — Loi tendant à proroger une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), t. 7, p. 6. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willauvez, t. 7, p. 246. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 252.

15. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation de surtaxes actuellement perçues à l'octroi de la commune de Montmélian (Savoie), t. 7, p. 96. — Loi autorisant la prorogation de surtaxes actuellement perçues à l'octroi de la commune de Tourcoing (Nord), t. 7, p. 97. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willau-

mez, t. 7, p. 302. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 304.

16. — Loi tendant à autoriser l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Fresnoy-le-Grand (Aisne), t. 7, p. 242. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 7, p. 422, 427. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 430.

Octrois.

1. — Pétition du sieur Lamothe, présentant diverses considérations sur la cherté des vivres, et demandant, pour obvier à cet inconvénient, qu'on diminue les octrois. — Rapport par M. Dariste, t. 3, p. 57. — Ordre du jour.

2. — Pétition de neuf usiniers, habitants de communes annexées à la ville de Paris, réclamant la révision complète de la législation de l'octroi, ou tout au moins une interprétation officielle et légale de cette législation, dans laquelle, tenant compte du but primitif de l'octroi et des textes qui l'établissent, on fixerait le sens et l'application de cette taxe. Ils voudraient que cet impôt ne pesât que sur les objets de consommation usuelle des habitants, et n'atteignît pas les matières premières destinées au commerce général. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 7, p. 41. — Ajournement, p. 76. — Renvoi au ministre de l'intérieur, au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, t. 7, p. 134.

3. — Pétition relative au droit sur les vins à l'entrée de Paris. — (*Voy. Vins, n° 4.*)

Oiseaux. — Pétition du sieur Tapie demandant que des mesures sévères soient prises pour empêcher la destruction des oiseaux. — Rapport par M. le général Thiry, t. 1, p. 498. — Ordre du jour. — (*Voy. aussi Chasse.*)

Ordre du jour (Incidents sur la fixation de l'). — (*Voy. Canal Cavour, Enseignement.*)

OZENNE (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative aux douanes, t. 6, p. 329, 406.

P

PADOUX (M. le duc DE). — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 445; — secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau sénateur, t. 3, p. 452. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes, sur la classe de 1867, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 3, p. 414; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'approbation des stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, t. 6, p. 258; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières contenues dans deux conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et : 1^o la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne; 2^o la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 228. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 290.

Pain. — Pétition du sieur Pendrié demandant qu'une surveillance active soit exercée sur la fabrication des farines et du pain, afin de prévenir la falsification de ces substances alimentaires. — Rapport par M. le marquis de Gricourt, t. 3, p. 272. — Ordre du jour.

Paris (Octroi de).

1. — Pétitions relatives aux droits sur les houilles et matières premières à l'octroi de Paris. — (Voy. Octrois, n^o 2.)

2. — Pétition demandant la diminution du droit perçu sur les vins à l'entrée de Paris. — (Voy. Vins, n^o 4.)

Paris (Travaux de).

1. — Pétition de sept propriétaires du quartier de la Vil-

lette, à Paris, se plaignant de ce que les travaux exécutés aux buttes Chaumont leur portent un grave préjudice, en gênant l'accès de leurs immeubles, et en coupant les communications avec la partie haute de la rue qu'ils habitent. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 386. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Quicherat, demandant qu'on élève à Paris, sur la place d'Italie (XIII^e arrondissement), un arc de triomphe en l'honneur des victoires remportées par l'armée française sous le règne de Napoléon III. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 396. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Maurize, architecte, à Tours, se plaignant de la situation faite aux propriétaires et habitants de l'avenue d'Eylau par suite de travaux publics exécutés par la ville de Paris. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 6, p. 34. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Burlat, marchand de vins, à Paris-Bercy, qui se plaint du préjudice que causent à son industrieles travaux publics exécutés sur le port de Bercy. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 6, p. 119. — Ordre du jour.

5. — Pétition du vicomte de Romanet, demandant l'exécution de travaux publics dans le XVIII^e arrondissement. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 6, p. 126. — Ordre du jour.

Patente.

1. — Pétition du sieur Lacalm, demandant qu'on soumette les écrivains au paiement des droits de patente. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 576. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Dupin, réclamant l'abaissement de la patente des banquiers dans les villes au-dessous de 10 000 âmes. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 4, p. 116. — Ordre du jour.

Pêche.

1. — Pétition du sieur Monginoux, demandant une

nouvelle législation sur la pêche, dans un sens plus libéral, et qui ferait disparaître, en même temps, les règlements locaux. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 1, p. 500. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Crost, demandant que l'emploi des filets dont le maniement nécessite le concours de plusieurs personnes soit interdit, et proposant de fixer le prix des permis de pêche en raison des engins employés. — Rapport par M. le général Thiry, t. 2, p. 128. — Ordre du jour.

3. — Pétition du maire et d'habitants de Martigues (Bouches-du-Rhône), se plaignant du préjudice qui leur est causé par un décret réglementant les conditions de la pêche entre les marins et les propriétaires des pêcheries privilégiées, dites *Bourdigues*. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 660. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Carles, demandant que des mesures soient prises pour la conservation de la truite dans la rivière la Vis. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 6, p. 246. — Ordre du jour.

Peine de mort.

1. — Pétition d'un grand nombre d'habitants de divers départements, demandant l'abolition de la peine de mort. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, 1867, t. 5, p. 452. — Discussion : MM. de Goulhot de Saint-Germain, 1868, t. 1, p. 372; de Mentque, p. 448; le comte de La Riboisière, p. 452; Lefebvre-Duruflé, p. 453; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 458, 463; le baron Brenier, p. 463; le vicomte de La Guéronnière, *rapporteur*, p. 465; Riché, *commissaire du Gouvernement*, p. 489. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Deillet des Murs, présentant des considérations ayant pour objet le maintien provisoire de la peine de mort et l'établissement de deux degrés de juridiction en matière criminelle. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, t. 2, p. 60. — Ordre du jour.

3. — Pétitions demandant, les unes, l'abolition de la

peine de mort, l'autre le maintien de cette peine. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 4, p. 120. —
Ordre du jour.

Pensions. — Pétition du sieur Dusantoy, demandant la suppression de la formalité du visa apposé, à chaque trimestre, par les payeurs de département sur les certificats de vie, et sur les titres exigés pour le paiement des pensions civiles et militaires. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 739. —
Ordre du jour.

Pensions civiles.

1. — Pétition des sieurs Xatard et Bosch, réclamant contre les retards apportés à la liquidation des pensions de retraite, notamment en ce qui concerne les professeurs de collège. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 131. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Duchêne demandant que les fonctionnaires ou employés ne puissent être mis d'*office* à la retraite qu'à l'âge de soixante-dix ans, ou après soixante ans dans le cas d'incapacité de service dûment constatée. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 394. — Ordre du jour.

Pensions de la marine.

1. Pétition du sieur Dubos, capitaine au long cours, réclamant de nouveau contre la liquidation de sa pension de retraite. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 336. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Courtin, demandant qu'à l'avenir aucun employé de la marine ayant droit à une retraite ne soit congédié avant d'avoir reçu le titre de sa pension. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 492. —
Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Le Magnet, demandant que la pension dite *demi solde* des ouvriers des arsenaux maritimes soit augmentée. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 361. — Ordre du jour.

Pensions militaires.

1. — Pétition du capitaine Sarrus, réclamant le paye-

ment d'arrérages de sa pension de retraite. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 65. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Darmau, demandant qu'on améliore la position des officiers mis à la retraite pour infirmités. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 3, p. 175. — Ordre du jour.

3. — Pétitions relatives à la répartition du fonds mis à la disposition du Gouvernement pour les militaires retraités antérieurement aux lois qui ont élevé le taux des pensions militaires. — Rapports par M. Larabit, t. 3, p. 278, 737. — Ordre du jour.

Peste bovine. — (Voy. Bestiaux.)

PETETIN (M. ANSELME), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 7, p. 310.

Pétitions.

Commissions nommées : 1^{re} commission, t. 1, p. 25. — 2^e commission, t. 1, p. 445. — 3^e commission, t. 2, p. 228. — 4^e commission, t. 3, p. 191. — 5^e commission, t. 3, p. 587. — 6^e commission, t. 3, p. 748. — 7^e commission, t. 5, p. 94. — 8^e commission, t. 6, p. 167. — 9^e commission, t. 7, p. 173.

1. — Envoi, par S. Ex. le ministre d'État, du rapport adressé à l'Empereur sur la suite donnée aux pétitions renvoyées par le Sénat aux divers ministres pendant le cours de la session de 1867, t. 1, p. 218.

2. — Rapports collectifs : par M. le baron Haussmann, sur quatre vingt-six pétitions, t. 1, p. 221 ; — par M. Le Roy de Saint-Arnaud : sur vingt-cinq pétitions, t. 2, p. 183 ; — sur seize pétitions, t. 2, p. 218.

3. — M. le Président annonce que, conformément au décret du 5 février 1867, les bureaux ont examiné diverses pétitions ayant pour objet des modifications à la Constitution, et qu'ils ne les ont pas prises en considération, t. 2, p. 194.

4. — Compte-rendu annuel du service des pétitions par M. Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, t. 7, p. 438.

Pétitions ayant donné lieu à discussion.

De la société d'agriculture de Pont-l'Évêque, de trois mille cent quinze habitants de cet arrondissement, de la société d'émulation de Lisieux, des maire, adjoint et habitants de la commune de Vassony — (Jaugeage et marque obligatoires des fûts destinés au commerce des cidres), t. 1, p. 39. — Ordre du jour.

Du sieur Dechastelus. — (Faculté, pour les personnes entrant dans des communautés, d'aliéner leurs droits éventuels à des successions), t. 1, p. 229, 261. — Ordre du jour.

Du sieur Goujet. — (Ouverture de négociations diplomatiques pour obtenir la destruction du monument de Waterloo), t. 1, p. 243. — Ordre du jour.

Du sieur Violland. — (Conservation des broussailles dans les forêts afin d'arrêter la destruction du gibier), t. 1, p. 232, 263. — Ordre du jour.

Du sieur Philippot. — (Création d'inspecteurs chargés de veiller à l'exécution de la loi de 1841, sur le travail des enfants dans les manufactures), t. 1, p. 281. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur de Saint-Victor. — (Réduction de l'effectif de la gendarmerie; suppression de la plupart des foires); t. 1, p. 287. — Ordre du jour.

De la demoiselle Lemaire. — (Réforme de la législation sur les aliénés), t. 1, p. 303. — Ordre du jour.

Du sieur Guisset. — (Appel au recrutement des fils d'étrangers nés en France), t. 1, p. 323. — Dépôt au bureau des renseignements.

D'un grand nombre d'habitants de divers départements.

— (Abolition de la peine de mort), t. 1, p. 372. — Ordre du jour.

D'habitants de divers départements. — (79 pétitions contre le projet de loi sur la réorganisation de l'armée), t. 1, p. 491. — Dépôt au bureau des renseignements.

Du sieur Jacques Valserres. — (Réunion d'une conférence appelée à statuer sur les moyens de prévenir la peste bovine et à poser les bases d'une convention internationale sur la police du bétail), t. 1, p. 528. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Decapitaines, armateurs, etc., à Saint-Nazaire. — (1° Adoption, dans les pays maritimes, d'une seule formule de jaugeage; 2° plaintes contre les droits de pilotage et de lamanage; 3° création de *coqueries* gratuites pour les navires de commerce; 4° plaintes contre le service de certains capitaines et sergents de ports, qui seraient trop âgés), t. 1, p. 546. — Ordre du jour sur les trois premières parties; renvoi de la quatrième partie au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Pinot. — (Interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, en ce qui concerne l'exemption du frère ayant un frère sous les drapeaux), t. 1, p. 584. — Ordre du jour.

De MM. Charles et Alphonse Baudin. — (Réclamations contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre), t. 1, p. 601, 692. — Ordre du jour.

De huit maîtres de forges, dans le département du Nord. — (Plaintes contre le trafic des acquits à caution sur les fers), t. 2, p. 60, 546, 632. — Ordre du jour.

Du sieur Bérard de Ponthieu. — (Rétablissement de l'empire romain dont le gouvernement serait confié au roi d'Italie), t. 2, p. 139. — Question préalable.

De cinq habitants du quartier du Champ-de-Mars. — (Conservation du palais de l'Exposition et transformation de cet édifice en entrepôt), t. 2, p. 476. — Ordre du jour.

Du sieur Monmayou. — (Illégalité prétendue de l'article 1^{er} d'un décret de 1864, relatif à la procédure en matière contentieuse devant le Conseil d'État), t. 2, p. 493. —
Ordre du jour.

Du vicomte de Lavilléon. — (Législation sur les aliénés), t. 3, p. 25. — Ordre du jour.

De cent dix propriétaires, à Bordeaux. — (Réclamation contre l'agrandissement projeté du cimetière protestant situé dans l'intérieur de la ville de Bordeaux), t. 3, p. 77. —
Ordre du jour.

De cent trente-cinq habitants du canton de Capestang (Hérault). — (Déchéance de la compagnie concessionnaire du dessèchement de l'étang de Capestang), t. 3, p. 77. —
Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De seize vétérinaires de Marseille. — (Interdiction de prendre le titre de vétérinaire sans avoir obtenu un diplôme), t. 3, p. 143. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Piet. — (Création d'une inspection du travail des enfants dans les manufactures), t. 3, p. 198. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De vingt-neuf dentistes; du sieur Frimat. — (Défense aux personnes non munies de diplômes d'exercer l'art dentaire), t. 3, p. 300. — Renvoi au ministre de l'instruction publique et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Delenne. — (Exemption de son frère qui a été appelé à tort au service militaire), t. 3, p. 308. — Renvoi au ministre de la guerre.

Du sieur Bodart. — (Intervention du Gouvernement près du gouvernement italien en faveur des actionnaires et obligataires du canal Cavour), t. 3, p. 320; — de porteurs d'actions et obligations de la compagnie du canal Cavour). — (Même objet), 1867, t. 3, p. 485; 1868, t. 3, p. 322, 461. —
Ordre du jour.

De trois habitants d'Oran. — (Mesures pour prévenir le

retour de la famine en Algérie), t. 3, p. 419. — Ordre du jour.

Du sieur Tisserant. — (Suppression de l'autorisation pour l'ouverture des débits de boissons), t. 3, p. 638. — Ordre du jour.

De sauniers de l'Ouest, du sieur Auber. — (Régime des sels), t. 3, p. 644. — Renvoi d'une partie; question préalable sur une autre partie.

Du sieur Léopold Giraud et de nombreux habitants de divers départements. — (Liberté de l'enseignement supérieur pour remédier au développement du matérialisme qui serait professé à l'École de médecine de Paris), t. 3, p. 654.

Du sieur Manière. — (Moyens de prévenir les inondations de la Loire), t. 3, p. 692. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Chaulet. — (Création d'une médaille commémorative des campagnes d'Afrique), t. 4, p. 134. — Ordre du jour.

Du sieur Dehais. — (Interdiction des expériences chirurgicales sur les animaux vivants), t. 4, p. 563. — Ordre du jour.

Du baron de Vauxonne; du sieur Meyer. — (Restriction du nombre des cafés et cabarets), t. 4, p. 572, 575. — Ordre du jour.

Du sieur Gillon. — (Moyens de fixer l'assiette de la propriété rurale), t. 4, p. 618. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Des héritiers Racllet. — (Récompense pour services rendus, par leur auteur, à la viticulture par la découverte d'un procédé pour détruire la pyrale), t. 4, p. 651. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur de Sorbet-Rouany. — (Abrogation de la loi de 1841 qui interdit la vente aux enchères des marchandises neuves), t. 5, p. 618. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

D'habitants d'Oullins (Rhône). — (Plaintes contre la composition de la bibliothèque populaire de cette ville), t. 5, p. 632. — Ordre du jour.

Du sieur Constant. — (Cumul des secours accordés aux anciens militaires par le ministère de la guerre et par la grande chancellerie), t. 5, p. 697. — Ordre du jour.

De cent cinquante-neuf négociants et fabricants de Roubaix. — (Plaintes contre les traités de commerce), t. 5, p. 720; t. 6, p. 221. — Ordre du jour.

Du sieur Ramus. — (Autorisation de chasser le chamois avant l'ouverture de la chasse), t. 6, p. 23. — Ordre du jour.

D'habitants de Trouville (Calvados). — (Érection de Trouville en chef-lieu de canton), t. 6, p. 26, 113. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de la justice et des cultes.

Du sieur Burgalat. — (Défense aux sénateurs d'occuper des fonctions salariées dans des entreprises industrielles), t. 6, p. 54. — Ordre du jour.

Du sieur Guérard. — (Conformité des fûts avec le système métrique), t. 6, p. 577. — Ordre du jour.

De membres du comice viticole des Pyrénées-Orientales. — (Régime d'entrée des vins d'Espagne en France), t. 6, p. 639. — Ordre du jour sur une partie de la pétition; renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics d'une autre partie.

Du sieur Viala. — (Réduction de moitié des droits perçus sur les vins à l'entrée de Paris), t. 6, p. 647, 725. — Ordre du jour.

De manufacturiers de l'ancienne banlieue de Paris. — (Affranchissement des droits d'octroi qui frappent les matières premières et les combustibles employés par l'industrie), t. 7, p. 41. — Renvoi au ministre de l'intérieur, au ministre des finances, et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Lambert; des sieurs Olviette et Clément. — (Abrogation de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt), t. 7, p. 79. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au ministre de la justice et des cultes.

Pétitions collectives renvoyées sans débat aux ministres compétents.

De cent quatre-vingt-seize habitants de plusieurs départements. — (Intervention du Gouvernement pour obliger le gouvernement d'Haïti à verser les sommes restant dues sur l'indemnité de Saint-Domingue), t. 2, p. 136. — Ministre des affaires étrangères.

De huit membres du conseil des prud'hommes et de huit ouvriers d'Elbeuf (Seine-Inférieure). — (Stricte exécution de la loi de 1850 relative aux conventions entre les patrons et les ouvriers, en matière de tissage), t. 3, p. 125. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du maire, des adjoints et d'un grand nombre d'habitants de Harville (Meuse). — (Suppression de la vaine pâture), t. 3, p. 503. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De six habitants de Seppois-le-Bas (Haut-Rhin). — (Exécution d'un arrêt qui condamne la commune à leur payer une indemnité), t. 3, p. 571. — Ministre de l'intérieur.

De vingt-trois courtiers en marchandises. — (Diminution du droit de patente des courtiers), t. 3, p. 576. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre des finances.

De soixante-trois habitants de Saint-Arnaud (Algérie). — (Érection de cette localité en commune de plein exercice), t. 3, p. 730. — Ministre de la guerre.

De trois négociants en droguerie. — (Modifications à la

législation qui régit leur industrie), t. 4, p. 153. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De marchands forains. — (Demande tendant à leur admission dans les nouveaux marchés de Paris), t. 4, p. 154. — Ministre de l'intérieur.

D'administrateurs d'hospices de divers départements. — (Critique du projet de loi concernant les dépenses des enfants assistés), t. 4, p. 623. — Ministre de l'intérieur.

Du maire, du conseil municipal et de cinq habitants de Malling (Moselle). — (Plaintes contre le curé de Malling qui refuse de faire usage de la langue française pour l'instruction religieuse des enfants de la commune), t. 7, p. 149. — Ministre de la justice et des cultes; ministre de l'instruction publique.

Pétitions individuelles renvoyées sans débat au ministre compétent.

Du marquis de Hauteville. — (Communication, à tout habitant d'un département, des délibérations du conseil général), t. 1, p. 271. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Breton. — (Prompt achèvement du Code rural), t. 1, p. 275. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Tachon. — (Même sujet), t. 1, p. 281. — Mêmes conclusions.

Du docteur Turck. — (Modifications à la législation sur les aliénés), t. 1, p. 301. — Ministre de la justice et des cultes; ministre de l'intérieur.

Du sieur Petit. — (Même sujet), t. 2, p. 202. — Mêmes conclusions.

Du sieur Michaut. — (Même sujet), t. 2, p. 213. — Mêmes conclusions.

Du sieur Du Boys. — (Application de l'article 334 du Code pénal à ceux qui entraînent dans la débauche leurs

apprentis, ouvriers ou élèves des deux sexes), t. 3, p. 54. — Ministre de la justice et des cultes.

Du sieur Coutand. — (Surveillance active à exercer sur les nourrices), t. 3, p. 168. — Ministre de l'intérieur.

Des sieurs Soucaille; Bourdère, Dupuis, Déchérac, Vacher-Delagrave et Sizaire [6 pétitions]. — (Exercice de la médecine), t. 3, p. 302. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre de l'instruction publique.

Du sieur Dulac. — (Prêts aux communes pour la construction des chemins vicinaux), t. 3, p. 370. — Ministre de l'intérieur; ministre des finances.

Du sieur Destremx, du sieur Christol. — (Intervention du Gouvernement en faveur des indemnitaires de Saint-Domingue), t. 3, p. 569. — Ministre des affaires étrangères.

Du sieur Bellie. — (Création d'une caisse de retraite pour les commissaires et agents de police), t. 3, p. 575. — Ministre de l'intérieur; ministre des finances.

Du sieur Sosset. — (Plaintes contre les dangers que ferait courir à la salubrité publique une fabrique de produits chimiques établie à Dieuze [Meurthe]), t. 3, p. 704. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre de l'intérieur.

Du sieur Nère. — (Régime des sels), t. 3, p. 709. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Doudoux-Ridou. — (Introduction de l'enseignement agricole dans les écoles primaires rurales), t. 3, p. 720. — Ministre de l'instruction publique.

Du sieur Allais. — (Moyens de terminer les chemins ruraux), t. 4, p. 76. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Grelat. — (Réduction des délais pour les pourvois en matière d'élections municipales), t. 4, p. 89. — Ministre de l'intérieur.

De la veuve Quinard. — (Réclamations de sommes dues par des communes de l'arrondissement de Montargis), t. 4, p. 400. — Ministre de la justice et des cultes et ministre de l'intérieur.

Du sieur Simon. — (Admission dans les hôpitaux des malades indigents habitant les communes rurales), t. 4, p. 629. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Colin. — (Appui du Gouvernement pour l'exécution d'une convention conclue avec le bey de Tunis), t. 3, p. 691. — Ministre des affaires étrangères.

Pétitions dont le dépôt au bureau des renseignements a été ordonné sans discussion.

Du docteur Andrieu. — (Nécessité d'un diplôme pour exercer la profession de dentiste), t. 1, p. 69.

De mille huit cent quarante-cinq habitants de Marseille. — (Promulgation de la nouvelle loi sur l'armée), t. 2, p. 300.

Du sieur Roche. — (Protection des animaux), t. 3, p. 164.

Du sieur Castillon-Duperron. — (Création d'une section de sylviculture dans les concours régionaux agricoles), t. 3, p. 293.

Du sieur Guyot. — (Modifications à apporter dans la dénomination infamante des modes et des lieux de répression pénale), t. 3, p. 444.

Des sieurs Daullé et Herbault. — (Moyens d'assurer l'exécution de la loi de 1807, en ce qui concerne le payement des indemnités pour plus-value apportée aux immeubles par suite de travaux publics), t. 3, p. 724.

De propriétaires de l'arrondissement de Saint-Omer. — (Exonération d'une taxe locale, dite *impôt des wateringues*), t. 3, p. 736.

Du sieur Turbin. — (Mesures à prendre pour détruire

l'erreur qui empêche certaines personnes de porter secours aux victimes de mort violente), t. 4, p. 63.

Du sieur Digard. — (Institution d'un tribunal de conciliation pour empêcher les coalitions et les grèves), t. 4, p. 128.

Du sieur Mocquot. — (Plaintes contre la situation faite aux avoués par le projet de loi sur les ventes d'immeubles), t. 5, p. 611.

Pétitions collectives sur lesquelles le Sénat a passé à l'ordre du jour sans discussion.

De neuf habitants d'Évenos (Var). — (Rétablissement dans leur local primitif des archives et du siège municipal de la commune), t. 1, p. 66.

De deux cent vingt-sept oiseleurs du département de Tarn-et-Garonne. — (Réclamation contre un arrêté du préfet réglant la chasse aux alouettes), t. 1, p. 68.

D'officiers en retraite. — (Pensions militaires), t. 1, p. 225; t. 3, p. 278.

Des sieurs Coti et Frimigacci. — (Plaintes contre la suspension, par l'évêque d'Ajaccio, du desservant du rite grec uni de la commune de Cargèse [Corse]), t. 1, p. 227.

Des membres de la commission syndicale du hameau des Rippes (Ain). — (Érection de ce hameau en commune distincte), t. 1, p. 22

De neuf habitants de la commune de Cesny-Bois-Halbout. — (Ajournement des travaux de construction de la maison d'école), t. 1, p. 234.

De cent trois habitants de Cuges (Bouches-du-Rhône). — (Neutralité de la France dans le conflit entre la Prusse et l'Autriche), t. 1, p. 236.

De quatre instituteurs de Muro (Corse). — (Paiement mensuel de leur traitement), t. 1, p. 237.

De cinquante-huit habitants de Brest. — (Suppression d'une clôture élevée sur les quais de ce port), t. 1, p. 241.

Du maire, de l'adjoint et de cinquante-huit habitants de Sainte-Marie-de-Vatimesnil. — (Réduction du contingent des contributions directes assigné à leur commune), t. 1, p. 247.

De quinze habitants du quartier Saint-Victor, à Paris. — (Insuffisance d'indemnités allouées par le jury d'expropriation), t. 1, p. 250.

Des sieurs Casanova et Mignucci. — (Nullité d'un marché de fourniture de viande fait pour la garnison de Corte), t. 1, p. 253.

Des sieurs Ollagnier et Gondon. — (Éloignement de maisons de tolérance, ou autorisation de louer leurs propriétés à des débitants de boissons), t. 1, p. 254.

Des sieurs Assezat et Gamard. — (Radiation du rôle des patentes, les pétitionnaires étant jaugeurs de commerce et non jaugeurs jurés), t. 1, p. 259.

Du sieur Poisson et de six marchands de bœufs du Calvados. — (Abrogation des arrêtés du Parlement relatifs à la responsabilité des marchands de bestiaux aux marchés de Sceaux et de Poissy), t. 1, p. 283.

De six tambours ou trompettes de la garde nationale de Paris, décorés en juin 1848. — (Traitement de la Légion d'honneur), t. 1, p. 287.

De conseillers municipaux de Bitche (Moselle). — (Révocation du maire de Bitche), t. 1, p. 503.

De deux cent vingt-deux habitants de Lucéran (Alpes-Maritimes). — (Application graduée du Code forestier, dans l'ancien comté de Nice), t. 1, p. 511.

Du maire et de trente habitants d'Ennery (Moselle). — (Abrogation d'un édit de 1769 réglant le mode de jouissance des communaux dans leur commune), t. 1, p. 553.

De quatre habitants de Monein (Basses-Pyrénées). — (Illégalité de la nomination de l'instituteur comme maire de la commune), t. 1, p. 560.

De trois habitants de la Barthe-de-Neste (Hautes-Pyrénées). — (Révocation du décret qui a nommé le maire de la commune), t. 1, p. 563.

De seize employés du chemin de fer du Nord. — (Exemption de la contribution mobilière pour les personnes logeant dans les hôtels meublés), t. 1, p. 576.

Des sieurs Xatard et Bosch. — (Exécution de la loi sur les pensions civiles, en ce qui concerne les professeurs de collège), t. 2, p. 151.

De cent quinze habitants du quartier des Ternes, à Paris. — (Plaintes contre la défense faite aux voitures de Surresnes et de Levallois de prendre ou de déposer des voyageurs aux Ternes), t. 2, p. 153.

De la compagnie anonyme du pont de Cubzac. — (Indemnité pour le préjudice causé par l'établissement d'un chemin de fer entre Bordeaux, Bayonne et Madrid), t. 2, p. 157.

De quarante-deux habitants de Pujaut (Gard). — (Établissement dans leur commune d'une institution libre dirigée par un instituteur congréganiste), t. 2, p. 161.

Des sieurs Poughon et Pezan. — (Réglementation de la vente des pains de fantaisie), t. 2, p. 180.

De cent douze habitants du XV^e arrondissement de Paris. — (Éloignement de leur quartier d'établissements placés sous la surveillance de la police), t. 2, p. 186.

Des époux Aubin. — (Demande de secours), t. 2, p. 189.

Des époux Morel. — (Plaintes contre le retrait d'une autorisation de tenir un cabinet de lecture), t. 2, p. 189.

Du sieur Hubert et de plusieurs anciens membres de la société des sauveteurs de Blaye. — (Plaintes contre le président de leur société), t. 2, p. 190.

De plusieurs communes du canton de Chéroy (Yonne). — (Transfèrement du chef-lieu de canton à Saint-Valérien), t. 2, p. 472.

De quinze habitants de Ville-d'Avray (Seine-et-Oise). — (Plaintes contre l'organisation municipale de leur commune), t. 3, p. 13.

De six habitants de la commune d'Aix-en-Othe (Aube). — (Fixation, par la loi, du délai accordé aux conseils de préfecture pour statuer sur les affaires qui leur sont soumises), t. 3, p. 59.

Du maire et de treize habitants de Meaux (Seine-et-Marne). — (Création d'une institution ayant pour but de venir en aide aux victimes de leur dévouement dans les incendies), t. 3, p. 67.

Du maire et du conseil municipal de Saint-Cyr-les-Vignes (Loire). — (Révision d'un arrêt qui a prononcé une condamnation contre un jeune homme de leur commune), t. 3, p. 68.

D'habitants de Sainte-Marie-Ficaniella (Corse). — (Ouverture d'une enquête sur la gestion du maire de la commune), t. 3, p. 138.

Du président du tribunal de commerce et de soixante-treize habitants de Meaux (Seine-et-Marne). — (Plaintes contre la trop grande quantité de monnaie de billon en circulation), t. 3, p. 139.

Du greffier et des huissiers de la Chartre (Sarthe). — (Interdiction aux notaires d'être à la fois rédacteurs d'un inventaire et officiers priseurs), t. 3, p. 141.

De dix-sept habitants d'Eyguières (Bouches-du-Rhône). — (Augmentation de la distance entre la tige d'un arbre planté et la propriété voisine), t. 3, p. 165.

De vingt Israélites. — (Plaintes contre la nomination d'un administrateur de synagogue), t. 3, p. 191.

De six habitants de la section de Saint-Igny (Haute-Saône). — (Jouissance des droits d'affouage sur les bois de la commune), t. 3, p. 265.

De cinq cent huit habitants du Creuzot. — (Partage du canton de Montcenis en deux cantons, Creuzot et Montcenis), t. 3, p. 269.

De trois médecins de Bastia (Corse). — (Application en Corse de la loi sur l'exercice de la médecine), t. 3, p. 305.

Du maire et du conseil municipal de Senonches (Eure-et-Loir). — (Droit pour les communes de disposer à leur choix de la taxe des prestations pour les chemins vicinaux), t. 3, p. 358.

De sept propriétaires du quartier de la Villette, à Paris. — (Plaintes contre les travaux des buttes Chaumont), t. 3, p. 386.

Du sieur Leroux et de cent cinquante-trois habitants de la vallée d'Andelle (Eure). — (Admission des créanciers d'ouvriers à se faire payer sur simple opposition déposée entre les mains des patrons), t. 3, p. 389.

De cent quatre-vingt-six habitants d'Auriol (Bouches-du-Rhône). — (Érection en commune distincte des sections de la Bourine, de la Bouilladisse, des Boyers et des Georgettes), t. 3, p. 399.

De trente-trois habitants de Dampierre-sur-Salon (Haute-Saône). — (Élargissement d'une écluse), t. 3, p. 403.

De cent trente-cinq habitants du Pas-de-Calais. — (Modifications à la loi sur la chasse), t. 3, p. 716.

Du maire, de l'adjoint et du conseil municipal de Festigny-les-Hameaux (Marne). — (Plaintes contre le barrage d'un chemin sur lequel ils prétendent avoir un droit de passage, par le propriétaire d'une forêt traversée par ce chemin), t. 3, p. 741.

De cent dix-sept habitants de Noyelles-sur-Mer (Somme). — (Enquête sur un conflit qui s'est élevé entre leur commune et celle de Ponthoile), t. 4, p. 141.

Du sieur Seren et des habitants d'Istres, de Fos et de Saint-Mitre (Bouches-du-Rhône). — (Nouvelle réglementation des établissements insalubres), t. 4, p. 157.

Du maire et de six habitants de Drugeac (Cantal). — (Réclamation contre la distraction de leur commune de la section de Fageolles), t. 4, p. 562.

De quatre-vingt-un propriétaires, à Paris. — (Abolition des servitudes militaires ou expropriation de leurs immeubles), t. 4, p. 638.

De trente et un habitants de Tréveray et de Saint-Amand (Meuse). — (Mesures à prendre pour prévenir le déversement des résidus métallurgiques dans la rivière d'Ornain), t. 4, p. 642.

Du maire et de sept cent quatre-vingt-quinze habitants de Martigues (Bouches-du-Rhône). — (Abolition des privilèges de pêche accordés à certains propriétaires de la ville de Martigues), t. 4, p. 660.

De seize habitants d'Astugue (Hautes-Pyrénées). — (Partage d'une lande communale), t. 5, p. 608.

De sept habitants de la Verpillère [n° 487]. — (Mesures pour la conservation des petits oiseaux), t. 5, p. 696.

De cent treize horticulteurs, maraîchers, etc., à Bourges. — (Plaintes contre la concurrence que leur font les colonies pénitentiaires), t. 5, p. 708.

Des dame et demoiselles Tournour. — (Plaintes contre les lenteurs de la liquidation d'une société industrielle), t. 6, p. 17.

Des membres du comité de liquidation de la société des raffineries Numa-Grar. — (Indemnité pour préjudice causé à leur industrie par les diverses modifications de la législation sur les sucres), t. 6, p. 63.

De vingt-huit habitants de Castres (Tarn). — (Plaintes contre un arrêté préfectoral qui met à la charge des riverains le pavage des faubourgs de Castres), t. 6, p. 122.

De deux mille soixante-quinze habitants de Privas (Ardèche). — (Achèvement de la ligne d'Alais au Pouzin), t. 6, p. 157.

De la société vigneronne d'Issoudun (Indre) et d'habitants de divers départements. — (Pénalités contre les personnes qui mettent en vente des vins additionnés d'alcool ou portant une fausse indication de cru), t. 6, p. 162.

De vingt et un cultivateurs de Noyelles-Godeault (Pas de Calais). — (Application de la loi de 1841 sur l'expropriation aux terrains occupés par suite des travaux des mines), t. 6, p. 317.

Des sieurs Duperron père et fils. — (Interdiction aux huissiers de présenter au paiement les effets de commerce), t. 6, p. 636.

Des sieurs Baulard. — (Autorisation de construire un mur de clôture), t. 7, p. 148.

Du sieur Achard et d'habitants de la commune de Saint-Hilaire-du-Rozier (Isère). — (Sériciculture), t. 7, p. 253.

De porteurs d'obligations mexicaines. — (Appel à l'intérêt du Gouvernement sur leur situation), t. 7, p. 305.

Pétitions individuelles sur lesquelles le Sénat a passé à l'ordre du jour sans discussion.

Du sieur Glorieux. — (Suppression, dans la marine, de la peine des haubans), t. 1, p. 64.

Du sieur Chalon. — (Interdiction de la chasse dite *au poste*), t. 1, p. 67.

Du sieur Bazelle. — (Mise en possession d'une dotation attribuée à tort à une autre personne), t. 1, p. 219; t. 6, p. 18.

Du sieur Lempreur. — (Établissement, dans chaque commune, d'une caisse agricole et ouvrière), t. 1, p. 224.

Du sieur Mouillet. — (Exhumation d'une jeune fille enterrée en 1863, et qui aurait succombé par suite de violences), t. 1, p. 222.

Du sieur Bukojemski. — (Plaintes contre les rapports faits sur ses précédentes pétitions), t. 1, p. 222.

Du sieur Pillaud. — (Assimilation des faillites ou banqueroutes aux abus de confiance), t. 1, p. 223.

Du sieur Lunas. — (Suppression absolue du droit de tester), t. 1, p. 223.

De la comtesse de Laval d'Uston de Lavillèreglan. — (Fondation d'une institution de charité), t. 1, p. 224.

Du sieur Hébrard. — (Plaintes contre une erreur judiciaire, et demande d'indemnité), t. 1, p. 224.

Du sieur Frey. — (Pension pour blessures reçues au service), t. 1, p. 225.

Du sieur Rocca Serra. — (Plaintes contre un arrêté préfectoral qui a déplacé son fils, instituteur primaire), t. 1, p. 225.

Du sieur Durif. — (Indemnités pour pertes subies en Algérie), t. 1, p. 225.

Du sieur Datas, du sieur Bonniot, du sieur Asselineau, du sieur France. — (Pensions militaires), t. 1, p. 225.

Du sieur Pautet. — (Création de facultés spéciales pour les sciences politique, administrative et financière), t. 1, p. 226.

Du sieur Bonnaure. — (Distraction de la commune de Saint-Sauveur-des-Cruzières du canton des Vans; rectification d'une route impériale; création, dans les communes, d'un budget spécial des propriétés forestières), t. 1, p. 228.

Du sieur Geng. — (Allocation d'une pension aux parents d'un instituteur mort pauvre), t. 1, p. 229.

Du sieur Cambon. — (Nomination immédiate de l'Impératrice au titre de régente, pour le moment où il y aura lieu d'en exercer les fonctions), t. 1, p. 231.

Du sieur Vincent. — (Plaintes contre l'anticipation du presbytère du Breuil (Marne), sur le terrain destiné à l'école), t. 1, p. 231.

Du sieur Loze. — (Création d'un impôt sur les bons ou reçus délivrés par les banques de dépôts), t. 1, p. 231.

Du sieur Vacheret. — (Demande tendant à ce que les

instituteurs communaux ne soient plus assujettis à remplir les emplois de chantre et de secrétaire de mairie), t. 1, p. 232.

Du sieur Bourgeois. — (Nomination par le ministre, et non plus par le préfet, aux fonctions de vérificateur des poids et mesures), t. 1, p. 233.

Du sieur Bentz. — (Allocation supplémentaire aux personnes ayant moins de 1200 fr. de retraite), t. 1, p. 233.

Du baron de Schauenburg. — (Plaintes contre la nomination dans la commune de Brumath d'un instituteur laïque et protestant, contrairement au vœu de la population), t. 1, p. 234.

Du sieur Pichard. — (Nomination, dans chaque canton, d'employés chargés de recueillir les documents statistiques et de conserver les plans du cadastre), t. 1, p. 234.

Du sieur Philip. — (Moyens d'arriver à la paix générale), t. 1, p. 235.

Du sieur Delcominet. — (Annulation de la vente d'un bien appartenant à la commune d'Augny [Moselle]), t. 1, p. 235.

Du sieur de Saint-Victor. — (Division en deux des perceptions rapportant au percepteur plus de 3000 fr.), t. 1, p. 236.

Du sieur Monard. — Annulation de l'élection au conseil municipal du maire de Saint-Pierre-de-Martignes [Bouches-du-Rhône], t. 1, p. 236.

Du sieur Tirion. — (Interdiction de se marier aux personnes atteintes de vices constitutifs), t. 1, p. 237.

Du sieur Junien. — (Faculté, pour tout propriétaire de tuilerie, de prendre dans un rayon de 600 mètres l'argile nécessaire à sa fabrication), t. 1, p. 237.

Du sieur Bukojemski. — (Divagations mystiques sur la Pologne et sur la France), t. 1, p. 238.

Du sieur Morin-Champrousse. — (Assimilation, quant

au timbre des certificats de vie, des pensionnés civils et des pensionnés militaires), t. 1, p. 238.

Du sieur Caron. — (Publication, au *Moniteur*, des décès, naissances et mariages survenant chaque jour à Paris), t. 1, p. 239.

Du sieur Béguinet. — (Plaintes contre le mode d'exécution des travaux à opérer dans l'église du Plesnoy [Haute-Marne]), t. 1, p. 240.

Du sieur Jean François. — (Paiement, par annuité, des concessions perpétuelles dans les cimetières), t. 1, p. 240.

Du sieur Lejean. — (Diminution du traitement des substitués de première instance, et suppression de ces magistrats dans les tribunaux de 4^e classe), t. 1, p. 241.

Du sieur Chandessais. — (Huit propositions diverses), t. 1, p. 242.

Du sieur Rochet. — (Annulation d'un arrêté du maire de Villeversure (Ain), qui interdit de laisser séjourner du fumier sur la voie publique), t. 1, p. 244.

Du sieur de Saint-James de Gaucourt. — (Transfertement des minutes des actes notariés antérieurs à 1790, aux archives départementales), t. 1, p. 245.

Du sieur Niochau. — (Création d'un ordre du progrès, destiné à récompenser les mérites civils, la Légion d'honneur restant exclusivement affectée aux services militaires), t. 1, p. 246.

Du sieur Fracheboud. — (Établissement, à la charge des communes, d'ateliers nationaux), t. 2, p. 246.

Du sieur Roy. — (Droit de repousser par les armes toute violation de propriété), t. 1, p. 246.

Du sieur Blaise Mathieu. — (Établissement, par l'État, sur le territoire de Rupt (Vosges), d'un chemin pour servir à l'exploitation d'une forêt domaniale), t. 1, p. 247.

Du sieur Parant. — (Interdiction de se faire dispenser du service de la garde nationale au moyen d'une somme d'argent), t. 1, p. 248.

Du sieur Morin-Champrousse. — (Plaintes contre l'accroissement de l'exportation des denrées alimentaires), t. 1, p. 248.

Du sieur Ferdi-Féline. — (Inscription, par chaque personne et sur un livret, des actes de vertu ou autres par lesquels elle se serait distinguée), t. 1, p. 249.

Du sieur Chevallier. — (Admission au tirage au sort pour le recrutement de l'armée des jeunes gens ayant accompli leur vingtième année le jour de cette opération), t. 1, p. 249.

Du sieur Thiéry. — (Plaintes contre un déni de justice), t. 1, p. 250.

Du sieur Fauqueux. — (Reconnaissance de son droit de propriété sur une source), t. 1, p. 251.

Du sieur Floze. — Insuffisance d'une indemnité d'expropriation), t. 1, p. 251.

Du sieur Mongrard. — (Indemnité pour préjudice causé à sa propriété par les travaux d'endiguement de la Seine), t. 1, p. 252.

Du sieur Boutroux. — (Remboursement de sommes avancées à la commune de Coullons (Loiret); acquisition par cette commune d'un immeuble que le pétitionnaire aurait acheté en vue d'y établir la mairie), t. 1, p. 252.

Du sieur Desfrançais du Verdier. — (Demande d'un bureau de tabac), t. 1, p. 253.

Du sieur Marchetti. — (Demande de secours pour son père), t. 1, p. 254.

Du sieur Schweitzer. — (Demande de récompense pour avoir eu le premier l'idée d'instituer la médaille de Sainte-Hélène), t. 1, p. 255.

Du sieur Merda. — (Plaintes contre une révocation), t. 1, p. 255.

Du sieur Barthomeuf. — (Plaintes contre un jugement), t. 1, p. 256.

De la dame Jouan. — (Restitution d'une retenue faite à

son père, sur son traitement de la Légion d'honneur, par le gouvernement de la Restauration), t. 1, p. 256.

Du sieur Viguier. — (Ouverture d'une enquête contre deux officiers ministériels de Pamiers), t. 1, p. 257.

De Ali-Ben-Zerg-el-Aïn. — (Décompte d'anciens services militaires dans la liquidation d'une pension de retraite), t. 1, p. 257.

Du sieur Sinoncelli. — (Déni de justice), t. 1, p. 258.

Du sieur Oury. — (Demande de secours), t. 1, p. 258.

Du sieur Corteggiani. — (Admission au bénéfice de l'assistance judiciaire), t. 1, p. 258.

Du sieur Forterre. — (Paiement, par la commune de Pont-du-Bois (Haute-Saône), d'une somme de 40 fr. due au pétitionnaire par cette commune), t. 1, p. 258.

De la dame Déchanet. — (Restitution de terres dont la pétitionnaire aurait été indûment dépossédée), t. 1, p. 259.

Du sieur D'Arlempde. — (Autorisation exceptionnelle de divorcer), t. 1, p. 259.

De la dame Peloux. — (Paiement de fourniture de pain faite, en 1817, aux troupes étrangères), t. 1, p. 260.

Du sieur Blache. — (Plaintes contre une révocation, et demande de secours ou d'un nouvel emploi), t. 1, p. 261.

Du sieur Chatelain. — (Plaintes contre un arrêté municipal qui lui interdit de laver dans la fontaine communale des étoffes sortant de la teinture), t. 1, p. 261.

Du sieur Anceaux. — (Autorisation de recueillir les herbes et de laisser paître les troupeaux dans les bois), t. 1, p. 284.

Du sieur Delaunay. — (Obligation aux médecins d'écrire lisiblement leurs ordonnances), t. 1, p. 286.

Du sieur Valla. — (Division en sections de toute commune de plus de 15 000 âmes pour les élections des conseils municipaux), t. 1, p. 290.

Du sieur Bonneront. — (Faculté pour tout fonctionnaire de voyager à prix réduit sur les chemins de fer; confection de tarifs fixant les frais de déplacement des membres de l'Université; établissement de règles d'avancement analogues à celles de l'armée), t. 1, p. 291.

Du sieur Bassouls. — (Nominations, dans chaque canton, d'un agent chargé de dresser l'état des mutations foncières), t. 1, p. 293.

Du sieur Louis. — (Amélioration des règlements des hospices en ce qui concerne la sortie au dehors des pensionnaires), t. 1, p. 295.

Du sieur Mathieu. — (Rétablissement des musiques de cavalerie), t. 1, p. 349.

Du sieur Bernardin. — (Plaintes contre le préjudice causé par une haie vive et un fossé établis sur la lisière d'un bois communal), t. 1, p. 353.

Du sieur Baux. — (Faculté pour les officiers en retraite de voyager à prix réduit sur les chemins de fer), t. 1, p. 354.

Du sieur Dubos. — (Nouveau règlement d'une pension d'ancien aide timonier de la marine), t. 1, p. 356.

Du sieur Doudoux-Ridou. — (Rectification, au moyen d'aliénation ou d'échanges, de l'alignement des forêts), t. 1, p. 357.

Du sieur de Champrobert. — (Remplacement de l'exonération du service militaire par l'échange des numéros de tirage entre jeunes gens de la même classe et du même canton), t. 1, p. 358.

Du sieur Vachin. — (Suppression de l'école Polytechnique et de l'école Saint-Cyr), t. 1, p. 361.

Du sieur Brusq. — (Accroissement des attributions et de la solde des secrétaires de mairie), t. 1, p. 365.

Du sieur Parmentier. — (Secours pour les anciens instituteurs), t. 1, p. 495.

Du sieur Bos. — (Moyens de former une grande armée et d'en améliorer le sort en diminuant le contingent an-

nuel; destruction du vagabondage et suppression des maisons de correction), t. 1, p. 497.

Du sieur Tapie. — (Édiction de peines contre ceux qui détruisent les petits oiseaux), t. 1, p. 498.

Du sieur Monginoux. — (Édiction d'une nouvelle législation sur la pêche), t. 1, p. 500.

Du sieur Pède. — (Plaintes contre les charges qui grèvent le poisson apporté à la halle de Paris), t. 1, p. 501.

Du sieur Crochet. — (Encouragement de l'État pour le développement des prairies), t. 1, p. 502.

Du sieur Mercier. — (Réclamation contre l'interprétation donnée à l'article 105 du Code forestier sur l'affouage, dans la commune du Grand-Sancey [Doubs]), t. 1, p. 505.

Du sieur Prieur. — (Plantation de mûriers sur les bords des routes et des chemins), t. 1, p. 508.

Du sieur Perrier de Savigny. — (Administration et entretien par l'État de toutes les voies de communication, sans distinction), t. 1, p. 508.

Du sieur Bornier. — (Développement des assurances mutuelles agricoles), t. 1, p. 562.

Du sieur Chancerel. — (Abrogation de l'article 219 du Code forestier relatif au défrichement), t. 1, p. 563.

Du sieur Colbrant. — (Établissement d'un monopole pour la fabrication de l'absinthe; élévation du prix de cette liqueur), t. 1, p. 564.

Du sieur Bentzien. — (Réforme du système pénitentiaire), t. 1, p. 571.

Du sieur Biarnais. — (Modification de l'article 213 du Code Napoléon, relatif à la quotité disponible), t. 1, p. 573.

Du sieur Largnier. — (Défense aux avocats de plaider devant des juges qui leur sont unis par des liens de parenté), t. 1, p. 574.

Du sieur Thévenet. — (Révocation d'une donation faite à la commune de la Tour-du-Pin), t. 1, p. 575.

Du sieur Lacalm. — (Établissement d'une patente sur les écrivains), t. 1, p. 576.

Du sieur Lelong. — (Création de primes pour les parents ayant beaucoup d'enfants; établissement d'un impôt sur les célibataires; surveillance active à exercer sur les nourrices), t. 1, p. 577.

Du sieur Viennois. — (Indemnité pour les maîtres de poste), t. 1, p. 579.

Du sieur Huguet. — (Réforme dans la tenue des registres de l'état civil), t. 1, p. 581.

Du sieur Sallé. — (Élection des juges consulaires par tous les patentés), t. 1, p. 582.

Du sieur Subra. — (Plaintes contre une escroquerie), t. 1, p. 587.

Du sieur Véry. — (Modification de l'organisation judiciaire), t. 1, p. 588.

Du sieur Clair. — (Réforme de la législation de 1838 sur les aliénés), t. 2, p. 36.

Du sieur Jovart. — (Même sujet), t. 2, p. 54.

Du sieur Breton. — (Même sujet), t. 2, p. 56.

Du sieur Fallourd. — (Même sujet), t. 2, p. 57.

Du sieur Samson. — (Même sujet), t. 2, p. 208.

Du sieur de Bérard de Montours. — (Même sujet), t. 3, p. 45.

Du sieur Altairac. — (Même sujet), t. 3, p. 47.

Du sieur Authié. — (Même sujet), t. 3, p. 49.

Du sieur Rozier. — (Même sujet), t. 3, p. 50.

Du sieur Espagne. — (Même sujet), t. 3, p. 72.

Du sieur Desmartis. — (Même sujet), t. 3, p. 440.

- De la dame Jaffaux. — (Même sujet), t. 4, p. 105.
- Du sieur Deillet des Murs. — (Maintien provisoire de la peine de mort; établissement de deux degrés de juridiction en matière criminelle), t. 2, p. 60.
- Du sieur Muller. — (Obligation pour les théâtres Français et de l'Odéon de donner, le dimanche, pendant le jour et à prix réduit, des représentations du répertoire tragique), t. 2, p. 115.
- Du sieur Crost. — (Prohibition de certains engins de pêche), t. 2, p. 128.
- De la dame de Vyers; du sieur Belfara. — (Intervention du Gouvernement pour sauvegarder les intérêts des actionnaires des chemins de fer espagnols), t. 2, p. 134.
- Du sieur Limayrac. — (Même sujet), t. 2, p. 134.
- Du sieur Marc. — (Même sujet), t. 4, p. 54.
- Du sieur Tajan. — (Réparation par le gouvernement mexicain d'un préjudice causé, en 1843, par la douane de Tampico), t. 2, p. 144.
- Du sieur Besson-Caillet. — (Plaintes contre l'ambassade de France à Constantinople), t. 2, p. 145.
- Du sieur Gaynard. — (Moyens de remédier aux souffrances de l'agriculture), t. 2, p. 147.
- Du sieur Maïgnon. — (Franchise postale pour la correspondance des instituteurs libres avec l'inspecteur primaire), t. 2, p. 152.
- Du sieur Gozé. — (Déni de justice), t. 2, p. 153.
- Du sieur Jolly. — (Défense aux gardes forestiers de s'armer de fusils), t. 2, p. 154.
- Du sieur de l'Étoile. — (Assurance obligatoire de tous les biens meubles et immeubles à une compagnie d'assurances fondée par l'État), t. 2, p. 154.
- Du sieur Giraldon. — (Organisation à bon marché de la police dans les villes), t. 2, p. 156.

De la dame Lepiquier. — (Déni de justice), t. 2, p. 159.

Du sieur Lavergne. — (Mesures répressives contre les compagnies d'assurances qui insèrent dans leurs polices des clauses trompeuses), t. 2, p. 160.

Du sieur Dauzié. — (Augmentation du traitement des instituteurs), t. 2, p. 163.

Du docteur Laugier. — (Demande tendant à placer les orphelins d'anciens militaires sous la tutelle légale du Chef de l'État), t. 2, p. 163.

Du sieur Coulbault. — (Modification de l'article 549 du Code de commerce, relatif au salaire des ouvriers employés par le failli), t. 2, p. 166.

Du sieur Chambonnau. — (Abrogation des articles 205 et 421 du Code d'instruction criminelle), t. 2, p. 171.

Du sieur Lambin. — (Modification de l'article 497 du Code de commerce, relatif à l'affirmation des créances), t. 2, p. 178.

Du sieur Daudeville. — (Modification de l'article 373 du Code pénal, relatif aux dénonciations calomnieuses), t. 2, p. 180.

Du sieur Jullien. — (Transmission du service de la télégraphie privée à une compagnie responsable), t. 2, p. 181.

Du sieur Peyronnet. — (Remise entre les mains des maires des réclamations en matière d'impôt), t. 2, p. 181.

Du sieur Cayot. — (Transport par la poste, et en franchise, des sommes ou objets transmis par les caisses d'épargne), t. 2, p. 182.

Du sieur Quentin. — (Indemnité en faveur des personnes ayant subi à tort une détention préventive), t. 2, p. 184.

Du sieur Rousseau. — (Constatation des naissances à domicile), t. 2, p. 185.

Du sieur Chavagnac. — (Adoption de mesures propres à prévenir la destruction des petits oiseaux), t. 2, p. 185.

Du sieur Deschamps. — (Répression sévère du vagabondage des chiens non muselés), t. 2, p. 185.

Du sieur Guérard. — (Application des circonstances atténuantes), t. 2, p. 186.

Du sieur Lafargue. — (Inamovibilité des desservants au bout de dix ans de service dans les ordres), t. 2, p. 186.

Du sieur Dunays. — (Application de la loi de 1861 aux veuves des militaires retraités avant cette époque), t. 2, p. 187.

Du sieur Godard. — (Abrogation de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII), t. 2, p. 187.

Du sieur Allix. — (Enquête sur le régime des aliénés), t. 2, p. 187.

Du sieur Pannier. — (Demande d'une subvention pour monter une fabrique), t. 2, p. 188.

Du sieur Pierron. — (Demande de secours), t. 2, p. 188.

Du sieur Wollbrett. — (Rémunération pour un projet d'alimentation du canal de la Marne au Rhin), t. 2, p. 188.

Du sieur Noirey. — (Demande de secours), t. 2, p. 188.

Du sieur Favre. — (Récompense nationale pour avoir le premier demandé le retour des cendres de Napoléon), t. 2, p. 189.

Du sieur Saumur. — (Récompense nationale de 20 millions comme inventeur des tampons adaptés aux wagons de chemins de fer), t. 2, p. 189.

Du sieur Huard de Pally. — (Recommandation au Gouvernement d'un nouvel engrais), t. 2, p. 189.

Du sieur Dors. — (Payement d'une fourniture de lits militaires faite en 1793; réparation pécuniaire de dégâts causés en 1814 à un immeuble situé à Schelestadt), t. 2, p. 189.

Du sieur Courtois. — (Réintégration de la dame Cour-

tois dans son emploi à l'administration des postes); t. 2, p. 190.

Du sieur Le Guillou. — (Plaintes contre un magistrat); t. 2, p. 190.

Du sieur Moralis. — (Plaintes contre un jugement), t. 2, p. 190.

De l'abbé Gallin. — (Abandon, par la ville de Nice, du projet de prolongement de l'avenue du Prince Impérial), t. 2, p. 190.

Du sieur Michard. — (Considérations sur le rôle du Corps législatif dans la conduite des affaires de l'État), t. 2, p. 220.

Du sieur Huard de Pally. — (Faculté de se faire défendre sans mandat et par un avocat devant la justice de paix), t. 2, p. 220.

Du sieur Lataur. — (Révocation ou déplacement d'un desservant qui aurait déplu au centième de ses paroissiens), t. 2, p. 220.

Du sieur de Revel. — (Exonération de l'impôt pour toute terre demeurée inculte), t. 2, p. 220.

Du sieur Hauret. — (Répression plus prompte des insultes ou agressions sur la voie publique), t. 2, p. 221.

Du sieur Peyronnet. — (Affichage aux mairies du tableau des commerçants faillis), t. 2, p. 221.

Du sieur Deloge. — (Admission forcée de l'étude du livre : *De la Démocratie en Amérique*, pour les épreuves du baccalauréat; suppression de toute dépense au compte de l'État pour le budget des cultes), t. 2, p. 221.

Du sieur Bernaert. — (Interdiction de remplir des fonctions municipales à tout fermier d'un propriétaire étranger), t. 2, p. 222.

Du sieur Moilin. — (Libre exercice de la médecine); t. 2, p. 222.

Du sieur Nadaud de Vallette. — (Interdiction aux con-

ducteurs des ponts et chaussées d'entreprendre des travaux particuliers), t. 2, p. 222.

Du sieur de Saint-Victor. — (Suppression des gardes champêtres), t. 2, p. 223.

Du sieur Lauriol. — (Indemnité pour les propriétaires de cargaisons ou navires détruits pendant la guerre), t. 2, p. 223.

Du sieur Desmartis. — (Établissement d'un jury d'honneur chargé de prononcer les exclusions des sociétés savantes et des sociétés de secours mutuels), t. 2, p. 223.

Du sieur Béguin. — (Introduction d'un cours de doctrine sociale dans l'enseignement primaire), t. 2, p. 223.

Du sieur Rollin. — (Augmentation de la dimension des objets envoyés par la poste), t. 2, p. 224.

Du sieur Francez. — (Liquidation des pensions de retraite des employés à cheval, en comprenant avec le traitement les indemnités allouées pour le cheval), t. 2, p. 224.

Du sieur Marchand. — (Renvoi de la loi sur l'armée à une nouvelle délibération du Corps législatif), t. 2, p. 300.

Du sieur Bornet; du sieur Bord. — (Demandes tendant à introduire dans la loi sur l'armée des dispositions qui y sont déjà insérées), t. 2, p. 301.

De l'abbé Denis; du sieur Moreau. — (Réparation de la mort de l'empereur Maximilien), t. 2, p. 490.

Du sieur Glaentzer. — (Érection d'un temple protestant dans le quartier de l'École militaire), t. 2, p. 490.

Du sieur Courtin. — (Interdiction de congédier un fonctionnaire mis à la retraite avant la réception de son titre de pension), t. 2, p. 492.

Du sieur Miot. — (Obligation pour la Cour de cassation de statuer dans les délais légaux), t. 2, p. 308.

Du sieur Texède. — (Réserve des ascendants autres que les père et mère, dans le cas de legs universel), t. 2, p. 318.

Du sieur David Nillet. — (Réparation du préjudice causé au pétitionnaire par la privation du bénéfice de la loi sur la dotation de l'armée), t. 2, p. 523.

Du sieur Ducoudray. — (Réforme de l'institution des consulats), t. 2, p. 526.

Du sieur Fabry. — (Application à la Banque de France de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt), t. 3, p. 7.

Du sieur Pheulpin. — (Plaintes contre la suppression d'une allocation supplémentaire accordée aux instituteurs tenant des écoles gratuites), t. 3, p. 11.

Du sieur Lunel. — (Réforme du mode d'élection pour les consistoires israélites; administration financière de ces consistoires), t. 3, p. 14.

Du sieur Teulon. — (Demande tendant à la communication au Sénat, par le Gouvernement, de la suite donnée aux pétitions renvoyées aux ministres par cette assemblée), t. 3, p. 23.

Du sieur Des Planques. — (Plaintes contre l'administration de la société des ports de Brest), t. 3, p. 51.

Du sieur Méliande. — (Obligation, pour les armuriers, d'insérer sur un registre le nom et le domicile de tout acquéreur d'arme à feu), t. 3, p. 52.

Du sieur Courbebaisse. — (Attribution à chaque électeur d'autant de votes qu'il représente de personnes comme chef de famille), t. 3, p. 53.

Du sieur Lamothe. — (Établissement d'un impôt sur les appartements non loués; diminution de l'impôt sur ceux qui sont loués, etc.), t. 3, p. 57.

Du sieur Bataillé; du sieur de Poilly. — (Interdiction pour tout candidat, convaincu d'avoir employé la corruption pour se faire élire, de se présenter à l'avenir aux suffrages des électeurs), t. 3, p. 61.

Du sieur Derbesse. — (Même objet), t. 6, p. 321.

Du sieur Nogier. — (Simplification des formes de procédure pour expulser les locataires qui ne payent pas leurs loyers), t. 3, p. 65.

Du capitaine Sarrus. — (Payement d'arrérages d'une pension militaire), t. 3, p. 65.

Du sieur Mollet. — (Pétition inintelligible), t. 3, p. 69.

Du sieur Courrèges. — (Modification des bases de l'impôt frappant la fortune mobilière), t. 3, p. 112.

Du docteur Magniaux. — (Adoption de mesures propres à assurer le contrôle des contribuables sur la répartition des impôts), t. 3, p. 118.

Du sieur Brunel. — (Plaintes contre la répartition des contributions spéciales destinées aux dépenses des bourses et chambres de commerce), t. 3, p. 121.

Du sieur Vaudoré. — (Fixation du taux de l'impôt mobilier d'après la valeur des meubles, et non d'après le taux d'évaluation du loyer), t. 3, p. 123.

Du sieur Delpèch. — (Obligation, pour le dernier porteur d'un effet, d'aviser immédiatement le bénéficiaire, en cas de non payement), t. 3, p. 126.

Du sieur Bellot. — (Mesures à prendre pour empêcher certains contribuables d'échapper à la prestation en nature), t. 3, p. 127.

Du sieur Berthon. — (Obligation, pour les propriétaires ou exploitants de toute entreprise industrielle, de concourir à la confection et à l'entretien des chemins vicinaux), t. 3, p. 130.

Du sieur Gardiol. — (Création d'un enseignement agricole dans les campagnes), t. 3, p. 169.

Du sieur Commerson. — (Répartition entre les chemins vicinaux et les chemins ruraux de la taxe des prestations), t. 3, p. 171.

Du sieur Charles. — (Même objet), t. 3, p. 179.

Du sieur Darmau. — (Amélioration de la position des officiers mis à la retraite pour infirmités), t. 3, p. 175.

Du sieur Gagne. — (Pénalités contre le duel), t. 3, p. 181.

Du sieur Hocquet. — (Réclamation d'une récompense comme inventeur du télégraphe électrique), t. 3, p. 182.

Du sieur Roucanière. — (Remboursement de droits d'enregistrement), t. 3, p. 183.

Du sieur Perret. — (Augmentation du traitement des sous-officiers surveillants des prisons militaires), t. 3, p. 184.

Du sieur Brocard. — (Réclamation d'une récompense nationale comme inventeur du blindage des navires et de redoutes portatives à l'épreuve du boulet), t. 3, p. 186.

Du sieur Mathieu. — (Obligation, pour les receveurs du domaine et des contributions indirectes, de choisir leurs employés parmi les anciens militaires), t. 3, p. 187.

Du sieur Debuyser. — (Autorisation, pour les instituteurs primaires libres, de faire suivre à leurs élèves les cours des lycées et collèges), t. 3, p. 193.

Du sieur Deiche. — (Révocation du décret de 1852 sur la limite d'âge appliquée à la magistrature), t. 3, p. 195.

Du sieur Guillard. — (Droit, pour tout écrivain âgé de vingt et un ans, de faire insérer gratis ses ouvrages dans toute publication périodique), t. 3, p. 197.

Du sieur Ratel. — (Dépôt, par chaque maire, aux archives de la mairie, et à son entrée en fonctions, de sa photographie), t. 3, p. 197.

Du sieur Bourcier. — (Modification de la devise : *Dieu protège la France*, en y ajoutant : *et ses alliés*), t. 3, p. 198.

Du sieur Desmartis. — (Délivrance de médicaments par les bureaux de bienfaisance), t. 3, p. 267.

Du sieur Berthon. — (Entretien des routes impériales et départementales par les communes), t. 3, p. 268.

Du sieur Haudidier. — (Délai pour la délivrance des certificats d'opposition au mariage), t. 3, p. 270.

Du sieur Pendrié. — (Surveillance active de la fabrication des farines et du pain), t. 3, p. 272.

Du sieur Rousselot. — (Autorisation de faire exempter son fils du service dans la garde mobile), t. 3, p. 274.

Du sieur Gaillouste. — (Projet de réorganisation de l'armée), t. 3, p. 276.

Du sieur Barras; du sieur Félar. — (Pensions militaires), t. 3, p. 278.

Du sieur Maret. — (Restitution aux familles des pensionnaires de l'assistance publique, décédés, des effets leur ayant appartenu), t. 3, p. 288.

De l'abbé Viguié. — (Réduction des formalités à remplir par les congrégations religieuses pour l'acceptation des dons et legs), t. 3, p. 294.

Du sieur Bonnet. — (Révision de la loi de l'an XI, relative à l'exercice de la pharmacie), t. 3, p. 298.

Du sieur Varnier. — (Plaintes contre le régime des occupations temporaires de terrains pour travaux publics), t. 3, p. 309.

Du sieur Martin Vigneron. — (Mesures à prendre pour empêcher le prix élevé des céréales), t. 3, p. 313.

Du sieur Le Magnet. — (Augmentation de la demi-solde des ouvriers des arsenaux maritimes), t. 3, p. 361.

Du sieur Ringeisen. — (Abrogation de l'article 136 du Code forestier, relatif aux travaux d'endiguage et de fascinage sur le Rhin), t. 3, p. 363.

Du sieur Aubry. — (Règlement de compte de travaux exécutés au séminaire de Laval [Mayenne]), t. 3, p. 369.

Du sieur Dulac. — (Autorisation à la caisse projetée des chemins vicinaux de prêter aux départements et communes pour l'établissement de chemins de fer d'intérêt local), t. 3, p. 370.

Du sieur Fanroux. — (Plaintes contre son inscription

au rôle de la contribution personnelle-mobilière), t. 3, p. 374.

Du sieur Lafon. — (Réhabilitation du capitaine de vaisseau Lafon, fusillé en 1809), t. 3, p. 377.

Du sieur Leterrier. — (Facilités à accorder aux ventes d'immeubles), t. 3, p. 383.

Du sieur Capelle. — (Moyens d'éviter les frais que coûte le recensement quinquennal), t. 3, p. 385.

Du sieur Lévy. — (Interdiction aux pharmaciens de vendre des denrées), t. 3, p. 391.

Du sieur Duchêne. — (Demande tendant à ne faire admettre d'office à la retraite que les employés ayant soixante-dix ans d'âge), t. 3, p. 394.

Du sieur Quicherat. — (Érection d'un arc de triomphe en l'honneur des victoires remportées par l'armée française sous Napoléon III), t. 3, p. 396.

Du sieur Cazères; du sieur Cramouzeau. — (Association à l'empire du Prince Impérial, sous le nom de Napoléon IV), t. 3, p. 397.

Du sieur Campagnac. — (Plaintes contre un jugement), t. 3, p. 399.

Du sieur Astier. — (Augmentation de son indemnité de logement, comme pasteur), t. 3, p. 400.

Du sieur Faure. — (Plaintes contre les tribunaux de Bône (Algérie), qui lui défendent de plaider devant eux comme mandataire), t. 3, p. 400.

Du sieur Mavergnier. — (Adoption d'un moyen destiné à empêcher la fréquence des pluies), t. 3, p. 402.

Du sieur Vuillerot. — (Plaintes contre un jugement), t. 3, p. 403.

Du sieur Plagnieu. — (Même objet), t. 3, p. 403.

Du sieur Chaignaud. — (Création d'une médaille civile pour les maires non renommés après dix ans de fonctions), t. 3, p. 404.

Du sieur Deiss. — (Obligation, pour les établissements publics qui ont des journaux de l'opposition, d'avoir à côté un journal conservateur), t. 3, p. 404.

Du sieur Latailhède. — (Abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, relative à la nomination des aumôniers des hospices), t. 3, p. 406.

De la dame Fouque. — (Intervention auprès du gouvernement italien pour le payement d'une créance), t. 3, p. 410.

Du sieur Rayne. — (Plaintes contre les différents modes suivis par l'administration pour la perception de l'impôt sur les liqueurs, à Paris ou en province), t. 3, p. 415.

Du sieur Nourry; du sieur Harel; du sieur Rousseau. — (Application de l'article 13 de la loi de 1832, relatif aux exemptions du service militaire), t. 3, p. 427.

Du sieur Dufour. — (Adoption de mesures de police municipale pour prévenir les incendies), t. 3, p. 428.

Du sieur Carbonel. — (Obligation pour tout journal de reproduire dans les vingt-quatre heures toute réfutation des articles qu'il a insérés), t. 3, p. 430.

Du sieur Carle. — (Allocation d'une somme de 8000 fr. pour entreprendre une culture de bananiers en Algérie), t. 3, p. 433.

Du sieur Flory. — (Demande tendant à ce que les révocations des maires soient motivées comme les décisions judiciaires), t. 3, p. 434.

Du sieur Olivieri. — (Extension de la franchise postale aux notaires pour leur correspondance officielle), t. 3, p. 434.

Du sieur Pécardat. — (Plaintes contre les actes de son conseil judiciaire), t. 3, p. 436.

Du sieur Sanègre. — (Remboursement d'une créance sur un particulier), t. 3, p. 437.

Du sieur Rogoni. — (Plaintes contre sa révocation de garde champêtre), t. 3, p. 437.

Du sieur Vrillaud. — (Réclamation d'une somme due par la société des sauveteurs de la Gironde), t. 3, p. 438.

Du sieur Hervé. — (Transport des matériaux; musellement des chiens; étude du droit romain dans les facultés), t. 3, p. 438.

Du sieur Delcominet. — (Annulation de la vente d'un bien communal), t. 3, p. 442; t. 6, p. 320.

Du sieur Schweitzer. — (Récompense pour avoir le premier réclamé la création de la médaille de Sainte-Hélène), t. 3, p. 445.

Du sieur Royer. — (Modifications à la tenue des actes de l'état civil), t. 3, p. 446.

Du sieur Duret. — (Même objet), t. 3, p. 516.

Du sieur Borie. — (Réduction du format et par conséquent du poids des dépêches ministérielles; droit pour les officiers de santé de procéder aux opérations chirurgicales; création d'inspecteurs spéciaux chargés de parcourir la France pour recevoir les plaintes des citoyens), t. 3, p. 447.

Du sieur Roux. — (Simplification des formalités pour toucher à la Caisse des dépôts et consignations le montant des indemnités d'expropriation; diminution des droits de mutation d'immeubles), t. 3, p. 494.

Du sieur Foissard. — (Même objet), t. 6, p. 316.

Du sieur Théry. — (Diminution des droits de mutations d'immeubles), t. 3, p. 497.

Du sieur Olivier-Jeantet. — (Modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation), t. 3, p. 499.

Du sieur Masson. — (Meilleur emploi des prestations), t. 3, p. 502.

Du sieur Bellamy. — (Amélioration de la situation des instituteurs en retraite), t. 3, p. 505.

Du sieur Giraud. — (Même objet), t. 3, p. 506.

De la dame Cizeron de Bourdon. — (Admission à l'assistance judiciaire), t. 3, p. 506.

Du sieur Lecointe. — (Plaintes contre un avoué), t. 3, p. 509.

Du sieur Capelle. — (Envoi, avec les citations à comparaître devant les tribunaux de simple police, de la copie du procès-verbal de contravention), t. 3, p. 510.

Du sieur du Pac Marsoulies. — (Développement et achèvement des chemins vicinaux), t. 3, p. 517.

Du sieur Talopp. — (Obligation, pour les militaires libérés, de rendre leurs effets d'habillement), t. 3, p. 570.

Du sieur de Tounens. — (Indemnité pour les sacrifices faits en vue de créer une colonie française en Araucanie), t. 3, p. 578.

Du sieur Collin. — (Restitution à la France de l'armure de Jeanne-d'Arc), t. 3, p. 578.

Du sieur Dumesnil. — (Projet de réorganisation de l'armée), t. 3, p. 579.

Du sieur Joanny Bonnetain. — (Même objet), t. 3, p. 579.

Du sieur Tinel. — (Modification de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement), t. 3, p. 580.

Du sieur Baudoin. — (Projet de réorganisation de l'armée), t. 3, p. 580.

Du sieur Marguerit. — (Extension aux droits de greffe et d'hypothèque de l'exemption du demi-décime accordé par la loi de finances de 1866), t. 3, p. 635.

Du sieur Teulon. — (Nomination au Sénat du grand rabbin et d'un président de consistoire protestant), t. 3, p. 712.

Du sieur Gardiol. — (Organisation du crédit agricole), t. 3, p. 715.

Du sieur Descharrières. — (Modifications à la loi sur la chasse), t. 3, p. 717.

Du sieur Gary. — (Chemins vicinaux), t. 3, p. 733.

Du sieur de Nesle ; du sieur Orsibat. — (Pensions militaires), t. 3, p. 737.

Du sieur Soucasse. — (Exemption de toute taxe pour les lettres des militaires), t. 3, p. 738.

Du sieur Dusautoy. — (Suppression de la formalité du visa du payeur départemental avant le paiement des pensions), t. 3, p. 739.

Du sieur Hiriart. — (Transport à prix réduit pour les médecins militaires en retraite requis pour le service par les intendants), t. 3, p. 753.

Du sieur Richard (du Cantal). — (Introduction dans l'enseignement spécial de cours de zoologie appliquée à l'élevage), t. 3, p. 762.

Du sieur Ducasse. — (Composition des trains de chemins de fer), t. 3, p. 768.

Du sieur Fonteneau ; du sieur Michelot. — (Composition de la garde mobile), t. 3, p. 771.

Du sieur Renaud. — (Même sujet), t. 3, p. 772.

Du sieur Lacour-Manseau. — (Autorisation de prendre l'eau de mer comme engrais), t. 3, p. 773.

Du sieur Francez. — (Allocation d'une indemnité complémentaire d'une retraite), t. 3, p. 774.

Du sieur Doudoux-Ridoux. — (Rectification du contour des forêts de l'État), t. 3, p. 775.

Du sieur Astier. — (Condamnation du demandeur qui perd son procès, à payer des dommages et intérêts au défendeur), t. 3, p. 776.

Du sieur Soudieux. — (Autorisation de se servir d'un certain engin de pêche), t. 4, p. 55.

- Du sieur Fromet. — (Retraites des instituteurs primaires), t. 4, p. 56.
- Du sieur Pierre. — (Demande de secours), t. 4, p. 57.
- Du sieur Cau. — (Demande de médaille militaire), t. 4, p. 58.
- Du sieur Toussaint. — (Examen d'un procédé pour la guérison de la fièvre), t. 4, p. 59.
- Du sieur Duvergey. — (Réclamation contre sa mise en réforme), t. 4, p. 60.
- Du sieur Biolay. — (Augmentation de sa pension sur la liste civile), t. 4, p. 61.
- Du sieur Bousquet. — (Récompense pour des inventions), t. 4, p. 62.
- Du sieur Dacnaber. — (Encouragements aux débutants dans la carrière théâtrale), t. 4, p. 66.
- Du sieur Grelat. — (Modification de la loi de 1855 sur le contentieux des élections municipales), t. 4, p. 89.
- Du sieur Franvalet. — (Établissement d'un tronc pour les pauvres dans les théâtres et salles de bal), t. 4, p. 106.
- Du sieur Lefaucheux. — (Interdiction de l'emploi du cuivre, du zinc et du plomb pour les ustensiles de ménage), t. 4, p. 107.
- Du sieur Borie. — (Critique de la loi sur les conseils municipaux), t. 4, p. 108.
- Du sieur Perriquet. — (Interdiction, sous peine d'amende, de circuler dans une forêt hors des chemins frayés), t. 4, p. 108.
- Du sieur Mengnonnet. — (Plaintes contre la non convocation dans les délais légaux du conseil municipal de Granville), t. 4, p. 109.
- Du baron de Claye. — (Nouvelle répartition de l'impôt dans le département des Landes), t. 4, p. 111.

Du sieur Dupin. — (Diminution de la patente des banquiers dans les villes de 10 000 âmes et au-dessous), t. 4, p. 116.

Du sieur Cambon. — (Moyen de remédier aux abus commis par les facteurs qui ne remettraient pas toujours à destination les lettres qui leur sont confiées), t. 4, p. 117.

Du sieur Quatremain. — (Révision d'un jugement), t. 4, p. 118.

Du sieur André. — (Abolition du droit de tester), t. 4, p. 119.

Du sieur Bassinet; du sieur Hello. — (Abolition de la peine de mort). — Du sieur Brachet. — (Maintien de la peine de mort), t. 4, p. 120.

Du sieur Teulon. — (Application aux juges de paix du décret de 1832 sur la limite d'âge pour la magistrature), t. 4, p. 121.

Du sieur Sorbel. — (Modification à la procédure civile), t. 4, p. 122.

Du sieur Magrez. — (Plaintes contre le système de retenues opérées sur les traitements dans les manufactures de l'État), t. 4, p. 123.

Du sieur Levasseur. — (Augmentation du fonds de réserve ouvert aux anciens magistrats), t. 4, p. 125.

Du sieur Villacrose. — (Restriction du droit de succession au sixième degré en ligne collatérale), t. 4, p. 125.

Du sieur Doudoux-Ridoux. — (Nouvelle délimitation des départements, des arrondissements et des cantons), t. 4, p. 127.

Du sieur Levasseur. — (Réclamation contre un rapport fait sur une pétition précédente), t. 4, p. 133.

Du sieur Bassecourt. — (Rétablissement du tir international de Vincennes), t. 4, p. 139.

Du sieur Rigaut. — (Nouvelle délimitation de toutes les communes de France), t. 4, p. 146.

Du sieur Monge. — (Assainissement des fossés longeant le chemin de fer près de Tarascon [Bouches-du-Rhône]), t. 4, p. 149.

Du sieur Toussaint. — (Modifications dans le service des chemins de fer), t. 4, p. 151.

Du sieur Dugneyt. — (Libre exploitation, pour les communes, de leurs coupes affouagères), t. 4, p. 152.

Du sieur Montagne. — (Application, à son profit, du décret de 1805 qui dispose que tout père de sept enfants mâles pourra en faire élever un aux frais de l'État), t. 4, p. 558.

Du sieur Stevens. — (Réclamation à la Belgique des cendres du peintre David pour les inhumer en France), t. 4, p. 572.

Du sieur Vaissières. — (Interdiction aux conseils municipaux de délibérer sur les affaires auxquelles ils seraient attachés par un intérêt collectif), t. 4, p. 626.

Du sieur Crozant-Bridier. — (Interdiction aux vérificateurs des poids et mesures d'exercer les fonctions d'agent d'assurances), t. 4, p. 631.

Du sieur Serres. — (Exécution d'un arrêté d'alignement pris par le maire de Cahors), t. 4, p. 634.

Du sieur Poulain. — (Maintien des droits politiques au failli concordataire), t. 4, p. 636.

Du sieur Guillermin. — (Maintien des droits politiques au failli déclaré excusable), t. 4, p. 638.

Du sieur Hervé. — (Modifications à la loi relative au jury), t. 4, p. 639.

Du sieur Kentzel. — (Amélioration de la position des instituteurs), t. 4, p. 640.

Du sieur Garros. — (Même objet), t. 4, p. 641.

Du sieur Alibert. — (Interdiction d'amender les terres avec du plâtre et de souffrir la vigne), t. 4, p. 645.

Du sieur Langlois. — (Transport du pétitionnaire de l'hospice de Vernon à l'hospice de Louviers), t. 4, p. 645.

Du sieur Denis Albert. — (Établissement, dans chaque régiment, d'instructeurs chargés de relever le moral du soldat), t. 4, p. 646.

Du sieur Bouchaud. — (Établissement de conférences agricoles en faveur des militaires), t. 4, p. 647.

Du sieur Gruselle. — (Augmentation de sa pension de retraite), t. 4, p. 648.

Du sieur Hermann Rosenfeld. — (Réparation du préjudice causé par son propriétaire qui l'a expulsé de son logement), t. 4, p. 649.

Du sieur de La Cadre. — (Établissement de conférences ou lectures publiques et gratuites), t. 4, p. 650.

Du sieur Bellemin. — (Plaintes contre la suppression d'une pension), t. 4, p. 660.

Du sieur Autheman. — (Abolition des privilèges de pêche accordés à certains propriétaires de la ville de Martignes), t. 4, p. 660.

Du sieur Perrin. — (Modification de la législation sur les faillites), t. 5, p. 617.

Du sieur Pousset. — (Modification de la législation qui régit les caisses de retraite), t. 5, p. 628.

De la dame de Ligondès-l'Épine. — (Restitution d'une somme confisquée en 1792), t. 5, p. 630.

Du sieur Tajan. — (Répartition des sommes léguées par Napoléon I^{er} à ses anciens soldats), t. 5, p. 695.

Du sieur Prud'homme [n^o 488]; du sieur Robillart [n^o 691]. — (Mesures pour assurer la conservation des petits oiseaux), t. 5, p. 696.

Du sieur André. — (Réduction des taxes qui pèsent sur les vins), t. 5, p. 715.

Du sieur Jacquier-Chatrier. — (Perception de l'impôt foncier après le commencement de la récolte), t. 5, p. 718.

Du sieur Haumé. — (Interdiction aux agents administratifs de s'immiscer dans le commerce), t. 6, p. 11.

Du sieur Désiré Durand. — (Augmentation du traitement des facteurs ruraux), t. 6, p. 11.

Du sieur Clergeau. — (Réclamation contre la taxe allouée aux experts par les tribunaux de commerce), t. 6, p. 12.

Du sieur Bachellery. — (Restitution d'une amende), t. 6, p. 13.

Du sieur Morlet. — (Destruction des hannetons), t. 6, p. 14.

Du sieur Menestrel. — (Impôt sur les célibataires), t. 6, p. 15.

Du sieur Desmytère. — (Construction, par les propriétaires fonciers, de maisons à bon marché pour leurs ouvriers), t. 6, p. 16.

Du sieur Lemaire. — (Demande d'un secours ou d'un bureau de tabac), t. 6, p. 17.

De la dame Bazelle. — (Mise en possession d'une dot), t. 6, p. 18. — (Voy. t. 4, p. 219).

Du sieur de Lostalot Bachoué. — (Interdiction de l'enseignement du matérialisme), t. 6, p. 18.

Du sieur Bayvet. — (Promulgation d'un sénatus-consulte interdisant de discuter les principes fondamentaux de la morale publique), t. 6, p. 20.

Du sieur Féline. — (Création d'un concours national de moralité et de belles actions), t. 6, p. 20.

De la dame Jaffeux. — (Plaintes contre un internement dans un asile d'aliénés), t. 6, p. 21.

Du sieur Jeanmaire. — (Considérations sur les conséquences fâcheuses de la guerre), t. 6, p. 22.

Du sieur Girardot. — (Interdiction des ventes amiables d'immeubles aux enchères), t. 6, p. 32.

Du sieur Turcat. — (Modification de l'article 175 du Code d'instruction criminelle, relatif à la déposition des témoins en cas d'appel correctionnel), t. 6, p. 33.

Du sieur Maurize. — (Plaintes contre les travaux exécutés à l'avenue d'Eylau), t. 6, p. 34.

Du sieur Soulé. — (Suppression du casuel du clergé; réduction à 20 000 fr. du maximum des traitements; suppression du cumul), t. 6, p. 39.

Du sieur Évrard. — (Demande de secours), t. 6, p. 39.

Du sieur Chauveau. — (Plaintes contre un jugement), t. 6, p. 40.

Du sieur Hénault. — (Même objet), *ibid.*

Du sieur Largefeuille. — (Circulation gratuite sur les chemins de fer), t. 6, p. 41.

Du sieur Chorgnon. — (Considérations sur les annonces judiciaires et le transport des journaux par la poste), t. 6, p. 41.

Du sieur Lefèvre. — (Déclassement du crime d'incendie qui descendrait, dans certains cas, au rang de délit), t. 6, p. 42.

Du sieur Moreau. — (Révision du cadastre), t. 6, p. 117.

Du sieur Burlat. — (Plaintes contre les travaux publics exécutés à Bercy), t. 6, p. 119.

Du vicomte de Romanet. — (Exécution de travaux publics dans le XVIII^e arrondissement), t. 6, p. 126.

Du sieur Beauvain. — (Interdiction de l'entrée dans Paris pour la viande de bestiaux tués en dehors du département), t. 6, p. 133.

Du sieur Gaudet. — (Défense d'atteler plus d'un cheval aux voitures ayant des roues d'une largeur moindre de 11 centimètres), t. 6, p. 140.

Du sieur Bérard de Ponthieu. — (Unité des monnaies, des poids et mesures et de la langue commerciale), t. 6, p. 141.

Du sieur Journet. — (Défense d'exercer la profession d'entrepreneur sans être muni d'un diplôme spécial), t. 6, p. 141.

Du sieur Perriquet. — (Suppression de l'obligation de mettre sur les voitures une plaque indiquant le nom et l'adresse du propriétaire), t. 6, p. 143.

Du sieur Chevalier. — (Facilités à accorder au propriétaire contre le locataire insolvable), t. 6, p. 144.

Du sieur Flory. — (Examen et autorisation par les tribunaux des placements à fonds perdus), t. 6, p. 145.

Du sieur Tribout. — (Plaintes contre un notaire), t. 6, p. 148.

Du sieur Bizard. — (Paiement, par son fils, d'une pension alimentaire), t. 6, p. 147.

Du sieur Grosser. — (Pénalité contre les athées; modification de la loi qui régit les mariages), t. 6, p. 148.

Du sieur Gaugiran. — (Extension de la franchise postale), t. 6, p. 150.

Du sieur Monteils-Pons. — (Vaccination obligatoire), t. 6, p. 158.

Du sieur Marochini. — (Suppression de l'usage établi en Corse, par les curés, de la quête du pain à domicile), t. 6, p. 160.

Du sieur Van Wormhoudt; du sieur Méliande. — (Moyens préservatifs de la rage), t. 6, p. 161.

Du sieur Rouzaud. — (Prolongation jusqu'à trente-cinq ans de la limite d'âge pour concourir à un emploi de conducteur des ponts et chaussées, en faveur des instituteurs), t. 6, p. 244.

Du sieur Carles. — (Mesures à prendre pour assurer la

conservation de la truite dans la rivière la Vis), t. 6, p. 246.

Du sieur Lamarque. — (Construction d'un viaduc entre la France et l'Angleterre), t. 6, p. 248.

Du sieur Metzger. — (Payement d'une indemnité pour pertes subies au Chili), t. 6, p. 252.

Du sieur Degouve-Denuncques. — (Édition d'une loi autorisant la publication par la presse des délibérations des commissions législatives), t. 6, p. 651.

Du sieur Latapie. — (Changement de la législation qui règle les expertises en matière de réclamations contre la contribution foncière), t. 6, p. 654.

Du sieur Verdellet. — (Modification du régime des eaux d'une usine située sur la Bièvre), t. 7, p. 76.

Du sieur Collet. — (Réorganisation des sapeurs-pompiers), t. 7, p. 134.

Du sieur Marchand. — (Interdiction de porter le ruban des décorations étrangères sans les insignes de l'ordre), t. 7, p. 136.

Du sieur Minjollat. — (Réforme des abus qui se commettent dans l'application de la loi du recrutement en ce qui concerne les dépenses ecclésiastiques), t. 7, p. 140.

Du sieur Viallet. — (Plaintes contre une révocation), t. 7, p. 144.

De l'abbé Lucotte. — (Obligation aux communes de donner aux prêtres qui les desservent par binage une indemnité s'élevant au moins à 300 fr. et la jouissance du presbytère), t. 7, p. 160.

Pétitions sur lesquelles le Sénat a prononcé la question préalable.

Du sieur Jaillon. — (Plaintes inconvenantes contre une décision du tribunal de commerce de la Seine), t. 1, p. 269.

Du sieur Ganerai. — (Faculté au prêtre démissionnaire ou révoqué de se marier, mais seulement dix ans après avoir quitté les ordres), t. 1, p. 270.

Du sieur Ferrer. — (Observations sur un rapport présenté sur une pétition précédente), t. 1, p. 496.

Des héritiers Bastier. — (Pétition inconvenante), t. 2, p. 144.

Du prince Commène. — (Récompense nationale), t. 2, p. 183.

Du sieur Laloge. — (Inconstitutionnalité des lois sur la presse, sur les réunions, etc.), t. 2, p. 183.

Du sieur Frey. — (Indemnité de la part de la compagnie du chemin de fer du Nord), t. 2, p. 183.

Du sieur Cayrol. — (Plaintes contre son internement dans une maison d'aliénés), t. 3, p. 25.

De membres du conseil municipal de Roquecourbe (Tarn). — (Critique de la gestion du maire de leur commune), t. 3, p. 192; t. 6, p. 31.

Du sieur Peloux. — (Augmentation d'une pension de retraite), t. 3, p. 196.

Du sieur Sabatier; du sieur Boutroux. — (Institution d'un congrès universel qui serait chargé de résoudre les différends entre nations), t. 3, p. 284.

Du sieur Barrau. — (Destitution du maire de la commune de Saint-Aventin [Haute-Garonne]), t. 3, p. 404.

Du sieur Meslin. — (Demande en autorisation de traduire le garde des sceaux devant la haute Cour de justice), t. 3, p. 405.

Du sieur Dessaint. — (Révision d'un jugement qui l'a condamné pour contrefaçon d'une marque de fabrique), t. 3, p. 405.

Du sieur Jobredot. — (Autorisation de poursuivre le ministre de la marine en règlement de compte d'une délégation sur un traitement), t. 3, p. 408.

Du sieur Delvincourt. — (Attaques violentes dirigées contre un notaire d'Oran), t. 3, p. 423.

Du sieur Guillaume. — (Plaintes contre un jugement), t. 3, p. 432.

Du sieur André. — (Abolition du droit de tester ; substitution du vote par famille au vote individuel, etc, etc.), t. 3, p. 435.

Du sieur Mosser. — (Réparation d'une erreur judiciaire), t. 3, p. 443.

Du sieur de Tounens. — (Création de deux polices, l'une nommée par la nation, l'autre par le Souverain), t. 3, p. 578.

Du sieur Nère. — (Abolition de l'impôt du sel), t. 3, p. 709.

Du sieur Leroy. — (Indemnité pour la perte de dessins, concernant une invention, remis à l'Empereur par le pétitionnaire), t. 3, p. 741.

Du sieur Mousselet. — (Remboursement de retenues faites sur une pension), t. 4, p. 56.

Du sieur Gueyffier. — (Moyen de faciliter la répression des contraventions dans les communes rurales), t. 4, p. 561.

Du sieur Saumur. — (Récompense nationale pour l'invention des tampons appliqués aux wagons de chemins de fer), t. 4, p. 625.

Du sieur Pasquini. — (Indication, dans les décrets de nomination dans la Légion d'honneur des fonctionnaires civils, des services qu'ils ont rendus), t. 4, p. 633.

Du sieur Baud. — (Suppression de l'indemnité due aux maîtres de poste par les entrepreneurs de voitures publiques qui n'emploient pas les chevaux des relais), t. 5, p. 716.

Du sieur Cyrille Lambert. — (Plaintes contre le maire de Raon-aux-Bois, qui recevrait un traitement de la commune), t. 6, p. 12.

Du sieur Nauroy [n° 600]. — (Suppression du serment préalable pour les candidats au Corps législatif), t. 6, p. 156.

Du sieur Delcominet. — (Annulation de la vente d'un bien communal), t. 6, p. 320.

Du sieur André. — (Changement du nom de garde nationale mobile en celui de jeune garde), t. 7, p. 147.

Liste par ordre alphabétique, des pétitionnaires individuels ou collectifs.

- Achard (Docteur), t. 7, p. 253.
Dix-en-Othe [*Aube*] (*Habitants d'*), t. 3, p. 59.
 Ali-ben-Zerg-el-Ain, t. 1, p. 257.
 Alibert, t. 4, p. 645.
 Allais, t. 4, p. 76.
 Allix (Docteur), t. 2, p. 187.
 Altairac, t. 3, p. 47.
 Anceaux, t. 1, p. 284.
 André, t. 1, p. 223; t. 3, p. 435; t. 4, p. 119; t. 5, p. 715; t. 7, p. 147.
 Andrieu, t. 1, p. 69.
 Arlempde (D'), t. 1, p. 259.
Ardèche (*Habitants de l'*), t. 6, p. 157.
Armateurs de navires, à Saint-Nazaire, t. 1, p. 546.
 Asselineau, t. 1, p. 225.
 Assezat, t. 1, p. 259.
Astugue [*Hautes-Pyrénées*] (*Habitants d'*), t. 3, p. 608.
 Astier, t. 3, p. 400, 776.
 Auber, t. 3, p. 644.
 Aubin, t. 2, p. 189.
 Aubry, t. 3, p. 369.
Auriol [*Bouches-du-Rhône*] (*Habitants d'*), t. 3, p. 399.
 Authié, t. 3, p. 49.
 Bachellery, t. 6, p. 13.
 Barbier, t. 2, p. 130.
 Barras, t. 3, p. 278.
 Barrau, t. 3, p. 404.
Barthe-de-Neste [*Hautes-Pyrénées*] (*Habitants de la*), t. 1, p. 565.

- Bartheleuf, t. 1, p. 256.
 Bassecourt (Achille), t. 4, p. 139.
 Bassinet, t. 4, p. 120.
 Bassouls, t. 1, p. 293.
 Bastier, t. 2, p. 144.
 Bataillé, t. 3, p. 61.
 Baud, t. 5, p. 716.
 Baudin (Charles et Alphonse), t. 1, p. 604.
 Baudoin, t. 2, p. 580.
 Baux, t. 1, p. 354.
 Bayvet, t. 6, p. 20.
 Bazelle, t. 1, p. 219.
 Bazelle (Dame de), t. 6, p. 18.
 Beaudoin, t. 6, p. 135.
 Beffara, t. 2, p. 134.
 Béguin, t. 2, p. 223.
 Beguinet, t. 1, p. 240.
 Bellamoy, t. 3, p. 505.
 Bellemin, t. 4, p. 660.
 Bellie, t. 3, p. 575.
 Bellot, t. 3, p. 127.
 Bentz, t. 1, p. 233.
 Bentzien, t. 1, p. 571.
 Bérard de Montours (De), t. 3, p. 45.
 Bérard de Ponthieu, t. 2, p. 139 ; t. 6, p. 141.
 Bernaert, t. 2, p. 222.
 Bernardin, t. 1, p. 353.
 Berthon, t. 3, p. 130, 268.
 Besançon frères, t. 7, p. 41.
 Besson-Caillot, t. 2, p. 145.
 Biarnais, t. 1, p. 573.
 Biolay, t. 4, p. 61.
Bitche [Moselle] (Onze membres du conseil municipal de),
 t. 1, p. 503.
 Bizard, t. 6, p. 147.
 Blache, t. 1, p. 261.
 Blaise Mathieu, t. 1, p. 247.
Bleneau [Yonne] (Habitants de), t. 1, p. 491.
 Bodart, t. 3, p. 320.
 Bonnaire, t. 1, p. 228.
 Bonneront, t. 1, p. 291.

- Bonnet, t. 3, p. 298.
 Bonnetain (Joanny), t. 3, p. 579.
 Bonriot, t. 1, p. 225.
 Bord, t. 2, p. 301.
Bordeaux (Propriétaires, à), t. 3, p. 77.
 Borie (Docteur), t. 3, p. 447; t. 4, p. 107.
 Bornet, t. 2, p. 301.
 Bornier, t. 1, p. 562.
 Bos, t. 1, p. 497.
 Bosch, t. 2, p. 151.
 Bouchaud, t. 4, p. 647.
 Boulard frères, t. 7, p. 148.
 Bourcier, t. 3, p. 198.
 Bourdère, t. 3, p. 302.
 Bourdon (Dame Cizeron de), t. 3, p. 506.
 Bourgeois, t. 1, p. 233.
 Bousquet, t. 4, p. 62.
 Boutroux, t. 1, p. 252; t. 3, p. 285.
 Brachet, t. 4, p. 120.
Brest (Habitants de), t. 1, p. 241.
 Breton, t. 1, p. 275.
 Breton (Albert), t. 2, p. 56.
 Brocard, t. 3, p. 186.
 Brunel, t. 3, p. 121.
 Brusq, t. 1, p. 365.
 Bukojemski, t. 1, p. 222, 238.
 Buralat, t. 6, p. 54.
 Burlat, t. 6, p. 119.
 Cadre (De la), t. 4, p. 650.
 Cail, t. 7, p. 41.
 Cambon, t. 1, p. 231; t. 4, p. 117.
 Campagnac, t. 3, p. 399.
 Capelle, t. 3, p. 385, 510.
Capestang [Hérault] (Habitants du canton de), t. 3, p. 93.
Capitaines de la marine marchande, à Saint-Nazaire, t. 1,
 p. 546.
 Carbonel, t. 3, p. 430.
 Carle, t. 3, p. 433.
 Carles fils, t. 6, p. 246.
 Caron, t. 1, p. 239.
 Casanova, t. 1, p. 253.

- Castelli (Docteur), t. 3, p. 305.
 Castillon-Duperron, t. 3, p. 293.
 Castres [Tarn] (*Habitants de*), t. 6, p. 122.
 Cau, t. 4, p. 58.
 Cayot, t. 2, p. 182.
 Cayrol, t. 3, p. 25.
 Cazères, t. 3, p. 397.
Cesny-Bois-Halbout [Calvados] (*Habitants de*), t. 1,
 p. 234.
 Chaignaud, t. 3, p. 404.
 Chalon, t. 1, p. 67.
 Chambonnau, t. 2, p. 171.
 Champrobert, t. 1, p. 358.
 Chancerel, t. 1, p. 563.
 Chandessais, t. 1, p. 242.
Charente-Inférieure (*Habitants du département de la*),
 t. 1, p. 491.
 Charles, t. 3, p. 179.
 Charton, t. 3, p. 386.
 Chatelain, t. 1, p. 261.
 Chaulet, t. 4, p. 134.
 Chauveau, t. 6, p. 40.
 Chavagnac, t. 2, p. 185.
Chéroy [Yonne] (*Habitants du canton de*), t. 2, p. 472.
 Chevalier, t. 6, p. 144.
 Chevallier, t. 1, p. 249.
 Chorgnon, t. 6, p. 41.
 Cizeron de Bourdon (Dame), t. 3, p. 506.
 Clair (Étienne), t. 2, p. 36.
 Claye (le baron de), t. 4, p. 111.
 Clément, t. 7, p. 79.
 Clergeau, t. 6, p. 12.
 Coiffard, t. 1, p. 491.
 Colbrant, t. 1, p. 564.
 Colin, t. 3, p. 691.
 Collet, dit Telloc, t. 7, p. 134.
 Collin, t. 3, p. 578.
Comice viticole des Pyrénées-Orientales, t. 6, p. 639.
 Commerson, t. 3, p. 171.
Commission syndicale des Rippes (Ain), t. 1, p. 229.
 Comnène (le prince), t. 2, p. 183.

- Compagnie anonyme du pont de Cubzac*, t. 2, p. 157.
Conseil municipal de Bitche (Moselle), t. 1, p. 503.
Conseil des prud'hommes d'Elbeuf (Seine-Inférieure),
 t. 3, p. 125.
 Constant, t. 5, p. 697.
 Corteggiani (Dominique), t. 1, p. 258.
 Coti (Constantin), t. 1, p. 227.
 Coulbault, t. 2, p. 166.
 Courbebaisse, t. 3, p. 53.
 Courrégés, t. 3, p. 112.
Courtiers et commissionnaires en marchandises, t. 3,
 p. 576.
 Courtin, t. 2, p. 492.
 Courtois, t. 2, p. 190.
 Coutand, t. 3, p. 168.
 Cramouzaud, t. 3, p. 397.
Creuzot [Saône-et-Loire] (Habitants du), t. 3, p. 269.
 Crochet, t. 1, p. 502.
 Crost, t. 2, p. 128.
 Crozant-Bridier (De), t. 4, p. 634.
Cuges [Bouches-du-Rhône] (Habitants de), t. 1, p. 236.
 Dacnaber, t. 4, p. 66.
Dampierre-sur-Salon [Haute-Saône] (Habitants de), t. 3
 p. 403.
 Dandeville, t. 2, p. 180.
 Darmau, t. 3, p. 175.
 Datas, t. 1, p. 225.
 Daullé, t. 3, p. 724.
 Dauzié, t. 2, p. 163.
 David Nillet, t. 2, p. 523.
 Debuyser, t. 3, p. 193.
 Déchanet, t. 1, p. 259.
 Dechastelus, t. 1, p. 229.
 Déchérac, t. 3, p. 302.
 Degouve-Denuncques, t. 6, p. 651.
 Dehais, t. 4, p. 563.
 Deiche, t. 3, p. 195.
 Deillet des Murs, t. 2, p. 60.
 Deiss, t. 3, p. 404.
 Delattre, t. 2, p. 61.
 Delaunay, t. 1, p. 286.

- Delcominet, t. 1, p. 235; t. 2, p. 442; t. 6, p. 320.
 Delenne, t. 3, p. 308.
 Deloge, t. 2, p. 221.
 Delvincourt, t. 3, p. 423.
 Denis (Abbé), t. 2, p. 490.
 Denis (Albert), t. 4, p. 646.
 Derbesse, t. 6, p. 321.
Dentistes (Vingt-neuf), t. 3, p. 300.
 Deschamps, t. 2, p. 183.
 Descharrières, t. 3, p. 717.
 Desfrançais du Verdier, t. 1, p. 253.
 Desmartis, t. 2, p. 223; t. 3, p. 267, 440.
 Desmytère, t. 6, p. 16.
 Des Planques, t. 3, p. 51.
 Dessaint, t. 3, p. 403.
 Destremx de Saint-Christol, t. 3, p. 569.
 Digard, t. 4, p. 128.
 Dors, t. 2, p. 189.
 Doudoux-Ridou, t. 1, p. 357; t. 3, p. 720, 775; t. 4, p. 127.
Droguistes (Négociants), t. 4, p. 153.
 Dubos, t. 1, p. 386.
 Du Boys, t. 3, p. 54.
 Ducasse (John), t. 3, p. 768.
 Duchène, t. 3, p. 394.
 Ducoudray, t. 2, p. 526.
 Dufour, t. 3, p. 428.
 Dugueyt, t. 4, p. 152.
 Dulac, t. 3, p. 370.
 Dumesnil, t. 3, p. 579.
 Dunays, t. 2, p. 186.
 Duperron père et fils, t. 6, p. 656.
 Dupin, t. 4, p. 116.
 Dupuis, t. 3, p. 302.
 Durand (Désiré), t. 6, p. 111.
 Duret, t. 3, p. 516.
 Durif, t. 1, p. 225.
 Dusautoy, t. 3, p. 739.
 Duvergey, t. 4, p. 60.
*Elbeuf (Seine-Inférieure) (Conseil des prud'hommes et
 ouvrier d')*, t. 3, p. 125.

- Employés du chemin de fer du Nord*, t. 1, p. 576.
Empury [Nièvre] (*Habitants d'*), t. 1, p. 492.
Ennery [Moselle] (*Habitants d'*), t. 1, p. 553.
 Espagne, t. 3, p. 72.
Eure-et-Loir (*Habitants du département d'*), t. 1, p. 491.
 Étoille (De L'), t. 2, p. 155.
Évenos [Var] (*Habitants d'*), t. 1, p. 66.
 Évrard, t. 6, p. 39.
Eyguières [Bouches-du-Rhône] (*Habitants d'*), t. 3, p. 165.
 Fabry, t. 3, p. 7.
 Fallourd, t. 2, p. 57.
 Fauqueux, t. 1, p. 251.
 Faure, t. 3, p. 400.
 Fauroux, t. 3, p. 374.
 Favre, t. 2, p. 189.
 Felar, t. 3, p. 278.
 Ferdi-Féline, t. 1, p. 249 ; t. 6, p. 20.
 Ferrer, t. 1, p. 496.
Festigny-les-Hameaux [Marne] (*Maire, adjoint et conseillers municipaux de*), t. 3, p. 741.
Finistère (*Habitants du département du*), t. 1, p. 491.
Flageolles [Cantal] (*Habitants de*), t. 4, p. 562.
Fleury-sur-Andelle [Eure] (*Habitants de*), t. 3, p. 389.
 Flory, t. 3, p. 434 ; t. 6, p. 146.
 Floze, t. 1, p. 251.
 Fonteneau, t. 3, p. 771.
 Fonterre, t. 1, p. 258.
 Fouque, née Sardou (Dame Élisabeth), t. 3, p. 410.
 Fracheboud, t. 1, p. 246.
 Fraisse, t. 3, p. 386.
 France, t. 1, p. 225.
 Francez, t. 2, p. 224 ; t. 3, p. 774.
 Franvalet, t. 4, p. 106.
 Frey, t. 1, p. 225 ; t. 2, p. 183.
 Frimat, t. 3, p. 300.
 Frimigacci, t. 1, p. 227.
 Fromet, t. 4, p. 56.
 Gagne, t. 3, p. 181.
 Gaignard, t. 2, p. 147.
 Gallin (Abbé), t. 2, p. 190.
 Gaillouste, t. 3, p. 276.

- Gamard, t. 1, p. 239.
 Ganerai, t. 1, p. 270.
Gard (Habitants du département du), t. 6, p. 157
 Gardiol, t. 3, p. 169, 713.
 Garros, t. 4, p. 641.
 Gary, t. 3, p. 733.
 Gaudet, t. 6, p. 140.
 Gaugiran, t. 6, p. 150.
 Geng, t. 1, p. 229.
 Gillon, t. 4, p. 618.
 Giraldon, t. 2, p. 156.
 Girardot, t. 6, p. 32.
 Giraud (Léopold), t. 3, p. 631.
 Glaentzer, t. 2, p. 490.
 Glorieux, t. 1, p. 64.
 Godard, t. 2, p. 187.
 Goudon, t. 1, p. 254.
 Goujet, t. 1, p. 243.
 Gozé, t. 2, p. 153.
 Grelat, t. 4, p. 89.
 Grosser, t. 6, p. 148.
 Gruselle, t. 4, p. 648.
 Guérard, t. 2, p. 186; t. 6, p. 577.
 Gueyffier, t. 4, p. 561.
 Guillard, t. 3, p. 197.
 Guillaume, t. 3, p. 432.
 Guillermin, t. 4, p. 638.
 Guisset, t. 1, p. 323.
 Guyot, t. 3, p. 444.
 Hamoir (René), t. 2, p. 61.
 Harel, t. 3, p. 427.
Harville [Meuse] (Maire, adjoint et habitants de), t. 3,
 p. 503.
 Haudidier, t. 3, p. 270.
 Haumé, t. 6, p. 11.
 Hauret, t. 2, p. 221.
 Hauteville (Marquis de), t. 1, p. 271.
 Hébrard, t. 1, p. 224.
 Hello, t. 4, p. 120.
 Hénault, t. 6, p. 40.
 Herbault, t. 3, p. 724.

- Hervé, t. 3, p. 438 ; t. 4, p. 639.
 Hiriart, t. 3, p. 753.
 Hochard, t. 3, p. 756.
 Hocquet, t. 3, p. 182.
Horticulteurs, à Bourges, t. 5, p. 708.
Hospices (Administrateurs d'), t. 4, p. 623.
 Huard de Pally, t. 2, p. 189, 220.
 Hubert, t. 2, p. 190.
 Huguet, t. 1, p. 581.
Huissiers de la Chartre [Sarthe], t. 3, p. 144.
 Hutin, t. 4, p. 152.
Ille-et-Vilaine (Habitants du département d'), t. 1,
 p. 491.
Instituteurs, t. 1, p. 237.
Israélites (Vingt), t. 3, p. 194.
 Jacquier-Chatrier, t. 5, p. 718.
 Jaffeux (Dame), t. 4, p. 105 ; t. 6, p. 21.
 Jaillon, t. 1, p. 269.
Jardiniers-marâchers, à Bourges, t. 5, p. 708.
 Jean François, t. 1, p. 240.
 Jeanmaire, t. 5, p. 22.
 Jeantet (Olivier), t. 3, p. 499.
 Jobredot, t. 3, p. 408.
 Jolly, t. 2, p. 154.
 Jouan, t. 1, p. 256.
 Journet, t. 6, p. 144.
 Jovart, t. 2, p. 54.
 Jullien, t. 2, p. 181.
 Junien, t. 1, p. 237.
Jura (Habitants du département du), t. 1, p. 491.
 Kentzel, t. 4, p. 640.
 La Borderie (De), t. 1, p. 491.
 Lacalm, t. 1, p. 576.
 Lacour-Manseau, t. 3, p. 772.
 Lafargue, t. 2, p. 186.
 Lafon (Julien), t. 3, p. 377.
 Laloge, t. 2, p. 183.
 Lamarque, t. 6, p. 248.
 Lambert, t. 7, p. 79.
 Lambert (Cyrille), t. 6, p. 12.
 Lambin, t. 2, p. 178.

- Lamothe, t. 3, p. 57.
 Langlois, t. 4, p. 645.
 Largefeuille, t. 6, p. 41.
 Larguier, t. 1, p. 574.
La Rochelle [*Charente-Inférieure*] (*Habitants de*), t. 1,
 p. 492.
 Latailhède, t. 3, p. 405.
 Latapie, t. 6, p. 654.
 Lataur, t. 2, p. 220.
 Laugier (Docteur), t. 2, p. 163.
 Lauriol, t. 2, p. 223.
 Lavalen d'Uston de Lavillèreglan (Comtesse de), t. 1,
 p. 224.
 Lavergne, t. 2, p. 160.
 Lavilléon (Vicomte de), t. 3, p. 25.
 Leclerc (Adolphe), t. 2, p. 61.
 Lecointe (Camille), t. 3, p. 509.
 Lefaucheux, t. 4, p. 107.
 Lefèvre, t. 6, p. 42.
 Le Guillou, t. 2, p. 190.
 Lejean, t. 1, p. 241.
 Lelong (Pierre), t. 1, p. 577.
 Le Magnet, t. 3, p. 361.
 Lemaire, t. 6, p. 17.
 Lemaire (Demoiselle Aline), t. 4, p. 303.
 Lempreur, t. 1, p. 222.
 Lepiquier (Dame), t. 2, p. 159.
 Leroux, t. 3, p. 389.
 Leroy, t. 3, p. 741.
 Leterrier, t. 3, p. 383.
 Levasseur, t. 4, p. 125, 133.
 Lévy, t. 3, p. 391.
 Ligondès-l'Épine (Dame de), t. 5, p. 630.
 Limayrac, t. 2, p. 134.
 Lostalot-Bachoué (De), t. 6, p. 18.
 Louis, t. 1, p. 295.
 Loze, t. 1, p. 231.
Lucéran [*Alpes-Maritimes*] (*Habitants de*), t. 1, p. 511
 Lucotte (Abbé), t. 7, p. 160.
 Lunel, t. 3, p. 14.
 Magniaux (Docteur), t. 3, p. 118.

- Magrez, t. 4, p. 123.
 Maignon, t. 2, p. 152.
 Malling [*Moselle*] (*Maire, conseil municipal et habitants de*), t. 7, p. 149.
 Manfredi (Docteur), t. 3, p. 305.
 Manière, t. 3, p. 692.
 Marc, t. 4, p. 54.
 Marchand, t. 2, p. 300; t. 7, p. 136.
Marchands forains, à Paris, t. 4, p. 354.
 Marchetti, t. 1, p. 254.
 Maret, t. 3, p. 288.
 Marguerit, t. 3, p. 635.
 Marochini, t. 6, p. 160.
Marseille (Habitants de), t. 2, p. 300.
 Marsoulies (Du Pac), t. 3, p. 517.
 Martigues [*Bouches-du-Rhône*] (*Habitants de*), t. 4, p. 660.
 Masson, t. 3, p. 502.
 Mathieu, t. 1, p. 349; t. 3, p. 187.
 Mathieu (Blaise), t. 1, p. 247.
 Maurize, t. 6, p. 34.
 Mavergnier, t. 3, p. 402.
Meaux [Seine-et-Marne] (Maire et habitants notables de), t. 3, p. 67.
Meaux [Seine-et-Marne] (Président du tribunal de commerce et habitants de), t. 3, p. 139.
 Méliande, t. 3, p. 52; t. 6, p. 161.
 Menestrel, t. 6, p. 15.
 Mengnonnet, t. 4, p. 109.
 Mercier, t. 1, p. 505.
 Merda, t. 1, p. 255.
 Meslin, t. 3, p. 405.
 Metzger, t. 6, p. 252.
 Meyer, t. 4, p. 575.
 Michard, t. 2, p. 220.
 Michaut, t. 2, p. 213.
 Michelot, t. 3, p. 771.
 Mignucci, t. 1, p. 253.
 Minjollat, t. 7, p. 140.
 Miot, t. 2, p. 508.
 Mocquot, t. 5, p. 611.

- Moilin, t. 2, p. 222.
 Mollet, t. 3, p. 69.
 Monard, t. 1, p. 236.
Monein [Basses-Pyrénées] (Habitants de), t. 1, p. 560.
 Monge, t. 4, p. 149.
 Monginoux, t. 1, p. 500.
 Mongrard, t. 1, p. 252.
 Monmayou, t. 2, p. 493.
 Montagne, t. 4, p. 558.
 Monteils-Pons, t. 6, p. 158.
 Montours (De Bérard de), t. 3, p. 45.
 Moralis, t. 2, p. 190.
 Moreau, t. 6, p. 117.
 Morel (Sieur et dame), t. 2, p. 189.
 Morin-Champrousse, t. 1, p. 238, 248.
 Morlet, t. 6, p. 14.
 Mosser, t. 3, p. 443.
 Mouillet, t. 1, p. 222.
 Mousselet, t. 4, p. 58.
 Muller [n° 248], t. 2, p. 115.
 Nadaud de Vallette, t. 2, p. 222.
 Nauroy [n° 600], t. 6, p. 156.
 Nère (Jacques), t. 3, p. 709.
 Nesle (De), t. 3, p. 737.
 Nillet (David), t. 2, p. 523.
 Niochau, t. 1, p. 246.
 Nogier, t. 3, p. 63.
 Noirey, t. 2, p. 188.
 Nourry, t. 3, p. 427.
Noyelles-Godeault [Pas-de-Calais] (Habitants de), t. 4,
 p. 317.
Noyelles-sur-Mer [Somme] (Habitants de) t. 4, p. 141.
Obligations mexicaines (Porteurs d'), t. 7, p. 305.
Officiers en retraite, t. 1, p. 225; t. 3, p. 278.
Oiseleurs du département de Tarn-et-Garonne, t. 1, p. 68.
 Olivieri, t. 3, p. 434.
 Ollagnier, t. 1, p. 254.
 Olviette, t. 7, p. 79.
Oran [Algérie] (Habitants d'), t. 3, p. 419.
 Orsibat, t. 3, p. 737.
Oullins [Rhône] (Habitants d'), t. 5, p. 632.

- Oury, t. 1, p. 258.
 Pannier, t. 2, p. 188.
 Parant, t. 1, p. 248.
 Paris (*Manufacturiers de l'ancienne banlieue de*), t. 7,
 p. 41.
 Paris (*Propriétaires dans la zone des fortifications de*),
 t. 4, p. 638,
 Paris (*Habitants du quartier Saint-Victor, à*), t. 1,
 p. 250.
 Paris (*Habitants du quartier des Ternes à*), t. 2,
 p. 153.
 Paris (*Habitants du XV^e arrondissement, à*), t. 2, p. 186.
 Paris (*Habitants du quartier du Champ de Mars, à*),
 t. 2, p. 476.
 Paris (*Habitants du quartier de la Villette, à*), t. 3,
 p. 386.
 Parmentier, t. 1, p. 49.
 Pas-de-Calais (*Habitants du*), t. 3, p. 716.
 Pasquini, t. 4, p. 633.
 Pautet, t. 1, p. 226.
 Pécardat, t. 3, p. 436.
 Pède, t. 1, p. 501.
 Peloux, t. 3, p. 196.
 Peloux (Dame), t. 1, p. 260.
 Pendrié, t. 3, p. 272.
 Perret, t. 3, p. 184.
 Perrier de Savigny, t. 1, p. 508.
 Perriers-sur-Andelle [*Eure*] (*Habitants de*), t. 3, p. 389.
 Perrin (Henry), t. 5, p. 617.
 Perriquet, t. 4, p. 108; t. 6, p. 143.
 Petit (Dominique), t. 2, p. 202.
 Peyronnet, t. 2, p. 181, 221.
 Pezan, t. 2, p. 180.
 Pheulpin, t. 3, p. 11.
 Philip, t. 1, p. 235.
 Philippot, t. 1, p. 281.
 Pichard, t. 1, p. 234.
 Pierre, t. 4, p. 57.
 Pierron, t. 2, p. 188.
 Pierson, t. 2, p. 61.
 Piet, t. 3, p. 198.

- Pillaud, t. 1, p. 223.
 Pinot, t. 1, p. 584.
 Pitti-Ferrandi (Docteur), t. 3, p. 305.
 Plagnieu, t. 3, p. 403.
 Poilly (De), t. 3, p. 62.
 Poisson (Désiré), t. 1, p. 288.
Pont-l'Évêque [Calvados] (Habitants de l'arrondissement de), t. 1, p. 39.
 Poughon, t. 2, p. 180.
 Poulain, t. 4, p. 636.
 Pousset, t. 5, p. 628.
 Prieur, t. 1, p. 508.
 Prud'homme [n° 488], t. 5, p. 696.
Pujaut [Gard] (Habitants de), t. 2, p. 161.
 Quatremaïn, t. 4, p. 118.
 Quentin, t. 2, p. 184.
 Quicherat, t. 3, p. 396.
 Quinard (Veuve), t. 4, p. 100.
 Raclet (Héritiers), t. 4, p. 651.
Radepont [Eure] (Habitants de), t. 3, p. 389.
Raffineries Numa-Grar (Comité de liquidation des), t. 6, p. 63.
 Ramus, t. 6, p. 23.
 Ratel, t. 3, p. 197.
 Raux, t. 2, p. 61.
 Rayne, t. 3, p. 415.
Ré (Habitants de l'île de), t. 1, p. 492.
 Regel (De), t. 2, p. 220.
 Renaud, t. 3, p. 772.
 Richard [du Cantal], t. 3, p. 762.
 Rigaut, t. 4, p. 146.
 Ringeisen, t. 3, p. 363.
Rippes [Ain] (Commission syndicale du hameau des), t. 1, p. 229.
 Robillard [n° 691], t. 5, p. 696.
 Rocca-Serra, t. 1, p. 225.
 Roche, t. 3, p. 164.
 Rochet, t. 1, p. 244.
 Roger, t. 3, p. 446.
 Rogoni, t. 3, p. 437.
 Rollin, t. 2, p. 224.

- Romanet (Vicomte de), t. 6, p. 126.
Roquecourbe [*Tarn*] (*Membres du conseil municipal de*),
 t. 3, p. 192; t. 6, p. 31.
 Rosenfeld (Hermann), t. 4, p. 649.
Roubaix (*Négociants et fabricants de*), t. 5, p. 720.
 Roucanière, t. 3, p. 183.
 Rousseau, t. 3, p. 427.
 Rousseau (Docteur), t. 2, p. 185.
 Rousselot, t. 3, p. 274.
 Roux, t. 3, p. 494; t. 6, p. 316.
 Rouzaud, t. 6, p. 244.
 Roy, t. 1, p. 246.
 Rozier, t. 3, p. 50.
 Sabatier, t. 3, p. 284.
Saint-Amand [*Meuse*] (*Habitants de*), t. 4, p. 642.
Saint-Arnaud [*Algérie*] (*Habitants de*), t. 3, p. 730.
Saint-Cyr-les-Vignes [*Loire*] (*Maire et conseil municipal de*), t. 3, p. 68.
Saint-Domingue (*Porteurs de titres de l'indemnité de*),
 t. 2, p. 136.
Sainte-Marie-de-Vatimesnil [*Eure*] (*Maire, adjoint et habitants de*), t. 1, p. 247.
Sainte-Marie-Ficaniella [*Corse*] (*Habitants de*), t. 3, p. 138.
Saint-Georges-Buttavent [*Mayenne*] (*Habitants de*), t. 1, p. 491.
Saint-Hilaire-du-Rozier [*Isère*] (*Habitants de*), t. 7, p. 233.
Saint-Igny [*Haute-Saône*] (*Habitants de*), t. 3, p. 265.
 Saint-James de Gaucourt (De), t. 1, p. 245.
Saint-Omer [*Pas-de-Calais*] (*Propriétaires de l'arrondissement de*), t. 3, p. 756.
 Saint-Victor (De), t. 1, p. 236, 287; t. 2, p. 223.
 Sallé jeune, t. 1, p. 582.
 Samson, t. 2, p. 208.
 Sanègre, t. 3, p. 437.
 Sarrus, t. 3, p. 65.
 Saumur, t. 2, p. 189; t. 4, p. 625.
Sauniers de l'ouest (*Négociants et propriétaires*), t. 3, p. 644.
 Say, t. 7, p. 41.

- Schauenburg (Baron de), t. 1, p. 234.
 Schweitzer, t. 1, p. 255; t. 3, p. 345.
Senonches [Eure-et-Loir] (Maire et conseillers municipaux de), t. 3, p. 358.
Seppois-le-Bas [Haut-Rhin] (Habitants de), t. 3, p. 571.
 Sépulchre, t. 2, p. 61.
 Seren (Joseph), t. 4, p. 157.
 Serres, t. 4, p. 634.
 Simon, t. 4, p. 629.
 Sinoncelli, t. 1, p. 258.
 Siromagnet, t. 2, p. 61.
 Sizaire, t. 3, p. 302.
Société d'agriculture de Pont-l'Évêque [Calvados], t. 1, p. 39.
Société d'émulation de Lisieux [Calvados], t. 1, p. 39.
Sociétés des sauveteurs de Blayés [Gironde] (Anciens membres de la), t. 2, p. 190.
Société vigneronne d'Issoudun, t. 6, p. 162.
 Sorbel, t. 4, p. 122.
 Sorbet-Rouany (De), t. 3, p. 618.
 Sosset, t. 3, p. 704.
 Soucaille, t. 3, p. 702.
 Soucasse, t. 3, p. 738.
 Soudieux, t. 4, p. 35.
 Soulé, t. 6, p. 39.
 Stevens, t. 4, p. 572.
 Subra, t. 1, p. 587.
 Tachon, t. 1, p. 281.
 Tajan, t. 2, p. 144; t. 5, p. 695.
 Talopp, t. 3, p. 570.
Tambours et trompettes de la garde nationale de Paris, décorés en juin 1848, t. 1, p. 287.
 Tapie, t. 1, p. 498.
 Teulon, t. 3, p. 23, 712; t. 4, p. 121.
 Texède, t. 2, p. 518.
 Théry, t. 3, p. 497.
 Thévenet (Marcellin), t. 1, p. 575.
 Thiéry, t. 1, p. 250.
 Tinel, t. 3, p. 580.
 Tirion, t. 1, p. 237.
 Tisserant, t. 3, p. 638.

- Tounens (De), t. 3, p. 578.
 Tourneur (Dame et demoiselles), t. 6, p. 17.
 Toussaint, t. 4, p. 59, 149.
Tréveray [Meuse] (Habitants de), t. 4, p. 642.
 Tribout, t. 6, p. 148.
Trouville [Calvados] (Conseil municipal et habitants de),
 t. 6, p. 26.
 Turbin, t. 4, p. 63.
 Turcat, t. 6, p. 33.
 Turck (Docteur), t. 1, p. 301.
 Vacher-Delagrave, t. 3, p. 302.
 Vacheret, t. 1, p. 232.
 Vachin, t. 1, p. 361.
 Vaissières, t. 4, p. 626.
 Vallat, t. 1, p. 290.
 Valserrès (Jacques), t. 1, p. 528.
 Van Wormhoudt, t. 6, p. 161.
 Varnier, t. 3, p. 309.
 Vaudoré, t. 3, p. 123.
 Vauxonne (Baron de), t. 4, p. 572.
 Verdellet, t. 7, p. 76.
Verpillère [Isère] (Habitants de la) [n° 487], t. 3,
 p. 696.
 Véry, t. 1, p. 588.
Vétérinaire de Marseille (Association), t. 3, p. 143.
 Viala, t. 6, p. 647.
 Viallet, t. 7, p. 144.
 Viennois, t. 1, p. 579.
 Vignerón (Martin), t. 3, p. 313.
 Viguier, t. 1, p. 257.
 Viguier (Abbé), t. 3, p. 294.
 Villacrose, t. 4, p. 125.
Ville d'Avray [Seine-et-Oise] (Habitants de), t. 3, p. 13.
 Vincent, t. 1, p. 231.
 Violland, t. 1, p. 232.
 Vrillaud, t. 3, p. 438.
 Vuillerot, t. 3, p. 403.
 Vyers (Dame de), t. 2, p. 134.
 Waternau, t. 2, p. 61.
 Wollbrett, t. 2, p. 188.
 Xatard, t. 2, p. 151.

Pharmacie.

1. — Pétition du sieur Bonnet, réclamant l'abrogation ou tout au moins la révision de la loi du 21 germinal an XI (11 avril 1803), relative à l'exercice de la pharmacie. — Rapport par M. Conneau, t. 3, p. 298. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Lévy, demandant qu'il soit interdit aux pharmaciens de vendre des produits formant la base du commerce de l'épicerie, tels que cafés, sucres, chocolats, thés, etc. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 391. — Ordre du jour.

3. — Pétition de trois droguistes, demandant des modifications à la législation qui régit la vente des produits pharmaceutiques. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 155. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

PINARD (S. Ex. M.), *ministre de l'intérieur*. — Est chargé, par délégation spéciale, de prendre part à la discussion : de la loi sur la presse, t. 3, p. 344 ; — de la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 631 ; — de la loi sur les chemins vicinaux, t. 6, p. 74 ; — des lois de finances, t. 7, p. 288. — Est entendu sur la loi relative aux réunions publiques, t. 5, p. 543.

Poisson. — Pétition du sieur Pède contre les charges imposées sur la vente du poisson à la halle de Paris, et demandant la suppression des intermédiaires qui seraient remplacés par des receveurs chargés de percevoir des droits d'octroi régulier. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willlaumez, t. 1, p. 501. — Ordre du jour.

Police. — Pétition du sieur Giraldon, relative à une organisation nouvelle et à bon marché de la police dans les villes. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 156. — Ordre du jour.

PONIATOWSKI (M. le prince). — S'excuse de ne pouvoir assister aux dernières séances, t. 6, p. 381.

Pont de Cubzac. — Pétition de la compagnie du pont de Cubzac, réclamant une indemnité pour le préjudice que lui a causé l'établissement du chemin de fer entre Bordeaux, Bayonne et Madrid. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 157. — Ordre du jour.

Ports. — Loi portant acceptation de l'offre faite par la ville de Dunkerque d'avancer à l'Etat une somme de 12 millions de fr., pour travaux d'amélioration du port, et autorisant ladite ville à contracter un emprunt de pareille somme, t. 4, p. 71. — Loi portant acceptation de l'offre faite par la ville de Gravelines d'avancer à l'Etat une somme de 788 000 fr., pour travaux d'amélioration du port, t. 4, p. 73. — Loi portant acceptation de l'offre faite par la chambre de commerce de Bordeaux d'avancer à l'Etat, jusqu'à concurrence de 10 millions de fr., les sommes nécessaires pour la construction d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux, *ibid.* — Rapport par M. de Mentque, t. 4, p. 530. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 4, p. 541.

Postes.

1. — Pétition du sieur Soucasse, demandant l'exemption de toute taxe pour les lettres que les militaires en activité de service adressent ou reçoivent. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 738. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Gaugiran, demandant la franchise postale pour les correspondances : 1° des présidents des comices agricoles entre eux ; 2° des maires avec les présidents des comices agricoles dans lesquels sont représentées leurs communes ; 3° des maires entre eux pour les communes comprises dans un rayon de vingt kilomètres au maximum. — Rapport par M. le procureur général Delangle, t. 6, p. 150. — Ordre du jour.

Poursuites contre un Sénateur (Demande en autorisation de). — M. le Président annonce qu'il a reçu une demande formée contre M. le procureur général Delangle, à raison d'un rapport de pétition lu dans la séance du 19 juin, t. 6, p. 657. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 7, p. 127. — Question préalable.

Pourvois en cassation. — (Voy. Code d'instruction criminelle.)

Presse (Loi relative à la), t. 3, p. 338. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 4, p. 18. — Discussion: MM. de Maupas, t. 4, p. 178; Hubert-Delisle, p. 213; le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 230, 420; Ferdinand Barrot, p. 262; le baron Brenier, p. 287; le président Bonjean, p. 306; Boinvilliers, p. 350; le vicomte de La Guéronnière, p. 367; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 427; S. Ex. M. Rouher, *ministre d'État*, p. 464. — Incident sur la clôture. S. Ém. le cardinal Donnet, p. 482; M. le baron Dupin, *ibid.* — Reprise de la discussion: MM. Rouland, p. 483; Sainte-Beuve, p. 487; S. Ém. le cardinal Donnet, p. 518. — Vote au scrutin sur le renvoi à une nouvelle délibération du Corps législatif; rejet, par 94 voix contre 23, p. 521; liste des votants, *ibid.* — Le Sénat, à l'unanimité de 94 votants, ne s'oppose pas à la promulgation, p. 523; liste des votants, *ibid.*

Presse.

1. — Pétition du sieur Carbonel, demandant que toute publication périodique soit tenue de reproduire textuellement, dans les vingt-quatre heures, toute réfutation des articles qu'elle a insérés. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 430. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Degouve-Dénuques, demandant que la publication des comptes rendus des séances de commissions législatives soit autorisée par une loi. — Rapport par M. de Marnas, t. 6, p. 651. — Ordre du jour.

Prestation en nature. — Pétition du sieur Bellot, signalant diverses causes qui permettent aux contribuables d'échapper à la taxe des prestations en nature, et demandant que des modifications soient apportées à la loi, pour remédier à cet abus. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 127. — Ordre du jour. — (Voy. aussi Chemins vicinaux, n° 2).

Prince Impérial (S. A. I. le). — Pétitions demandant que le Prince Impérial soit dès maintenant associé à l'Empire, sous le nom de Napoléon IV. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 397. — Ordre du jour.

Prisons. — Pétition du sieur Bentzien, réclamant la réforme du régime des prisons cellulaires. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 571. — Ordre du jour.

Prisons militaires. — Pétition du sieur Perret, demandant l'augmentation du traitement des surveillants de ces prisons. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 3, p. 184. — Ordre du jour

Procès-verbaux (Incidents à l'occasion de la lecture des):

1. — Procès-verbal lu à la séance du 6 décembre. — Observations de MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau et le Président sur l'inexécution du règlement lors du vote sur l'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 210, 211. — Observations sur le procès-verbal de l'incident relatif à la clôture de la discussion sur l'interpellation : MM. le vicomte de La Guéronnière, Larabit, le baron Dupin et le Président, t. 1, p. 211 à 217.

2. — Procès-verbal lu à la séance du 27 janvier. — Observations de MM. le vicomte de Barral et le Président sur le colportage et la vente dans les rues d'une brochure ayant pour titre : *Loi militaire*, alors que cette loi n'est pas encore votée par le Sénat, t. 2, p. 297, 298.

3. — Procès-verbal lu à la séance du 28 janvier. — Rectification, par M. Rouland, d'une erreur du compte rendu analytique de son discours sur l'armée, relativement au milliard d'encaisse de la Banque de France, t. 2, p. 379. — Réclamation de M. le comte Monier de La Sizeranne sur l'ordre des inscriptions sur la loi de l'armée, des orateurs s'étant fait inscrire *contre* et ayant parlé *pour*, t. 2, p. 381 ; observations de M. le Président, t. 2, p. 382. — (*Voy. ci-dessous*, n° 4.)

4. — Procès-verbal lu à la séance du 31 janvier. — Observations de MM. le baron Brenier, le comte Monier de La Sizeranne et le Président sur le même sujet que ci-dessus, t. 2, p. 467 à 471. — (*Voy. n° 3.*)

5. — Procès-verbal lu à la séance du 11 février. — Observations de M. le baron de Butenval sur les comptes ren-

us *in extenso* et analytique de son discours sur les acquits caution, t. 3, p. 1.

6. — Procès-verbal lu à la séance du 3 mars. — Observations de MM. le baron de Butenval et Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, sur une allusion faite au vote par la Chambre des pairs, en 1848, d'une inspection du travail des enfants dans les manufactures, t. 3, p. 262 à 265.

7. — Procès-verbal lu à la séance du 22 mai. — Observation de M. Mérimée sur une allusion à l'attitude que pourrait prendre M. le professeur Robin dans les examens des étudiants en médecine, t. 5, p. 185. — Observations de M. de Chabrier, t. 5, p. 186. — Observations de MM. Quentin Bauchart et Le Verrier sur l'adoption, par la commission, des conclusions d'ordre du jour sur la pétition relative à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 189, 190.

8. — Procès-verbal lu à la séance du 28 mai. — Observations de MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau et Charles Robert, *commissaire du Gouvernement*, sur le nom de *Dictionnaire de Nysten* appliqué au *Dictionnaire de médecine* de MM. Robin et Littré, t. 5, p. 407 à 416. — Observations de M. le président Bonjean à l'occasion du témoignage de deux médecins invoqué par Mgr de Bonnechose dans la discussion sur l'enseignement de la Faculté de médecine de Paris, p. 416. — Observations de MM. Rouland et Charles Robert, à l'occasion de l'allusion faite par M. le ministre de l'instruction publique au rétablissement de la classe de philosophie dans les lycées, p. 421 à 429.

9. — Procès-verbal lu à la séance du 29 mai. — Observations de MM. de Maupas et Hubert-Delisle sur la signification donnée par la commission à la lettre impériale du 19 janvier, en ce qui concerne les réunions électorales, t. 5, p. 511 à 518.

10. — Procès-verbal lu à la séance du 19 juin. — Rectification, par M. le comte de Gréssolles-Flamarens, d'une observation de M. Larabit à l'occasion d'une pétition relative aux sénateurs qui s'occupent d'affaires industrielles, t. 6, p. 90.

11. — Procès-verbal lu à la séance du 7 juillet. — Observations de MM. le baron de Butenval, le procureur général comte de Casabianca, Michel Chevalier et S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, t. 6, p. 486 à 492.

12. — Procès-verbal lu à la séance du 17 juillet. — Observation de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, concernant le compte rendu analytique de son discours sur les droits perçus sur les vins à l'entrée de Paris, t. 7, p. 2.

13. — Procès-verbal lu à la séance du 30 juillet. — Observations de M. Rouland, concernant le passage de son discours sur les lois de finances, relatif aux escomptes opérés par les sociétés de dépôts et de crédit, t. 7, p. 414.

Q

QUENTIN BAUCHART (M.). — Est nommé : vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24; — secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — secrétaire du 1^{er} bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 25; — de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 520; t. 6, p. 383; — de la 8^e commission des pétitions, t. 6, p. 167; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 660. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 493; t. 4, p. 89; t. 7, p. 41. — Est entendu sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 108. — Rectifie un passage de son discours sur les pétitions relatives à l'enseignement, concernant l'adoption, par la commission, des conclusions d'ordre du jour, t. 5, p. 189.

Quantité disponible. — (Voy. Code Napoléon, n^o 1).

R

Rage. — Pétitions indiquant divers moyens de prévenir la rage. — Rapport par M. Conneau, t. 6, p. 461. — Ordre du jour.

RANDON (S. Ex. le maréchal comte). — Est nommé : président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228 ; — président du 4^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 414.

Recrutement de l'armée. — (*Voy.* Appel du contingent et Armée).

Recrutement de l'armée.

1. — Pétition du sieur Guisset, relative à l'exemption du tirage au sort accordée aux fils d'étrangers nés et résidant en France. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 4, p. 323. — Discussion : MM. le général comte de La Ruë, p. 327; Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, p. 331; le baron de Ladoucette, p. 344; de Mentque, p. 346; S. Ex. le maréchal Niel, p. 347; le Rapporteur, p. 348. — Rejet de l'ordre du jour, p. 349. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition du sieur de Champobert, proposant de procéder à l'exonération du service militaire par voie d'échange de numéros, consenti au moment du tirage d'une classe. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 4, p. 358. — Ordre du jour.

3. — Pétitions réclamant contre le projet de loi relatif à la réorganisation de l'armée, et demandant qu'il n'y soit pas donné suite. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 494. — Observations de M. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, p. 494. — Dépôt au bureau des renseignements. — (*Voy. ci-dessous*, n^o 5. — *Voy. aussi* Armée.)

4. — Pétition du sieur Pinot, relative à l'interprétation

donnée à l'article 13 de la loi de 1832, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, dans les familles ayant plus de trois enfants mâles. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 1, p. 584. — Discussion : MM. de Mentque, p. 585 ; le Rapporteur, p. 586 ; le général marquis de Laplace, *ibid.* — Ordre du jour.

5. — Pétition d'habitants de Marseille, priant le Sénat de donner sa sanction à la nouvelle loi sur le recrutement de l'armée. — Pétitions demandant ou le rejet de la nouvelle loi ou des modifications à ses dispositions. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 2, p. 299. — Observations de M. Larabit, p. 302. — Dépôt au bureau des renseignements de la première pétition ; ordre du jour sur les autres. — (*Voy. ci-dessus, n° 3. — Voy. aussi Armée.*)

6. — Pétition du sieur Nillet, demandant la réparation du préjudice qu'on lui aurait causé, en refusant de le faire jouir du bénéfice de la loi de 1855 sur la dotation de l'armée. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 2, p. 523. — Ordre du jour.

7. — Pétitions relatives à des projets de réorganisation de l'armée. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 276. — Ordre du jour. — Rapports par M. le général comte Gudin, t. 3, p. 579. — Ordre du jour.

8. — Pétition du sieur Delenne, réclamant contre la décision d'un conseil de révision qui a fait partir son frère, malgré sa présence sous les drapeaux. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 3, p. 308. — Observations de M. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, p. 309. — Renvoi au ministre de la guerre.

9. — Pétitions relatives à l'application de l'article 13 de la loi de 1832 relatif aux exemptions. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 427. — Ordre du jour.

10. — Pétition du sieur Minjollat, réclamant la réforme des abus qui se commettent dans l'application de la loi sur le recrutement, en ce qui concerne les dispenses ecclésiastiques. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 7, p. 140. — Ordre du jour.

Règlement.

1.— Incident relatif à l'application du règlement en ce qui concerne le dépôt des demandes d'interpellation. — (*Voy.* Interpellation.)

2. — Incident sur l'inobservation du règlement lors du vote sur l'interpellation relative aux affaires de Rome. — (*Voy.* Procès-verbaux, n° 1.)

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (S. Ex. le maréchal comte), *l'un des grands dignitaires du Sénat; vice-président.* — Est nommé président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228.

Réhabilitation. — Pétition du sieur Lafon, demandant la réhabilitation du capitaine de vaisseau Lafon, fusillé en 1809, en vertu de la décision d'un conseil de guerre. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 3, p. 377. — Ordre du jour.

Réunions publiques (Loi sur les), t. 3, p. 626. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 290. — Discussion : MM. de Maupas, t. 3, p. 452, 511 ; le Rapporteur, p. 490, 517 ; Béhic, p. 491 ; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 520 ; S. Ex. M. Pinard, *ministre de l'intérieur*, p. 543 ; M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, p. 567. — Rejet du renvoi à une seconde délibération du Corps législatif, par 87 voix contre 24, t. 3, p. 575, liste des votants, *ibid.* — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 578.

REVEL (M.). — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 26 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 472 ; t. 3, p. 415, 749 ; t. 4, p. 609 ; t. 6, p. 169, 662 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession à la ville de Moutiers (Savoie) de la saline de Moutiers, pour être convertie en établissement thermal, t. 7, p. 173. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 452 ; t. 7, p. 37.

RIChÉ (M.), *conseiller d'État.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion

des pétitions pendant la session de 1868, t. 1, p. 14. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'abolition de la peine de mort, t. 1, p. 489; — sur une pétition relative à l'érection de Trouville (Calvados) en chef-lieu de canton, t. 6, p. 113.

RICHEMONT (M. le baron PAUL DE). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414.

RIGAULT DE GENOUILLY (S. Ex. l'amiral), *ministre de la marine et des colonies*. — Est chargé, par délégation spéciale, de prendre part à la discussion des lois de finances, t. 7, p. 288.

ROBERT (M. CHARLES), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion de pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 2, p. 194. — Est entendu : sur ces pétitions, t. 5, p. 196, 330; — sur le procès-verbal de la discussion concernant ces mêmes pétitions, t. 5, p. 413, 426. — Assiste à la délibération : de la loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 50 000 fr., applicable aux frais d'une mission scientifique à Saïgon, t. 5, p. 680; — de la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 7, p. 31; — des lois de finances, t. 7, p. 310.

ROGUET (M. le général comte). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 520.

Rome. — Interpellation sur la nouvelle expédition de Rome. — (*Voy. Interpellation.*)

Rome. — Pétition du sieur Bérard de Ponticu, demandant le rétablissement de l'Empire romain, dont le Gouvernement serait confié à S. M. le roi d'Italie. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 133. — Observations de MM. le comte de Ségur-d'Agnesseau, le comte de Grossolles-Flamareus, le premier président de Royer, Le-

febvre-Durullé, le baron Dupin, t. 2, p. 140 à 143. — Question préalable.

ROUGÉ (M. le vicomte DE), *conseiller d'État*. — Présente un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame Bonneau du Martray, t. 5, p. 673. — Assiste à la délibération de ce projet de sénatus-consulte, t. 6, p. 104.

ROUHER (S. Ex. M.), *ministre d'État*. — Déclare ouverte la session législative de 1868, t. 1, p. 12. — Est entendu sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 464. — Donne lecture du décret de clôture de la session, t. 7, p. 441.

Routage. — Pétition du sieur Perriquet, demandant l'abrogation de l'article 3 de la loi des 30 mai-8 juin 1851 sur la police du roulage, qui prescrit, pour toute voiture circulant sur les voies publiques, l'obligation de porter une plaque indiquant le nom et l'adresse du propriétaire. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 143. — Ordre du jour.

ROULAND (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 29 mai, t. 5, p. 518. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688. — Est entendu : sur une interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 136; — sur la mise à l'ordre du jour de la discussion de la loi relative à l'armée et à l'organisation de la garde nationale mobile, t. 2, p. 292; — sur ladite loi, t. 2, p. 345. — Réclame contre le compte rendu analytique de son discours sur l'armée, en ce qui concerne le milliard déposé à la Banque, t. 2, p. 379. — Est entendu : sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 485; — sur le procès-verbal de la discussion des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 421; — sur les lois de finances, t. 7 p. 369; — sur le procès-verbal de son discours sur les budgets, t. 7, p. 414.

Routes et chemins.

1. — Pétition du sieur Perrier de Savigny, demandant que toutes les voies de communication soient, sans distinc-

tion, créées et entretenues aux frais de l'État et placées sous la surveillance de ses agents. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 508. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Berthon, demandant : 1^o que les frais de confection et d'entretien des routes impériales et départementales soient supportés par les communes, en proportion de l'intérêt que chacune de celles-ci en retire; 2^o que les sommes affectées précédemment à ces frais soient distribuées aux communes afin de subvenir aux dépenses des chemins vicinaux. — Rapport par M. de Mentue, t. 3, p. 268. — Ordre du jour.

ROYER (M. le premier président DE), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président.* — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 189. — Est nommé : président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 25; — président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 445; — président du 4^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 747; — président du 3^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 166; — président du 2^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 228; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la presse, t. 3, p. 414; — de la 5^e commission des pétitions, t. 3, p. 587; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 70; — d'une commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, t. 6, p. 660. — Fait un rapport de pétition, t. 3, p. 712. — Fait un rapport sur la demande en autorisation de poursuites, t. 7, p. 127. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre le percement d'une rue à travers le cimetière Montmartre, t. 1, p. 738; — sur une pétition relative au rétablissement de l'empire romain sous le sceptre du roi d'Italie, t. 2, p. 141, 142.

S

Saint-Cyr (École de). — (Voy. École.)

Saint-Domingue (Indemnité de). — Pétitions demandant que

le gouvernement d'Haïti soit contraint à verser sans délai 14 100 000 fr. restant dus sur les sommes stipulées comme indemnité d'expropriation des propriétaires de Saint-Domingue. — Rapport par M. le duc de Montebello, t. 2, p. 136. — Renvoi au ministre des affaires étrangères. — Rapport par M. le duc de Cambacérès, t. 3, p. 569. — Mêmes conclusions.

SAINTE-BEUVE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 14. — Est entendu : sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 487; — sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 53.

SALIGNAC-FÉNELON (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 4, 71. — Est nommé : secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 23; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 691; t. 6, p. 383; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession à la ville de Moutiers (Savoie), de la saline de Moutiers, pour être convertie en établissement thermal, t. 7, p. 173; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 417. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 564; t. 2, p. 152; t. 3, p. 193, 397; t. 4, p. 100; t. 6, p. 141, 244. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 32; t. 6, p. 370; — sur la loi relative à la saline de Moutiers, t. 7, p. 243.

Salubrité publique.

1. — Pétition du sieur Sosset, réclamant contre les dangers que ferait courir à la santé publique une fabrique de produits chimiques établie à Dieuze (Meurthe). — Rapport par M. le premier vice-président Bondet, t. 3, p. 704. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition d'habitants d'Istres, de Fos, et de Saint-Mitre (Bouches-du-Rhône), se plaignant du préjudice que cause à leur récolte le voisinage d'une usine pour l'exploit-

tation du sel, et réclamant une nouvelle réglementation des établissements insalubres ou incommodes. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 137. — Ordre du jour.

3. — Pétition d'habitants de Tréveray et de Saint-Amand (Meuse), demandant que des mesures soient prises pour mettre fin au déversement de résidus métallurgiques dans la rivière d'Ornain. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 4, p. 642. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Beauoin, demandant, dans l'intérêt de la salubrité publique, qu'on interdise l'entrée dans Paris aux viandes de boucherie provenant de bestiaux abattus en dehors du département de la Seine. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 6, p. 135. — Ordre du jour.

Sapeurs-pompiers. — Pétition du sieur Collet, demandant une réorganisation complète du corps des sapeurs-pompiers. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 7, p. 134. — Ordre du jour.

SAULCY (M. DE). — Est nommé membre de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748.

SCHRAMM (M. le général comte DE). — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 227.

Secours. — Pétition du sieur Constant, demandant que des mesures soient prises pour que les payeurs aient à cesser de retenir les secours alloués aux anciens militaires qui ont touché à la fois des secours au ministère de la guerre et à la Légion d'honneur. — Rapport par M. Larabit, t. 5, p. 697. — Discussion : MM. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, t. 5, p. 701 ; le marquis de Lavalette, p. 705 ; le Rapporteur, p. 707. — Ordre du jour.

Secours (Caisse de). — Pétition d'habitants de Meaux (Seine-et-Marne), demandant la création d'une caisse ayant pour but de donner des secours aux victimes de leur dévouement dans les incendies. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 67. — Ordre du jour.

Secrétaires du Sénat pour la session de 1868. — Leur

élection, t. 1, p. 15. — Sont élus : MM. de Mentque et Hubert-Delisle.

Secrétaires de mairies. — Pétition du sieur Brusq, demandant qu'on augmente le traitement et les attributions des secrétaires de mairie. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 1, p. 365. — Ordre du jour.

SÉGUR-D'AGUESSEAU (M. le comte de). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 626. — Réclame contre l'inexécution du règlement lors du vote sur l'interpellation relative aux affaires de Rome, t. 1, p. 210. — Demande : la question préalable sur une pétition relative au rétablissement de l'empire romain sous le sceptre du roi d'Italie, t. 2, p. 140; — la mise à l'ordre du jour du rapport sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 347, 357. — Émet le vœu que le ministre de l'instruction publique soit désigné pour prendre part à la discussion des pétitions relatives à l'enseignement, t. 3, p. 691. — Est entendu : sur la loi relative à la presse, t. 4, p. 230, 420; — contre la clôture de la discussion sur les pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 389; — sur la position de la question pour le vote sur ces mêmes pétitions, t. 5, p. 400. — Réclame la suppression, dans la discussion sur l'enseignement, du nom de *Nysten*, ajouté plusieurs fois au *Dictionnaire de médecine* de MM. Robin et Littré, t. 5, p. 407.

Sel. — Pétition de propriétaires sauniers de l'ouest réclamant : 1° des mesures pour venir en aide à leur industrie; 2° l'abolition de l'impôt du sel. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 3, p. 644. — Observations de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, t. 3, p. 650. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au ministre des finances de la première partie; question préalable sur la seconde. — Pétition du sieur Nère, ayant le même objet. — Même rapporteur, t. 3, p. 709. — Mêmes conclusions.

Sénateurs. — Pétition du sieur Burgalat, demandant qu'il soit fait défense à tous les membres du Sénat de patronner les affaires industrielles ou d'accepter, dans ces entrepri-

ses, des fonctions salariées. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 6, p. 54. — Observations : MM. Larabit, le Rapporteur, le comte Boulay de la Meurthe, Lacaze et le baron Dupin, t. 6, p. 59 à 63. — Ordre du jour.

Sénatus-consulte. — Projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame Bonneau du Martray. — (*Voy. Échanges.*)

Sériciculture.

1. — Pétition du sieur Prieur, demandant, dans le but de développer l'industrie séricicole, qu'on plante des muriers à la place des arbres bordant les routes et les chemins. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 508. — Ordre du jour.

2. — Pétition indiquant divers moyens de venir en aide à l'industrie séricicole. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 7, p. 253. — Ordre du jour.

Serment. — Prestation de serment par MM. les sénateurs nouvellement nommés, t. 1, p. 28, 527; t. 3, p. 459; t. 4, p. 530.

Serment. — Pétition du sieur Nauroy [n° 600], demandant qu'on dispense les candidats au Corps législatif du serment préalable de fidélité à l'Empereur et d'obéissance à la Constitution. — Rapport par M. le procureur général Delangle, t. 6, p. 156. — Question préalable. — (*Voy. Poursuites.*)

Services postaux.

1. — Loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, pour l'extension du service postal dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, t. 6, p. 93. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 6, p. 284. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 294.

2. — Loi approuvant les stipulations financières conte-

nues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique pour l'exploitation d'un service postal entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 372. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 7, p. 9. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 7, p. 24.

Servitudes militaires. — Pétition de quatre-vingt-un propriétaires d'immeubles situés dans la zone des fortifications de Paris, se plaignant du préjudice qui leur est causé par les servitudes militaires, et sollicitant l'abolition de ces servitudes, ou l'expropriation de leurs biens. — Rapport par M. de Marnas, t. 4, p. 638. — Ordre du jour.

Session de 1868. — Procès-verbal de la séance d'ouverture, t. 1, p. 3. — Discours de S. M. l'Empereur, t. 1, p. 6. — Clôture par S. Ex. le ministre d'État, t. 7, p. 444.

SILVESTRE DE SACY (M.). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ouvrant un crédit au ministre de l'intérieur pour subventions et secours, t. 1, p. 690 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 229 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 383 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1867, d'un crédit de 300 000 fr., applicable aux dépenses de l'instruction primaire, t. 6, p. 660 ; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 428 ; t. 4, p. 561 ; t. 7, p. 144. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition relative aux expériences chirurgicales faites sur les animaux vivants, t. 4, p. 566.

Successions.

1. — Pétition du sieur Dechastelus, demandant que les personnes entrant dans les communautés religieuses puissent aliéner les droits éventuels qu'elles auraient à des successions. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 1, p. 229. — Observations : S. Ém. le cardinal Donnet, p. 263 ; le Rapporteur, p. 267. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Villacrose, demandant que le droit de succéder ne soit pas étendu au delà du sixième degré de parenté. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 3, p. 123. — Ordre du jour.

Sucres. — Pétition des membres du comité de liquidation de la société des raffineries Numa-Grar, à Marly-lès-Valenciennes (Nord), demandant que l'intérêt du Gouvernement soit appelé sur la situation qui a été faite à leur industrie par la promulgation des lois du 23 mai 1860 et du 2 juillet 1862. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 6, p. 63. — Ordre du jour.

Suez (Canal de). — Loi tendant à autoriser la compagnie du canal maritime de Suez à faire une émission de titres remboursables avec lots par la voie du sort, t. 6, p. 99. — Rapport par M. Le Verrier, t. 6, p. 339. — Observations de M. le baron Dupin, t. 6, p. 334. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 361.

Suffrage universel. — Pétition du sieur Courbebaisse, demandant l'introduction de la famille dans le suffrage universel par l'attribution à chaque électeur d'autant de votes qu'il représenterait légalement de personnes. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 53. — Ordre du jour.

SUIN (M.), l'un des vice-secrétaires. — Est élu vice-secrétaire pour la session de 1868, t. 1, p. 16. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 24 décembre, t. 1, p. 443. — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau 7^e organisation, t. 3, p. 94 ; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 27. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 400 000 fr. au budget extraordinaire de l'Algérie, exercice 1868, t. 1, p. 691 ; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 115, 471 ; t. 4, p. 330 ; t. 6, p. 664 ; t. 7, p. 92 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191 ; — de la commission chargée d'exami-

ner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis aux expositions publiques, autorisées par l'administration, dans toute l'étendue de l'Empire, t. 4, p. 608 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à un échange de terrains entre le domaine de la Couronne et les sieur et dame du Martray, t. 6, p. 2 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 6, p. 259, t. 7, p. 417 ; — de la commission chargée d'examiner deux lois relatives à l'approbation des stipulations financières contenues dans deux conventions passées entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et : 1° la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne ; 2° la compagnie du chemin de fer d'Orléans, t. 6, p. 328 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières contenues dans une convention passée entre le ministre des finances et la compagnie générale transatlantique, pour la création d'une ligne postale régulière entre Panama et Valparaiso, t. 6, p. 382 ; — de la 9^e commission des pétitions, t. 7, p. 173 ; — de la commission chargée d'examiner la loi qui abroge l'article 1781 du Code Napoléon, t. 7, p. 295. — Fait des rapports sur des pétitions relatives à la législation sur les aliénés, t. 1, p. 303 ; t. 2, p. 36, 202 ; t. 3, p. 25, 45, 72. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 77, 506. — Fait des rapports : sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 542 ; — sur la loi relative à la garantie des inventions admises aux expositions publiques, t. 5, p. 2 ; — sur le projet de sénatus-consulte relatif à un échange d'immeubles du domaine de la Couronne, t. 6, p. 104 ; — sur des lois d'intérêt local, t. 6, p. 362. — Lit des rapports de pétitions, au nom de M. Gouin, t. 5, p. 715. — Est entendu, comme rapporteur : sur des pétitions relatives à la législation sur les aliénés, t. 1, p. 314 à 318 ; t. 3, p. 28, 30, 43 ; — sur une pétition relative à l'agrandissement du cimetière protestant de Bordeaux, t. 3, p. 88.

SULRAU (M. le vicomte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 24.

T

TASCHER LA PAGERIE (M. le duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 5, p. 584; t. 6, p. 166. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586. — Est nommé membre: de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 370, 691; t. 3, p. 748; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 472; — de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748. — Fait des rapports de pétitions, t. 6, p. 11.

Télégraphie. — Loi ayant pour objet de fixer la taxe des dépêches télégraphiques privées, t. 5, p. 595. — Rapport par M. Dumas, t. 6, p. 198. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 6, p. 207.

Télégraphie. — Pétition du sieur Jullien, demandant que le service de la télégraphie privée soit confié à une compagnie qui serait responsable envers les particuliers. — Rapport par M. Corta, t. 2, p. 181. — Ordre du jour.

Testament. — Pétition du sieur André, réclamant l'interdiction du droit de tester. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 4, p. 119. — Ordre du jour.

TRAYER (M. AMÉDÉE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 24. — M. le Président annonce son décès, t. 6, p. 492.

Théâtre.

1. — Pétition du sieur Muller, demandant que le théâtre Français et le théâtre de l'Odéon soient tenus de donner le dimanche, pendant le jour et à prix réduits, des représentations du répertoire tragique. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 2, p. 115. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Dacnaber, demandant des encouragements en faveur des débutants dans la carrière théâ-

trale. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 4, p. 66. — Ordre du jour.

THIERRY (M. AMÉDÉE). — Est nommé membre : de la 4^e commission des pétitions, t. 3, p. 191 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864, t. 4, p. 70 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 349 ; t. 7, p. 296 ; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 608. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 66, 572 ; t. 6, p. 320 ; t. 7, p. 149. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 4, p. 544 ; t. 7, p. 422.

THURY (M. le général). — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 6^e organisation, t. 3, p. 748. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à une cession de terrains à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 445 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 588 ; t. 4, p. 349 ; — de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 495 ; t. 2, p. 128 ; t. 4, p. 645.

Tir international de Vincennes (Pétition du sieur Bassecourt, demandant le rétablissement du). — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 4, p. 139. — Ordre du jour.

TOURANGIN (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 73.

Traités de commerce. — Pétition de cent cinquante-neuf négociants et fabricants de Roubaix (Nord), se plaignant des traités de commerce, et demandant un remède à leurs souffrances, soit par un retour à un régime protecteur, soit par quelque autre moyen qui serait indiqué aussitôt que possible. — Rapport par M. Gouin, t. 3, p. 720. — Observation de M. Lefebvre-Durullé, p. 723. — Ajournement, p. 724. — Discussion : MM. Lefebvre Durullé, t. 6, p. 221 ; le baron de Butenval, p. 226 ; Gaudin, *commis-*

saire du Gouvernement, p. 228; le baron Dupin, p. 229; Michel Chevalier, p. 239. — *Ordre du jour*.

Travaux publics.

1. — Pétition du sieur Varnier, relative aux occupations temporaires de terrains pour cause de travaux publics. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 309. — *Ordre du jour*.

2. — Pétition du sieur Aubry, se plaignant de ne pouvoir obtenir le règlement d'un compte de travaux publics. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 369. — *Ordre du jour*.

3. — Pétition des sieurs Daullé et Herbault, exposant les difficultés que rencontre dans la pratique l'application des dispositions des articles 30 et 31 de la loi du 16 septembre 1807, en vertu desquels les propriétaires doivent payer une indemnité pour la plus-value apportée à leurs immeubles par l'exécution de travaux publics, et proposant un moyen de remédier à ces difficultés. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 724. — Dépôt au bureau des renseignements.

Travaux de Paris. — (*Voy. Paris.*)

TRÉHOUART (M. le vice-amiral). — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner trois lois relatives aux ports de Dunkerque, de Gravelines et de Bordeaux, t. 4, p. 162; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 609; t. 5, p. 667; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 519; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 92.

Tribunaux de commerce. — Pétition du sieur Sallé, demandant que tous les patentés concourent à l'élection des juges consulaires. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 582. — *Ordre du jour*.

TRUPLONG (S. Ex. le premier président), *l'un des grands*

dignitaires du Sénat, Président. — Prononce une allocution à l'occasion des décès de sénateurs survenus depuis la dernière session, t. 1, p. 16. — Ses observations : dans un incident sur l'inobservation du règlement en ce qui concerne le dépôt de la demande d'interpellation relative aux affaires de Rome et d'Italie, t. 1, p. 35, 36, 38; — dans un incident sur le procès-verbal à l'occasion : 1° de l'inexécution du règlement pour le vote sur l'interpellation; 2° du vote de clôture de la discussion sur ladite interpellation, t. 1, p. 210, 217. — Annonce le décès de M. le général Lyautey, et exprime les regrets du Sénat, t. 1, p. 323. — Est entendu dans un incident sur la mise à l'ordre du jour de la discussion sur une pétition relative au trafic des acquits à caution sur les fers, t. 2, p. 201, 202. — Annonce qu'à la suite d'informations la permission de vendre sur la voie publique une brochure ayant pour titre: *Loi militaire*, a été retirée, cette loi n'ayant pas encore été votée par le Sénat, t. 2, p. 298. — Annonce le décès de M. le général Gemeau, et exprime les regrets du Sénat, t. 2, p. 298. — Est entendu dans des incidents à l'occasion des inscriptions dans la discussion de la loi militaire, des orateurs s'étant inscrits *contre* ou *pour* la loi et ayant parlé dans un autre sens, t. 2, p. 382, 471. — Annonce les décès de MM. le général Camou et le baron de Chapuys-Montlaville, et exprime les regrets du Sénat, t. 3, p. 4. — Ses observations dans un incident sur une demande de mise à l'ordre du jour du rapport sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 3, p. 357, 358. — Annonce: le décès de M. le comte de La Riboisière, et exprime les regrets du Sénat, t. 3, p. 384; — le décès de M. le général Husson, et exprime les regrets du Sénat, t. 3, p. 743; le décès de M. Amédée Thayer, et exprime les regrets du Sénat, t. 6, p. 432. — Est entendu : dans un incident sur la position de la question pour le vote sur les pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 391 à 401.

Trouville (Ville de). — Pétition d'habitants de Trouville, demandant que cette commune soit érigée en chef-lieu de canton. — Rapport par M. le général comte de La Rué, t. 6, p. 26. — Observations de MM. le marquis de La

Grange et Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 30. — Ajournement. — Discussion : MM. Riché, *commissaire du Gouvernement*, t. 6, p. 113 ; le Rapporteur, p. 117. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de la justice et des cultes.

Tunis. — Pétition du sieur Colin, demandant que le Gouvernement français intervienne auprès du bey de Tunis, afin de lui faire obtenir la rémunération complète d'un travail exécuté pour la restauration d'un aqueduc. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 5, p. 691. — Renvoi au ministre des affaires étrangères.

Tutelle. — Pétition du docteur Langier, demandant la modification de l'article 403 du Code Napoléon, en ce sens que le Chef de l'État serait, après la mort du père et de la mère, tuteur légal, à défaut d'un tuteur élu, des enfants mineurs de tout militaire retraité. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 2, p. 163. — Ordre du jour.

U

Université. — Pétition du sieur Bonneront demandant : 1° que les membres de l'Université reçoivent des frais de déplacement fixés par des tarifs spéciaux ; 2° que leur avancement soit déterminé par des règles analogues à celles qui régissent l'armée. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 1, p. 291. — Ordre du jour.

Usine. — Pétition du sieur Verdellel, réclamant la modification du régime des eaux d'une usine située sur la Bièvre. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 7, p. 76. — Ordre du jour.

V

Vaccination. — Pétition du docteur Monteils-Pons, demandant que la vaccination soit rendue obligatoire. — Rapport par M. Conneau, t. 6, p. 158. — Ordre du jour.

VAILLANT (S. Ex. le maréchal). — Est nommé : président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24 ; — président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444 ; — président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 3, p. 190 ; — président du 1^{er} bureau, 5^e organisation, t. 3, p. 586 ; — président du 1^{er} bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 93 ; — président du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167.

Vaine pâture. — Pétition demandant la suppression de la vaine pâture. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 303. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

VALLÉE (M. OSCAR DE), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 6, p. 717.

Ventes publiques. — Pétition du sieur de Sorbet-Rouany, demandant l'abrogation de la loi du 25 juin 1841, interdisant la vente aux enchères des marchandises neuves. — Rapport par M. de Marnas, t. 5, p. 618. — Observations de M. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 625. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Ventes d'immeubles.

1. — Pétition du sieur Leterrier, proposant des moyens de faciliter les ventes d'immeubles ruraux. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 3, p. 383. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mocquot, relative au préjudice que causerait aux avoués l'adoption du projet de loi sur les ventes d'immeubles. — Rapport par M. de Marnas, t. 5, p. 611. — Dépôt au bureau des renseignements.

3. — Pétition du sieur Girardot, demandant que les ventes amiables d'immeubles opérées aux enchères soient interdites. — Rapport par M. de Marnas, t. 6, p. 32. — Ordre du jour.

Vérificateurs des poids et mesures. — Pétition du sieur de Crozant-Bridier, réclamant l'interdiction pour ces fonctionnaires d'exercer la profession d'agents d'assurances. —

Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 631. —
Ordre du jour

Vérification de la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs. — Commissions désignées par le sort, t. 1, p. 27, 522; t. 3, p. 452; t. 4, p. 529. — Rapport de ces commissions, t. 1, p. 27, 527; t. 3, p. 458; t. 4, p. 529.

VERNIER (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels, t. 6, p. 294, 493; — de la loi relative aux chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, t. 6, p. 607; — de la loi relative aux chemins de fer du Midi, t. 7, p. 98, 174.

Vers à soie. — (Voy. Sériciculture.)

Vétérinaires. — Pétition de seize vétérinaires des Bouches-du-Rhône demandant qu'une loi interdise de prendre le titre de vétérinaire, sans avoir préalablement passé des examens et obtenu un diplôme. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 143. — Discussion: MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 3, p. 144, 156; Chaix d'Est-Ange, p. 154; le Rapporteur, p. 159, 163; le vicomte de Barral, p. 162; le comte Boulay de la Meurthe p. 163. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Viaduc entre la France et l'Angleterre. — Pétition demandant que les Gouvernements français et anglais publient le programme d'un concours pour la construction d'un viaduc entre la France et l'Angleterre. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 6, p. 248. — Ordre du jour.

VIGENCE (M. le duc DE). — Est nommé membre de la 6^e commission des pétitions, t. 3, p. 748. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 649.

Vice-secrétaires du Sénat pour la session de 1868. —

Leur élection, t. 1, p. 15, 16. — Sont élus : MM. le général comte de La Ruë et Suin.

VINCENT (M. le baron DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 71. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à une cession de terrains à la ville de Metz (Moselle), t. 1, p. 445 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 691. — Est entendu sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur, t. 5, p. 256.

VINOY (M. le général). — Est nommé : vice-secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 444 ; — vice-secrétaire du 5^e bureau, 7^e organisation, t. 5, p. 94 ; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 8^e organisation, t. 6, p. 167 ; — secrétaire du 1^{er} bureau, 9^e organisation, t. 7, p. 172. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 229 ; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 350 ; t. 6, p. 259 ; t. 7, p. 416 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 520 ; t. 6, p. 169 ; t. 7, p. 296 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur le contingent de 1868, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 6, p. 382. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 299 ; t. 3, p. 184, 308, 377. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 5, p. 606 ; t. 6, p. 311.

Vins.

1. — Pétition du sieur André, demandant la réduction des taxes qui pèsent sur les vins. — Rapport par M. Gouin, t. 5, p. 715. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant que des pénalités soient édictées contre les individus qui mettent en vente des vins additionnés d'alcool ou portant une fausse indication de crû. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 6, p. 162. — Ordre du jour.

3. — Pétition de membres du comité viticole des Pyrénées.

nées-Orientales, réclamant contre le tarif d'importation des vins étrangers en France et demandant : 1° l'égalité des tarifs pour l'importation dans les deux pays ; 2° que les vins d'Espagne subissent, à leur entrée en France, une surtaxe selon leur degré d'alcoolisation. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 6; p. 639. — Discussion : MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 6, p. 642 ; le baron de Butenval, p. 644 ; le Rapporteur, p. 645. — Ordre du jour sur la première partie ; renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de la seconde.

4. — Pétition du sieur Viala, demandant que les droits perçus sur les vins à l'entrée de Paris soient réduits de moitié. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 6, p. 647. — Observations de M. Le Verrier, p. 650. — Ajournement, p. 651. — Discussion : MM. le Rapporteur, t. 6, p. 723, 780 ; Le Verrier, p. 726, 786 ; Hubert-Delisle, p. 747 ; L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 758. — Ordre du jour.

Viticulture. — Pétition des héritiers Raclet, demandant qu'en récompense des services que leur auteur a rendus à la viticulture par la découverte d'un procédé de destruction de la pyrale, il leur soit accordé une pension. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 4, p. 651. — Observations de S. Ém. le cardinal Donnet, p. 658. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Vivisection. — Pétition du sieur Dehais, demandant qu'il soit interdit de faire, dans les écoles vétérinaires, des expériences chirurgicales sur des animaux vivants. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, p. 563. — Discussion : MM. le vicomte de Barral, t. 4, p. 565, 568, 571 ; le Rapporteur, p. 566 ; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 568. — Ordre du jour.

Voirie.

1. — Pétition de vingt-huit habitants de Castres (Tarn), qui se plaignent d'un arrêté préfectoral mettant à la charge des propriétaires riverains les frais d'établissement de premier pavage dans les faubourgs de Castres. — Rapport

par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 6, p. 122. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Journet, demandant : 1° que nul ne puisse exercer la profession d'entrepreneur sans être muni d'un diplôme spécial ; 2° que le service de la voirie soit fait avec soin dans chaque préfecture. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 6, p. 141. — Ordre du jour.

Voitures publiques. — Pétition de cent-quinze habitants du quartier des Ternes, à Paris, se plaignant du préjudice que leur cause la défense faite aux voitures de la banlieue de prendre ou de déposer aux Ternes les voyageurs de cette localité. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 2, p. 153. — Ordre du jour.

VUILLEFROY (M. DE). — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 24 ; — secrétaire du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 228. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 445 ; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 114 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 415 ; t. 6, p. 3, 595, 662 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les réunions publiques, t. 3, p. 688 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la concession de l'exploitation de l'établissement thermal civil de Bourbonnelles-Bains (Haute-Marne), t. 5, p. 519 ; — de la commission chargée d'examiner la loi qui approuve les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, t. 5, p. 666. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 59 ; t. 4, p. 149, 660 ; t. 7, p. 76. — Fait un rapport sur la loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, portant cession réciproque de terrains situés à Lyon, t. 2, p. 194.

W

Wateringues. — Pétition de propriétaires de l'arrondissement de Saint-Omer, demandant à être exonérés d'une taxe locale destinée à couvrir les frais d'écoulement des eaux, et connue sous le nom d'*impôt des wateringues*. — Rapport par M. Béhic, t. 3, p. 786. — Dépôt au bureau des renseignements.

Waterloo (Monument de). — Pétition du sieur Goujet, demandant l'ouverture de négociations diplomatiques pour obtenir la destruction du monument commémoratif de la bataille de Waterloo. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 1, p. 243. — Observations de M. le vicomte de Barral, *ibid.* — Ordre du jour.



IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris.
